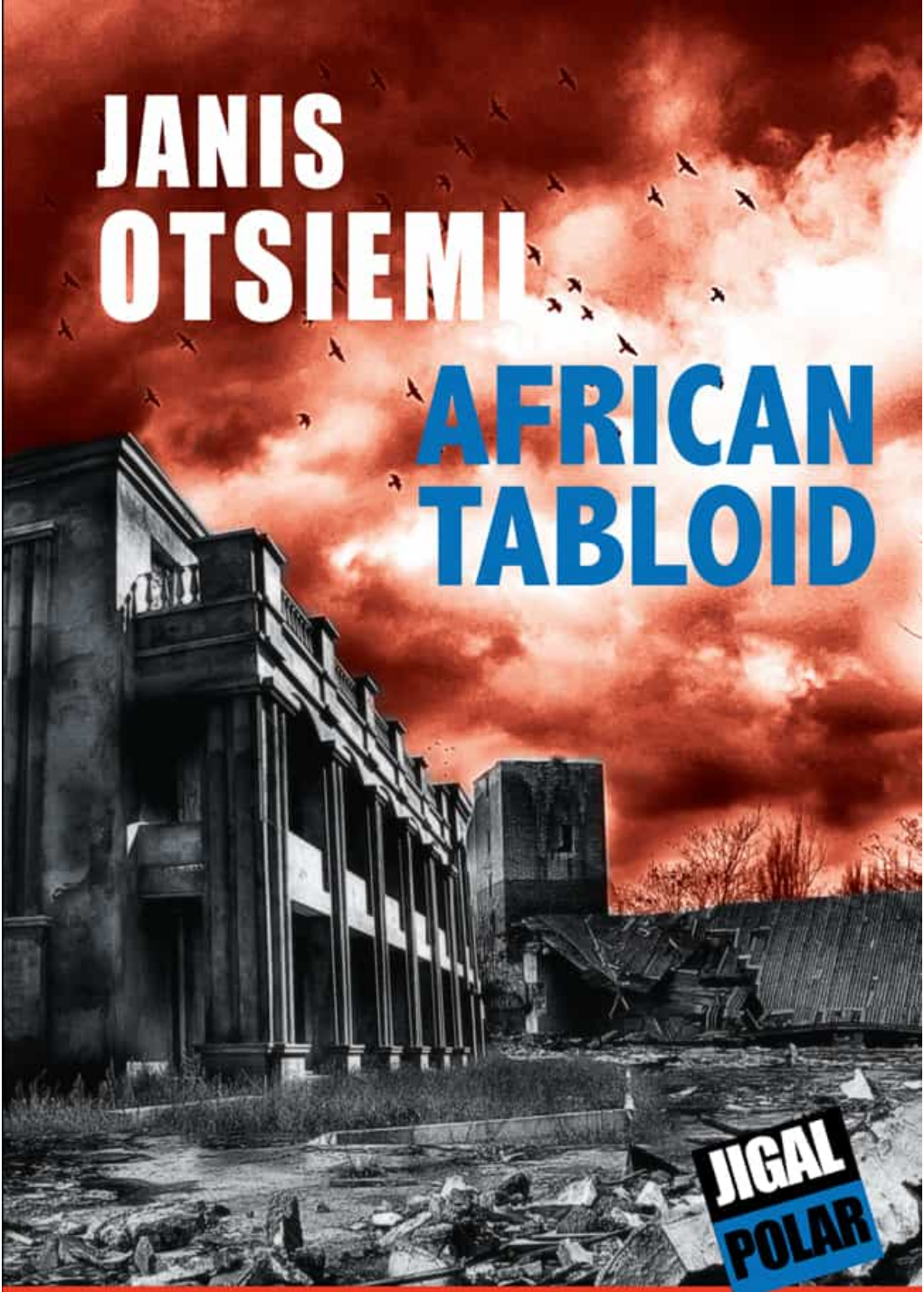
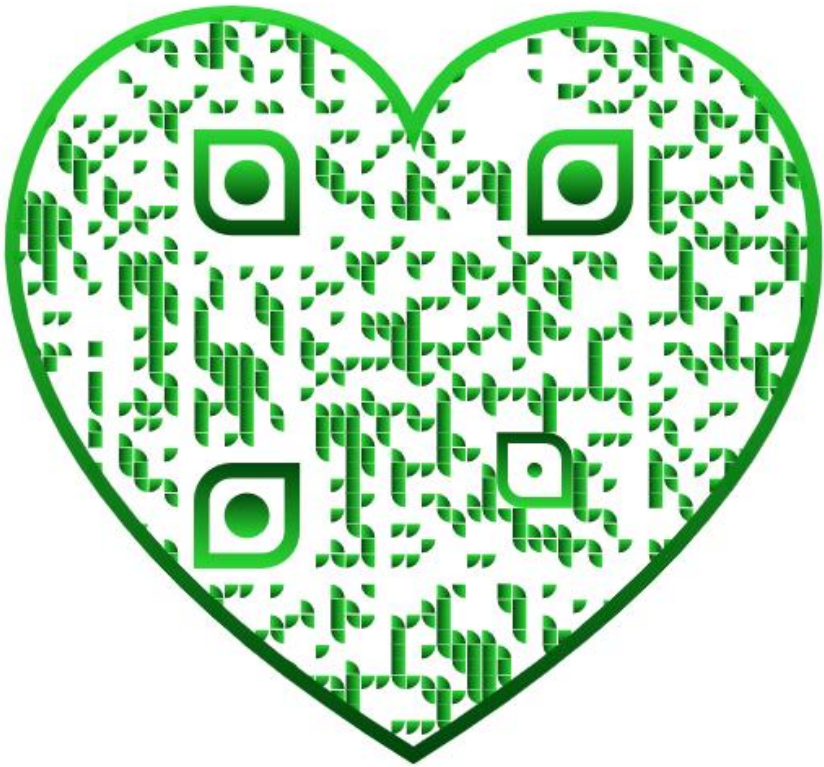
JANIS OTSIEMI

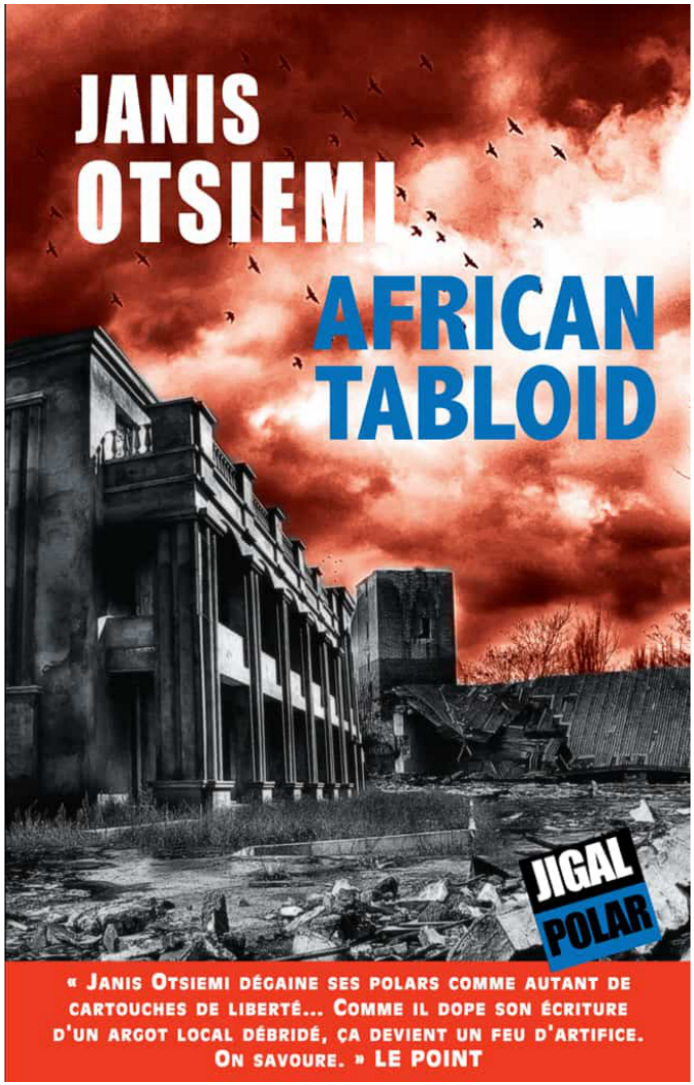
AFRICAN TABLOID



JIGAL POLAR

« Janis Otsiemi dégaine ses polars comme autant de cartouches de liberté... Comme il dope son écriture d'un argot local débridé, ça devient un feu d'artifice. On savoure. » LE POINT





« Janis Otsiemi dégaine ses polars comme autant de cartouches de liberté... Comme il dope son écriture d'un argot local débridé, ça devient un feu d'artifice. On savoure. » Le Point

African tabloid

Janis Otsiemi

Éd. Jigal (2015)

Étiquettes:BIB Policier

Libreville. 2008. Un an avant les élections, un type est retrouvé mort sur une plage de Libreville, près du palais de la présidence de la République, une balle dans la gorge et deux doigts de la main gauche coupés. La victime est un journaliste d'investigation connu pour ses enquêtes très sensibles sur le pouvoir dont il dénonçait la corruption et la main mise sur les affaires du pays. Pour la corporation, la société civile et les associations de défense de la presse, il s'agit là, à l'évidence, d'un assassinat politique. Mais à Libreville, comme partout ailleurs en Afrique, les apparences sont souvent trompeuses…

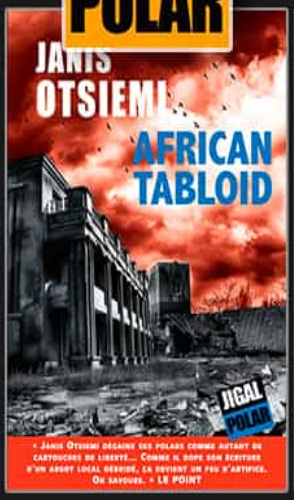
JANIS OTSIEMI

AFRICAN TABLOID

ÉDITIONS JIGAL

JIGAL POLAR

JIGAL POLAR


JANIS OTSIEMI
AFRICAN TABLOID
JIGAL POLAR
« JANIS OTSIEMI DÉGAINE SES POLARS COMME AUTANT DE CARTOUCHES DE LIBERTÉ... COMME IL DOPE SON ÉCRITURE D'UN ARGOT LOCAL BERRICHE, ÇA DEVIENT UN PEU D'ARTIFICE. ON SAVOURE. » LE POINT

www.jigal.com

facebook.com/jigalpolar

twitter.com/jigalpolar

À la mémoire de ma fille Janissia.

« Les morts appartiennent à ceux, parmi les vivants, qui les réclament de la manière la plus obsessionnelle. »

Ma part d'ombre, James Ellroy.

Ce roman est une fiction. Bien qu'inspirées de faits et de personnages réels, les situations décrites dans ce livre sont purement imaginaires : toute ressemblance avec des personnages ou des événements existant ou ayant existé ne serait que pure coïncidence.

À LA UNE

bandeau
Conseil des ministres à 11 heures
au Palais du bord de mer

gros titre + photo
Les prix des denrées s'envolent !

Police : 300 nouveaux officiers

Africa N° 1 : ça ne s'arrange pas

Libreville dans le noir l'autre nuit

Une maison détruite par un incendie au PK5

Un geôlier braqué par son ancien détenu

Lundi

1

Libreville.

Quartier du Plateau.

Trois heures du matin.

Assoupie sous un brouillard épais, la ville s'éveillait peu à peu entre les limailles d'une nuit sale, moribonde qui hésitait à se démarabouter sous la pression des premières lueurs poudreuses du jour qui commençaient à poindre à l'horizon.

À cette heure, le quartier avait des allures de cimetière. Mais c'était un leurre. Au premier chant du coq, ses rues poussiéreuses seront prises d'assaut par des dizaines de commis d'État, des chômeurs diplômés à la recherche d'un premier emploi, des clochards, des gigolos, des escrocs cravatés comme des bureaucrates, des chercheuses de vie en *DVD*[1] et des centaines de véhicules chiant des volutes de fumée âcre.

Le Plateau, c'est le quartier de la Défense, version locale. Il abrite la présidence de la République, la primature, des ministères et des administrations publiques. Pourtant, à la nuit tombée, le quartier s'illumine de mille feux. Il attire sur ses trottoirs éclairés par des lampadaires laiteux des prostituées et une faune fortunée en quête des sensations fortes.

Le Gabon doit son nom à l'estuaire qui ceinture les côtes du quartier du Plateau. Les explorateurs portugais qui l'ont découvert en 1472 lui ont donné le nom de Gabão parce qu'il ressemblait à un caban. Très imaginatifs, ces Portugais !

Fondée en 1849, la ville de Libreville, quant à elle, doit son nom aux esclaves libérés du navire négrier L'Eliza. D'abord établie tout le long de la côte autour du Fort d'Aumale, la ville s'est peu à peu étendue sur le continent.

Malgré l'indépendance du Gabon en août 1960, Libreville, ancienne capitale « vache à lait » de l'Afrique équatoriale française, ne connaît son expansion qu'avec le boom pétrolier au milieu des années soixante-dix. Depuis lors, Libreville est devenue une ville cosmopolite. Elle attire comme un égout tous les paumés du pays et de la sous-région. Exode rural et immigration économique obligent. Mais le rêve gabonais est un mirage. Beaucoup en ont fait l'expérience.

Libreville est une ville caméléon.

Le premier touriste venu qui parcourt sa vitrine maritime lui trouverait le charme d'une ville développée avec ses immeubles de verre et de marbre. Mais c'est l'arbre qui cache la forêt. Derrière cette façade luisante

s'étendent des agglomérations hétéroclites, des bidonvilles marécageux, infectés de rats et de moustiques.

La tribune officielle, théâtre de la fête Nationale commémorant l'accession du Gabon à l'indépendance, se dressait comme un vestige des Mayas sur le boulevard. Cette tribune était à l'image de plusieurs bâtiments administratifs de la capitale. Au lendemain de la fête Nationale, elle tombait dans l'abandon et devenait le repaire des fous, des clochards et des fumeurs de *tabac-Congo*[2].

Non loin de là, l'architecture futuriste du musée National des Arts et Traditions se découpait dans la nuit. Mais ce musée n'était qu'une coquille vide. Les œuvres qu'on y trouve ne sont que de pâles copies. Les vraies œuvres, on les admire dans les musées parisiens. La colonisation n'a pas seulement été une mission civilisatrice, mais aussi un pillage des biens et des âmes !

Un halo brûla au loin dans le sens présidence de la République-Ambassade des États-Unis. Une voiture qui arrivait à vive allure ralentit à l'approche de la tribune officielle. Elle finit par raser le trottoir.

Un type long comme un jour sans pain en descendit. Un autre, de taille moyenne, le rejoignit à l'arrière du véhicule.

Les deux hommes en sortirent quelque chose. Vu la façon dont ils se ployaient pour l'extraire de la bagnole, on pouvait imaginer que ce qu'ils transportaient devait être lourd. Ils prirent un peu d'élan, comptèrent de trois jusqu'à zéro puis jetèrent le paquet à la flotte.

Les deux types regagnèrent la voiture.

La scène n'avait pas duré plus d'une minute. Le conducteur démarra en trombe puis quelques centaines de mètres plus loin sortit un téléphone portable de son blouson :

— Tu peux dormir sur tes deux oreilles, Wadjed. Le merdeux ne viendra plus marcher dans tes rêves.

Il coupa rapidement la communication.

Aucune émotion sur son visage.

Son compagnon poussa un CD dans le lecteur et la musique dégoulina aussitôt des baffles.

---

[1] Vêtement de femme qui laisse entrevoir le dos et le ventre.

[2] Chanvre.

2

Ce matin-là, le capitaine Pierre Koumba arriva au bureau à 9 heures. Le couloir du troisième étage abritant les services du département des Affaires criminelles de la PJ était déjà bondé de monde. Comme un jour de marché. Koumba dut enjamber des orteils pour trouver la porte de son bureau à l'angle gauche du couloir. Au passage, il avait lorgné dans le bureau des enquêteurs. Il avait aperçu Minko devant sa machine à écrire qui crachouillait un bruit éraillé à tel point qu'on se serait cru dans un atelier de couture de fortune. La comparaison n'était pas fortuite. Le bureau que se partageaient les enquêteurs ressemblait à un mouroir. Murs écaillés. Plafond troué par endroits. Bureaux et chaises bancals. La petite pièce attenante servait de salle de repos lors des permanences de nuit et de jour. C'était une véritable porcherie. Lit en fer rouillé. Matelas maigre, poussiéreux et rougi par le poids des années.

Le week-end a dû être riche en fric-fracs, s'imagina Koumba.

La ville de Libreville n'était plus ce qu'elle était autrefois. Bon nombre de ses quartiers étaient devenus de véritables *banditoustans*[3] où aucun policier ne s'aventurait à la nuit tombée. Conséquence, la criminalité avait augmenté : braquages à main armée, vols à l'étalage, viols… Et on n'avait pas besoin d'*avoir un long Bic*[4] pour en comprendre les causes : pauvreté, chômage, travail précaire, drogue…

À cette heure de la matinée, il faisait déjà une chaleur d'étuve. L'aube avait accouché d'un soleil incandescent. Comme c'est souvent le cas sous l'équateur.

Une fois dans son bureau, Koumba tira les rideaux de la fenêtre. Il ouvrit les nacots en lames de bois. Le brouhaha de la ville éveillée lui bourra les oreilles. La lumière crue et fraîche du jour prit ses quartiers comme une nuée de poussières dans les coins et recoins de la pièce.

Koumba se laissa choir dans un fauteuil et cassa la fatigue en s'étirant les jambes. Il repoussa sur le côté l'impressionnante pile de dossiers entassés sur son bureau. Ces dossiers étaient son pain quotidien. Il tira vers lui le poste de radio qui trônait là.

Comment va le monde ce matin ?

Il appuya sur le « On » du poste. Des grésillements fusèrent. Il chercha la fréquence d'Africa N° 1, la chaîne panafricaine, pour écouter les informations de la matinée.

La voix de Franco Luambo Makiadi dit « Grand Maître » éructa :

« O Mario luka muasiyomoko obala
Mario mosala obe kolinga ba mama mobokoli

Basuka yote Ah ! »

Ces paroles firent aussitôt ressurgir des souvenirs à Koumba. Lorsque Franco sortit *Mario* en 1985, son succès le plus connu, en duo avec Madilu, Koumba était encore en classe de seconde au lycée technique. Il vivait chez sa tante au quartier Baraka. Quelle époque faste malgré la crise économique, les ajustements structurels imposés par le Fonds monétaire international et le fléau du sida qui commençait déjà à faire des ravages ! se dit-il. Même que les longues bouches racontaient que Franco en était mort car il était un homme à femmes. Vrai ou faux, Franco était resté pour lui l'un des plus grands chanteurs que l'Afrique ait enfanté.

Décidément, ce matin-là, Koumba avait la pêche. Ces deux jours de repos lui avaient fait grand bien. Ça n'avait sûrement pas été le cas des gars qui avaient assuré la permanence au bureau.

Pour échapper à l'atmosphère bruyante et à l'air étouffant de Libreville, Koumba et son adjoint Jacques Owoula avaient improvisé, comme à l'accoutumée, une excursion à Lambaréné.

Bourgade de plus de vingt-cinq mille habitants qui se concentrent sur une île bordée par le fleuve Ogooué, Lambaréné dont le nom originel « Lambareni » signifie « Essayons » en langue Galoa, est réputée pour son charme pittoresque, sa faune variée, sa flore restée à l'état sauvage, ses réserves naturelles et la saveur de ses carpes qui font le bonheur des touristes, mais aussi pour ses filles au teint naturel. Et c'était sûrement ce dernier attrait qui alléchait les deux policiers car ils y séjournaient deux ou trois fois par an quand l'occasion se présentait.

Ils avaient leurs adresses. Ils descendaient toujours à l'Hôtel des Sirènes, à la périphérie de la ville. Ils ne manquaient pas de visiter les bureaux et la chambre d'Albert Schweitzer, prix Nobel de la paix en 1952, qui fonda dans les années vingt, un village-hôpital qui porte toujours son nom. D'ailleurs lorsqu'on demandait à un occidental quelle ville du Gabon il connaissait, il répondait toujours : « Lambaréné. » Mais pour beaucoup de Gabonais, Lambaréné demeurait cette ville où le président Léon Mba avait été interné après le putsch de février 1964 mené par une poignée de soldats. Il avait fallu l'intervention de l'armée française pour que Léon Mba retrouve son fauteuil de président de la République. Officiellement, cette intervention avait été sollicitée par l'ambassadeur du Gabon à Paris suite aux accords de défense avec la France. En fait, il n'en était rien. Elle avait été autorisée par la cellule africaine de l'Élysée. Avec l'accord tacite du général de Gaulle.

Koumba et Owoula avaient rejoint Lambaréné par la route, le vendredi soir. Ils étaient revenus sur Libreville le dimanche après-midi. Si à l'aller,

le voyage avait été sans ambages, ça n'avait pas été le cas au retour. Un bouchon monstre avait commencé au niveau du PK 12, aux portes de Libreville. Il avait fallu aux deux policiers plus de six heures pour rallier le centre-ville. Une vraie galère.

Les routes du Gabon étaient réputées être les plus chères du monde. Pourtant, la route nationale n'avait de nationale que le nom. En réalité, c'était un plancher de vaches avec ses crevasses, son bitume en lambeaux… Elle avait été construite au milieu des années soixante-dix. À cette époque, Libreville devait compter près de deux mille habitants. Et aujourd'hui plus de six cent cinquante mille âmes avec un parc automobile estimé à plus de douze mille véhicules, pour la plupart importés d'Europe. Les autorités gabonaises n'avaient pas prévu une telle augmentation de la population et du trafic routier. Pourtant, elles auraient pu corriger le tir quelques années plus tard avec les pétrodollars qui remplissaient les caisses de l'État. Il n'en fut rien. Les pétrodollars avaient pris les circuits tortueux de la Françafrique.

Chaque année, au mois de janvier, cette route nationale, en piteux état – sans que cela n'émeuve les autorités publiques –, abritait un tour cycliste international. On se demande d'ailleurs comment ces pauvres bougres venus d'Europe pouvaient bien cahoter sur cette route sous la torpeur tropicale.

Koumba ne parlait pas le *lingala*[5]. Pourtant, il fredonna :

« Lelo makambo lobi makambo nalembi é
Lelo bitumba lobi kosuana nabaye é
Naboyi kobebisa nzotona mandzaka nalembi ee
Mario nalembi ee
Mario nabaye eee »

Koumba tua le volume de la radio lorsqu'il aperçut le sergent Ella sur le pas de la porte, droit comme une aiguille.

— Mes respects, capitaine ! Le colonel Essono vous demande dans son bureau.

Le colonel Lambert Essono, le directeur de la PJ, était arrivé il y a trois ans. Il avait remplacé à ce poste le colonel Edmond Tchicot, admis à faire valoir ses droits à la retraite après plus de trente ans de service dans la police nationale.

La nomination de Lambert Essono, un Fang du nord, à cette fonction avait été perçue dans la maison comme une petite révolution. Le fauteuil de dégé de la PJ était réservé depuis plusieurs années à des Myénés originaires de l'Estuaire. La pratique n'avait rien d'exceptionnel. Elle découlait d'une géopolitique prônée par les plus hautes autorités de l'État.

Le Gabon comptait plus d'une cinquantaine d'ethnies et de tribus reparties sur une superficie de 267 667 km².

Le colonel Tchicot coulait des vieux jours dans son village natal, à quelques kilomètres de Libreville. C'est auprès de lui que Koumba et Owoula avaient appris les rouages du métier. Ils lui devaient tout. Leur avancement et leur promotion au sein de la police nationale. Pour preuve, il les avait casés comme responsables des Affaires Criminelles avant son départ. Et les bouchards racontaient que même à la retraite le colonel Tchicot continuait à tirer les ficelles auprès de ses deux protégés. Ce qui avait conduit Essono à vouloir séparer Koumba et Owoula au lendemain de sa prise de fonction. Mais Koumba s'y était farouchement opposé.

Lambert Essono à la tête de la PJ, Pierre Koumba et Jacques Owoula, respectivement Punu et Téké à la Direction des affaires criminelles, ils formaient tous les trois un bel échantillon de l'union nationale qu'appelait le chef de l'État gabonais de tous ses vœux mais qui ne se traduisait pas dans les faits. Le tribalisme était bien ancré dans la conscience collective.

— Le capitaine Owoula est déjà dans son bureau, dit Ella.

— Très bien. J'arrive.

Ella disparut aussi vite qu'il était apparu comme un fantôme. Koumba regarda la montre Cartier à son poignet – une contrefaçon chinoise qu'il avait achetée à bon prix à un *bana-bana*[6] à la gare routière. 8 h 30. Le colonel Essono n'était pas connu comme un lèvetôt. Il n'arrivait pas souvent au bureau à cette heure de la matinée. Est-il tombé du lit ou quoi ? se demanda Koumba. Cette explication lui parut peu crédible. Et si madame sa femme lui avait *fait manger du pain sec*[7] cette nuit ? Si c'était le cas, il devait être d'une humeur exécrable, admit Koumba, par anticipation. Il valait mieux prendre ses précautions pour ne pas subir son courroux. Les coups de colère d'Essono étaient légendaires dans la maison poulaga.

Koumba augmenta le volume de la radio et se leva en esquissant quelques pas au rythme de la voix du Grand Maître Franco qui sortait du poste de radio.

« Ko yoka motema pasi te ndako ngaï moto nafu taka
Bilamba nasombela yo natikeli yo souvenir ya bolingo

Oyo ezali na lavage na kotindela yo na bato, muinda
Mario nalembi yo oooo
Kende papa nalembi yo oooo
Bima bima nabaye yo oooo »

Puis il prit soin de mettre sa chemise dans son pantalon, ferma la porte

sur ses pas et se dirigea vers le bureau du colonel.

---

[3] Quartier réputé pour ses bandits à la nuit tombée.

[4] Avoir fait des études universitaires.

[5] Langue bantoue parlée au Congo-Brazzaville et en République démocratique du Congo.

[6] Vendeur ambulant.

[7] Refuser d'avoir des relations sexuelles. C'est une sorte de grève de sexe

3

Le chef de terre de la PJ était vêtu d'un abacost qui lui donnait l'air d'un ministre en congé. Plongé dans la lecture d'un rapport, il ne fit guère attention à Koumba qui posa son arriero sur une chaise à côté d'Owoula qui se trouvait déjà dans la pièce. Les deux policiers se donnèrent le bonjour matinal du regard.

Ella se montra dans le dos des deux policiers.

— Voici la main courante que vous avez demandée, colonel.

Essono releva la tête et se délunetta à demi.

— Tu es là, Koumba ? dit-il sur un ton formel et impersonnel.

— Oui, chef.

Essono reposa son stylo sur sa table de travail. Il rechaussa ses lunettes. Il feuilleta la main courante que venait de lui tendre Ella. La lecture de ce pensum était devenue une tradition depuis l'arrivée d'Essono à la tête de la PJ.

Qu'il pleuve ou qu'il ensoleille, Essono convoquait tous les lundis matin le directeur des Affaires Criminelles et son capita. En leur compagnie, il procédait à l'inventaire de l'actualité criminelle de la semaine écoulée. De cette façon, il avait l'œil sur toutes les affaires en cours. La lenteur administrative dans le suivi des affaires avait été l'un de ses premiers chevaux de bataille. Il leur menait la vie dure depuis son arrivée aux commandes de la PJ.

— Où en êtes-vous avec les deux gamins qui ont dévalisé le bureau du maire du 3e arrondissement ?

Le colonel Essono avait ouvert les hostilités.

— On a été contraints de les relâcher avec leur receleur, le vendredi matin, colonel, dit Koumba.

Essono ôta ses binocles, et se balança en arrière. Koumba poursuivit :

— On a retrouvé l'ordinateur et l'imprimante volés. Ils les avaient vendus à un sujet sénégalais du nom d'Ibrahim. Ce matériel a été restitué à la mairie ainsi que le lot de timbres municipaux.

Une semaine plus tôt, le bureau du bourgmestre du 3e arrondissement de la commune de Libreville avait en effet été visité dans la nuit de mercredi à jeudi. Les voleurs étaient entrés dans le bâtiment abritant le siège de la mairie par le toit. Ils avaient défoncé le plafond. Les *watchs*[8] n'avaient rien entendu. Et pour cause. Le vol avait été perpétré sous une pluie battante.

Les voleurs avaient emporté un ordinateur, une imprimante à jet d'encre et un lot de timbres municipaux d'une valeur de cinq cent mille

francs, faute d'avoir trouvé du liquide. Et c'est par le biais de ces timbres qu'ils avaient été appréhendés par les gars de la PJ. Les policiers avaient été alertés par des commerçants du marché de Mont-Bouët auprès de qui les deux adolescents tentaient de vendre les timbres volés en se faisant passer pour des agents de la mairie centrale. Emmenés à la PJ, ils étaient passés aux aveux. Ils avaient conduit les policiers chez le sujet Sénégalais à qui ils avaient vendu le matériel informatique à bon prix. Le Sénégalais avait été écroué comme receleur dans la même cellule que les deux adolescents. Tous les trois n'étaient pas connus des services de police. Mais d'après les informations recueillies çà et là par les policiers, les deux adolescents n'en étaient pas à leur premier coup. Ils étaient soupçonnés dans leur quartier pour de petits cambriolages. Mais faute de preuves, ils n'avaient jamais été inquiétés. Ibrahim était un marchant ambulant à Petit-Paris. Pourtant tout le monde savait que ce métier était un parapluie sous lequel il s'adonnait à bien d'autres affaires loin d'être innocentes. Côté carte de séjour, il était en règle.

Le maire avait retiré sa plainte. Les garçons interpellés habitaient son arrondissement. Ils venaient des « États-Unis d'Akébé », le gros bidonville où il avait récolté le plus de voix lors des dernières élections locales.

Le colonel Essono mentionna dans la main courante : « Affaire classée ». Puis il se renversa à nouveau dans son fauteuil.

— Le ministre Mébalé m'a appelé samedi matin. Il devient de plus en plus impatient.

Koumba se passa la main sur le visage. Cette affaire lui bouffait le temps cadeau.

Au Gabon, le titre de ministre de la République est attribué à vie ! On continue à se faire appeler « monsieur le Ministre » même quand on a quitté les bancs du gouvernement depuis plusieurs années. C'était le cas d'Odilon Mébalé, ancien tout puissant ministre des Mines et du Pétrole pendant plus de dix ans.

Le ministre Odilon Mébalé s'était fait voler un chéquier un vendredi soir dans sa voiture sur le parking de l'hôtel Mont de Cristal dans le centre-ville pendant qu'il *coulissait*[9] une adolescente levée quelques jours plus tôt devant un lycée. Il ne s'en était guère rendu compte ce jour-là. Pourtant, trois jours plus tard, deux individus s'étaient présentés, à deux heures d'intervalle, dans les agences d'Oloumi et du centre-ville de la BGD[10]. Ils avaient retiré chacun une rondelette somme de deux millions de francs CFA. Ce n'était pas des clopinettes par les temps qui courent. Ça aurait pu être pire. Le compte d'Odilon Mébalé était crédité de cinquante millions de francs !

Quand il l'avait annoncé aux policiers, ceux-ci ne s'étaient nullement demandés où et comment il avait pu réunir autant d'argent. Pour eux, il

s'était lui aussi servi dans les caisses de l'État ! La corruption dans le pays était un sport national. Mébalé n'était pas spécialement connu pour être un homme d'affaires, ce qui aurait pu justifier une telle fortune ! Et Dieu seul sait que ce n'était pas son unique compte bancaire ! Après cinq ans en tant que directeur général du budget au ministère de l'Économie et des Finances, onze ans à la tête du ministère des Mines et du Pétrole puis sept ans comme *Honorable*[11] à l'Assemblée nationale, cimetière des barons du régime, il avait amassé une véritable rente pour ses vieux jours.

Ça sautait aux yeux comme un nez au milieu du visage. Pour les policiers, il s'agissait du même type qui s'était présenté aux guichets de la BGD pour toucher les quatre millions sous deux fausses identités – Mouketou Alphonse et Moubamba Dieudonné – en présentant un permis de conduire ayant le même numéro. Ce genre de papiers était facile à falsifier avec un ordinateur et une imprimante. Et ces deux identités étaient sûrement bidon.

Le type qui avait volé ce chéquier et qui s'en était gracieusement servi, était, selon la police, un proche du ministre Mébalé : il avait imité avec maestro sa signature. Ce qui lui avait permis de toucher les quatre millions de francs avec deux chèques au porteur sans éveiller l'attention des guichetiers de la banque. Un autre fait troublait les policiers. Le ministre Mébalé était un Punu originaire de Mouila. Le voleur avait utilisé des noms à consonance Punu – Moubamba et Mouketou. Les soupçons s'étaient alors portés sur l'un des neveux de l'ancien ministre qui traînait derrière lui quelques casseroles bien tonitruantes. Extravagant, il était connu pour être un flambeur et un fêtard.

Il y a trois ans, il avait été arrêté à l'aéroport de Libreville avec vingt-cinq millions dans une mallette en partance pour Paris. Millions qu'il avait chipés dans le coffre-fort de son oncle.

Les policiers l'avaient alpagué au petit matin dans son lupanar de la cité Damas dans le 4e arrondissement. Ils l'avaient conduit au poste où il avait *chié dans la bouteille*[12] au Purgatoire entre les mains calleuses d'Owoula et de Minko dont les méthodes peu catholiques étaient connues dans la maison poulaga : ils avaient en effet la réputation de soutirer des aveux à tous leurs clients. Mais là, ils étaient tombés sur un os. Le neveu d'Odilon Mébalé avait tout nié. En bloc. Malgré les tortures qu'on lui avait fait subir. Les policiers avaient fini par le croire. De mémoire de flics, peu de types sortaient du Purgatoire sans être passés aux aveux ou s'être attribués des délits qu'ils n'avaient pas commis. Là, apparemment, ils avaient eu affaire à un coriace.

— On a une seule chance de le coincer, dit Koumba. Il se présentera l'un de ces jours à un guichet de la BGD sous l'une des deux fausses identités que nous lui connaissons ou peut-être sous une autre.

Owoula amarra la figure. Visiblement, il ne semblait pas partager la bouche de Koumba. Il déballa son scepticisme :

— Tu bois l'eau avec la fourchette, Koumba. Ça fait déjà une semaine qu'on attend qu'il se manifeste. Et on risque d'attendre bien longtemps encore. Peutêtre même une éternité.

— Pourquoi tu dis ça ? demanda Essono.

— Ce gars-là a l'air de bien connaître son métier. Il se pourrait même qu'il fasse partie d'un réseau de voleurs de chèques.

— Raison de plus. Et vos indics dans tout ça ?

— Pour l'instant, personne ne semble avoir entendu parler de cette histoire, dit Koumba.

— Continuez vos investigations.

Le colonel Essono tourna la page de la main courante.

— Et les deux garçons qui sont soupçonnés d'avoir publié les vidéos de leurs petites amies sur internet ?

Owoula prit la parole avec son accent Téké à couper au couteau. C'est lui qui s'était occupé de cette affaire qui défrayait la chronique depuis quelques jours.

— Ils sont toujours au gnouf. Le procureur de la République a prolongé leur garde à vue de quarantehuit heures.

— On a suivi vos instructions, colonel, dit Koumba. On les a juste un peu bousculés au Purgatoire pour ne pas avoir leurs parents sur le dos. Ils nient tout en bloc.

— Espérons que ces deux jours et trois nuits de plus au cachot leur délieront la langue.

Deux lycéennes âgées de 15 et 17 ans s'étaient suicidées à trois jours d'intervalle après la publication de deux vidéos sur internet les montrant à poil. C'était la première fois que les éléments de la PJ étaient confrontés à une affaire de ce genre. Ils ne connaissaient rien aux nouvelles technologies de l'information. Le nom de Bill Gates leur était totalement inconnu. Si on leur avait demandé qui était ce type, ils auraient sûrement répondu : « Un ancien président américain ! » La réponse aurait été à moitié juste. Bill Gates était le pape de l'informatique. L'unique ordinateur de toute la maison poulaga se trouvait dans le bureau du colonel Essono. Et il était le seul à savoir le manipuler car personne ici n'avait reçu de formation pour ça. Les policiers travaillaient encore sur des machines à écrire qui dataient du *temps de Gaulle*[13] malgré les promesses faites par la tutelle pour les équiper en ordinateurs flambant neufs. Il en était de même pour le reste de l'administration publique. Même les permis de conduire et les cartes grises se fabriquaient encore à la machine à écrire ! Pas étonnant que ces papelards administratifs soient

les plus falsifiés du pays.

La première lycéenne s'était suicidée en avalant une balle de comprimés antipaludéens. Elle s'appelait Emilie Safou. Jeudi dernier, elle était rentrée du collège plus tôt que d'habitude et s'était réfugiée dans sa chambre. Cela n'avait guère éveillé les soupçons de ses parents. Ils l'avaient retrouvée morte dans son lit en début de soirée. Elle avait agonisé avant de rendre l'âme.

La seconde, Sabine Mabiala, s'était immolée dans le stade du lycée dès que la rumeur d'une vidéo d'elle circulant sur les réseaux sociaux s'était répandue. Brûlée au troisième degré, elle était morte quelques heures plus tard des suites de ses blessures à l'hôpital général.

Les policiers avaient dû faire appel à un informaticien camerounais qu'ils avaient arrêté quelques mois plus tôt pour escroquerie. Il avait réussi à télécharger les deux vidéos sur son ordinateur portable pour les faire visionner aux policiers.

La première montrait Emilie safou à genoux sur un lit. Nue, elle s'y contorsionnait comme une strip-teaseuse. Le technicien avait alors indiqué aux policiers que plus de deux cents personnes avaient visionné en moins d'une heure cette vidéo qui durait deux minutes. Deux minutes qui avaient brisé la vie d'une gamine de 15 ans !

La seconde vidéo était semblable à la première. Le décor était identique. Une chambre d'hôtel ou de motel. Des garceries de ce genre, il en existait des centaines dans la ville. Le commerce de la cuisse tarifée y faisait florès. Sur la vidéo, on voyait Sabine Mabiala, toute nue, qui se roulait sur un tapis. La vidéo ne durait qu'une minute.

Les images n'étaient pas très nettes.

Selon le spécialiste, ces deux vidéos avaient été prises avec une webcam et par une seule et même personne qui s'était bien gardée d'y apparaître ou d'y faire entendre sa voix. Avant de les publier, il avait ajouté une chanson de Julio Iglesias en fond sonore. Un sentimental tordu !

L'informaticien avait également expliqué aux policiers qu'il allait être très difficile de remonter jusqu'à l'auteur de ces vidéos : n'importe qui pouvait se rendre sur internet et créer une adresse bidon. Avec une fausse identité. Et l'affaire était au point mort depuis plusieurs jours. Les deux adolescents soupçonnés d'avoir publié ces vidéos avaient mangé leur langue. Pas moyen de la leur faire délier.

Cul et chemise en classe, ils étaient les petits amis patentés des deux victimes. Rois des blagues salaces au lycée, personne ne doutait, à commencer par leur professeur principal à qui ils en avaient fait voir de toutes les couleurs, qu'ils étaient capables de faire des films avec leurs

copines à poil et de les publier sur internet.

Le colonel Essono tendit une feuille de papier à Koumba. C'était une plainte que les plantons du poste de police avaient réceptionnée le dimanche matin.

— Occupez-vous de cette affaire, dit-il.

Koumba lut le papelard.

Dans la nuit de samedi à dimanche, une femme qui rentrait d'une veillée mortuaire avec son bébé de deux ans dans les bras avait été fauchée sur le boulevard Triomphal aux environs de 23 heures. Elle et son bébé étaient morts sur-le-champ. Le chauffeur ne s'était ni arrêté ni présenté à un commissariat de la ville.

Koumba ne s'en offusqua pas. Les délits de fuite étaient courants à Libreville. Un témoin avait relevé la marque, la couleur et une partie de la plaque d'immatriculation du véhicule. Il s'agissait d'une Toyota Land Cruiser de couleur blanche.

— Ça ne va pas être facile de retrouver le propriétaire, dit Koumba.

Le policier n'avait pas tort dans le fond. Une Toyota Land Cruiser ? Les voitures de cette marque étaient légion dans les rues grisâtres de la capitale gabonaise.

Koumba poursuivit :

— On n'a que les quatre premiers chiffres de la plaque : 8961. Il manque le reste.

Le système d'immatriculation des voitures au Gabon était composé de quatre chiffres, de la lettre G pour Gabon, d'un numéro de province allant de 1 à 9 et d'une lettre de l'alphabet.

Les faibles chances de résoudre rapidement cette affaire n'échappèrent pas à Owoula. C'était comme si on lui demandait d'aller chercher une nonne parmi les prostituées sur le front de mer.

— Si le véhicule a été immatriculé en province, il nous faudra plusieurs mois pour retrouver son propriétaire, dit-il. Si ça trouve, le chauffard s'est peut-être même déjà barré de la ville.

Owoula ne croyait pas si bien dire. Le Gabon comptait neuf provinces. Et le service des immatriculations n'était pas informatisé.

— Commençons par l'Estuaire pour en avoir le cœur net, dit le colonel.

Koumba avala une balle de salive. Essono ferma la main courante et la tendit à Ella qui attendait pendant tout ce temps, debout devant la porte. Cela signifiait que l'entretien était clos.

Koumba ne s'occupait plus des affaires mineures. Pour lui, c'était du menu fretin. Il avait bien d'autres chats à fouetter. Alors les tâches ingrates, il les filait à son adjoint Owoula qui se débrouillait pour les

résoudre avec les différentes équipes.

Dans le couloir, il lui confia le dossier sur l'accident du boulevard Triomphal et gagna son cagibi. Owoula s'arrêta à l'entrée du réduit que se partageaient les enquêteurs. Minko, Moupaya et Allogho étaient de service. Minko et Moupaya frappaient des procès-verbaux sur leurs vieilles machines à écrire devant des plaignants pendant qu'Allogho, au fond de la pièce, regardait à la télévision la rediffusion d'une série brésilienne. Depuis quelques années, ces séries avaient envahi la chaîne publique. Comme partout en Afrique d'ailleurs. Pour les hommes, elles avaient le mérite de garder leurs bonnes femmes à la maison devant le petit écran. Ce qui leur laissait le temps de vaquer tranquillement à leurs occupations extraconjugales. Et pour l'État, ça détournait les populations des vrais problèmes.

D'un signe de la main, Owoula demanda à Allogho de le suivre dans son bureau.

— Vous m'avez demandé, capitaine ?

Owoula lui tendit un bon d'essence.

— Va à la station carburer ma voiture. Envoie quelqu'un me chercher quand tu seras de retour. On doit se rendre au bureau des immatriculations du gouvernorat.

— Très bien, capitaine.

Allogho était la dernière recrue. Il était sorti de l'École nationale de police il y a huit mois avec le grade de lieutenant. Il avait un bac plus 3 et un diplôme d'archiviste obtenu à l'université nationale. Ce n'était pas le cas de Koumba ni d'Owoula. Ils étaient entrés dans la police avec comme seul diplôme un simple brevet d'études secondaires. Ils avaient commencé au plus bas de l'échelle avec zéro V. Il leur avait fallu lécher les bottes et *tourner le cerveau*[14] pour accéder au grade de capitaine en dix ans. Un vrai chemin de croix.

---

[8] Gardiens de nuit.
[9] Avoir des relations sexuelles.
[10] Banque gabonaise de développement.
[11] Député.
[12] Passer un sale quart d'heure.
[13] Depuis 1960.
[14] Réfléchir.

4

Huit mois plus tôt, le gouvernorat de l'Estuaire qui se trouvait autrefois sur le front de mer avait été transféré à Akébé-ville dans un bâtiment flambant neuf à côté de l'ancien cinéma d'Akébé, devenu depuis une église de réveil. Le phénomène n'était pas nouveau. Çà et là dans la ville, des églises de ce type avaient poussé comme des champignons.

Owoula, au volant de son 4x4 de service, klaxonna un taxi qui venait de se garer devant lui sans mettre son clignotant pendant qu'il cherchait un bout de trottoir pour stationner. En bon flic racketeur, il ne pouvait pas rater une telle occasion pour se faire un peu de fric. Comme il aimait à le dire aux nouveaux venus : « Il faut toujours corriger les erreurs. »

Il jaillit de la bagnole comme un coup de vent. Coups de klaxon des autres automobilistes. Owoula leva un doigt d'honneur.

— Allez-vous faire foutre !

Il s'arrêta, une main tâtant son Glock sur sa hanche, devant la portière côté conducteur. Outre le chauffeur, deux clients se trouvaient à bord du véhicule.

— Police judiciaire. Coupe le moteur !

Au mot « Police judiciaire », le conducteur du taxi poussa un long soupir. C'était la seconde fois de la journée qu'il se faisait contrôler par *les hommes habillés*[15]. Une heure plus tôt, il s'était fait arrêter par un *motariste*[16] de la gendarmerie nationale. D'après le gendarme, il avait brûlé un feu rouge au niveau de l'aéroport alors qu'il n'en existait pas jusqu'à l'entrée du quartier Batterie IV sur le front de mer. Le taximan avait dû lui lâcher cinq mille francs malgré le fait que tous ses documents étaient en règle. C'était la pratique. Le racket des policiers était devenu un fléau dans la ville.

— Les papiers !

Le taximan farfouilla dans la boîte à gants. Owoula demanda aux deux clients de déménager de la bagnole. Ils exécutèrent sans rouscailler.

Le conducteur tendit au policier une chemise en plastique fripée dans laquelle il regroupait tous ses documents. Il devait être béninois ou togolais. Owoula le savait parce qu'il avait une balafre sur la joue gauche. « Béninois ou togolais, c'est du tabac de la même pipe », se dit-il. Il avait une antipathie envers les taximen camerounais, béninois et togolais. C'étaient tous des types arrogants, impolis et avares.

Owoula ne prit guère la peine de vérifier les documents. Il regagna la voiture où l'attendait Allogho. Il prit son téléphone et traversa la rue. Impuissant, le chauffeur du taxi regarda les deux policiers disparaître

dans le bâtiment du gouvernorat.

Une fois dans le hall, Owoula se dirigea vers l'accueil. Une femme bavardait avec un homme derrière une baie vitrée. Ils interrompirent leur conversation lorsqu'Owoula donna un coup sur le verre. Le policier leur glissa un bout de papier :

— Je cherche l'identité du propriétaire du véhicule qui pourrait correspondre à ce numéro d'immatriculation.

— Pour quelle raison ?

— Délit de fuite. Il a renversé mortellement une femme et son bébé sur le boulevard Triomphal.

— Il nous faut un constat établi par la police ou la gendarmerie. C'est la procédure. Vous imaginez ? N'importe qui peut se pointer ici avec un bout de papier comme le vôtre pour chercher l'identité du propriétaire d'un véhicule pour des raisons malsaines.

Owoula sortit sa carte d'OPJ. Il la plaqua sur la vitre :

— Je suis de la police.

— Dans ce cas, il faut vous adresser au chef de service des Immatriculations. Deuxième étage. Au fond du couloir. Porte 46.

Le bâtiment n'avait pas d'ascenseurs.

Owoula et Allogho durent se farcir les escaliers. Quatre à quatre. Au deuxième, le couloir était désert. Allogho poussa la porte du bureau 46 sans frapper et laissa passer Owoula.

Un type en costard s'y trouvait derrière une table bourrée de documents.

— Je m'appelle Owoula. Lui, c'est Allogho. Nous sommes de la police.

Le type leur désigna deux sièges.

— Une femme et son bébé ont été mortellement renversés par un véhicule de marque Toyota. Malheureusement, le conducteur a pris la fuite. Nous le recherchons.

Owoula lui tendit son bout de papier. Le chef de service le repoussa aussitôt vers le policier.

— L'immatriculation est incomplète.

— Procédez à des recherches par marque de véhicules.

— Les véhicules ne sont pas immatriculés par marque ici. D'ailleurs, des véhicules de cette marque, on en immatricule des dizaines chaque jour dans cette ville. Nous n'avons que deux personnes affectées aux archives. Ça risque de prendre beaucoup de temps. Des semaines, voire mêmes des mois.

— Vous faites tout ce que vous pouvez. Il se trouve que les victimes sont les parents directs du directeur de la PJ qui lui-même est le parent

du directeur de cabinet du ministre de l'Intérieur.

— Je vois. Laissez-moi vos coordonnées. Je vous appelle dès que nous avons quelque chose.

Il tendit à Owoula un carnet. Le policier y griffonna son nom et son numéro de portable.

Une fois dehors, Owoula et Allogho virent le taxi-man qui les attendait devant leur véhicule. Sans lui adresser le moindre mot, les deux policiers grimpèrent dans leur bagnole.

Le taximan s'accouda à la portière. Il regarda autour de lui puis il tendit trois billets de dix mille à Owoula. Le policier lui rendit ses clés et ses papiers.

— Merci, chef.

Owoula démarra. Une fois aux feux tricolores de la Peyrie, il se tourna vers Allogho :

— On boit un déchard à Nkembo avant de rentrer ?

— Pourquoi pas, capitaine.

Avec Owoula, Allogho était à la bonne école. En quelques mois, il avait appris les quelques combines de la maison poulaga. Un bel espoir en racket.

---

[15] Les forces de l'ordre.

[16] Motard.

À LA UNE

gros titre + photo
Le chef de l'État en route pour Addis-Abeba

Cherté de la vie : Les syndicats montrent les dents

Insalubrité: Que fait le gouvernement ?

Hold-up au rond-point de la Démocratie

Vivre à Mayumba : la croix et la bannière

Mardi

1

Gare routière. 8h 30.

Le ciel était totalement dégagé de la torpeur de l'aube. Le soleil s'y démaraboutait royalement comme une torche de résine d'okoumé. À cette heure de la matinée, l'atmosphère était bruyante comme à l'accoutumée : voix criardes des vendeurs à la sauvette, pas cloutés des commis d'État et des écoliers sur le goudron, avertisseurs sonores des bagnoles – pour la plupart importées d'Europe –, sifflets stridents des *mange-mille*[17]… Un vrai capharnaüm !

Après avoir déposé sa fille à son école, le complexe scolaire Émilie de Villeneuve à la gare routière, le lieutenant Boukinda avait décidé de rejoindre la Direction générale des recherches en piquant par le boulevard Bessieux pour déboucher sur le front de mer. De là, rallier les Neuf Étages. Ce n'était pas le chemin le plus court. Mais il voulait à tout prix éviter de passer par le carrefour Léon Mba, réputé pour ses bouchons interminables à ce moment de la matinée. La dernière fois qu'il était passé par là, il lui avait fallu suer pendant plus d'une heure dans sa voiture pour gagner le quartier du Plateau. Sa bagnole n'avait pas de climatisation. Une situation à laquelle il allait remédier d'ici peu. Avec la petite saison sèche à l'horizon, le mercure allait atteindre les trente-neuf degrés !

Tous les jours ouvrables, Boukinda devait faire travailler ses neurones pour trouver la voie la plus dégagée pour rejoindre son bureau ou son domicile en fin de journée. Les embouteillages kilométriques étaient devenus un fléau à Libreville. Même les nouveaux échangeurs construits huit mois plus tôt n'avaient pas réussi à désengorger la ville. Comme tout le monde l'escomptait. Et avec la perspective de la coupe d'Afrique des nations de football que s'apprêtaient à organiser conjointement le Gabon et la république sœur de la Guinée Équatoriale, ça allait être la pagaille ! Rien qu'à l'idée d'y penser, Boukinda angoissait.

Il avait décidé de prendre ses congés annuels durant cette période et de les passer avec femme et enfants dans son village natal à quelques kilomètres de Libreville. Mais il n'était pas sûr de les obtenir car le commandement en chef de la gendarmerie nationale avait annoncé que les congés de tous les agents seraient suspendus durant toute la période de la coupe d'Afrique.

Si de la gare routière aux feux tricolores du supermarché Supergros, la circulation avait été fluide, il n'en fut pas de même lorsque Boukinda se retrouva à la hauteur de la cour constitutionnelle.

Mince !

Il comprit qu'il n'était pas le seul à avoir eu cette idée pour rallier le centre-ville.

Il vit au loin les voyants verts des feux de la présidence de la République mais rien n'avançait. Boukinda pensa un moment que la route avait été barrée pour laisser passer le cortège présidentiel. Il avait entendu dire que le chef de l'État allait quitter le pays ce jour pour assister à la énième conférence de l'Union africaine à Addis-Abeba en Éthiopie. « Il ne peut pas prendre l'hélicoptère, lui aussi ! » pesta-t-il en tambourinant sur le volant. Mais cinq minutes s'écoulèrent sans que le véhicule ne bougeât d'un mètre. Et au loin pas de sirène des motards !

« Ça commence à bien faire ! »

Enfin, la queue s'ébranla de quelques mètres. Boukinda aperçut devant lui une foule sur le trottoir. Des voitures venant dans le sens opposé se garaient à l'emporte-pièce. Leurs occupants en descendaient pour aller voir ce qui attirait autant de monde de l'autre côté, sur le bord de mer.

Boukinda déboîta sur le côté droit, gara au ras du trottoir pour ne pas gêner la circulation plus qu'elle ne l'était déjà. Il sauta de la bagnole pour aller voir de plus près ce qui se passait. Il distribua de légers coups de coude pour se faire un chemin au milieu de la foule. Comme il ne pouvait aller plus loin, il demanda à sa voisine qui sautillait pour voir par-dessus les épaules carrées qui se dressaient devant elle comme un rempart infranchissable :

— Qu'est-ce qui se passe ici ?

— Un corps a été retrouvé sur la plage. Boukinda tenta en vain de se faufiler entre deux types devant lui. Il mit ses mains en entonnoir autour de la bouche :

— Laissez passer ! Je suis de la gendarmerie.

Au mot gendarmerie, la foule se fendilla en deux comme les eaux de la mer Rouge devant Moïse. Boukinda dévala un talus. Il sauta sur un rocher pour rejoindre la plage et manqua de se tordre une cheville.

Une dizaine de personnes se tenait debout à la ronde. Il les écarta. C'est là qu'il vit les pieds d'un corps dont le buste et la tête étaient dissimulés par une bille d'okoumé. Il se retourna, plongea la main dans la poche de son pantalon, sortit son portable et composa un numéro qu'il connaissait de mémoire. C'était celui d'Hervé Envame. Il eut son co-équipier à la première sonnerie.

— Tu es déjà au bureau ? lui demanda-t-il à brûlepourpoint sans lui donner le bonjour matinal.

— Je viens à peine d'arriver avec deux paquets de *coupé-coupé*[18] et du manioc tout chauds.

— On les mangera plus tard. Retrouve-moi près du vieux ponton en

face de l'agence d'Air France.

— Qu'est-ce qu'il y a ?

— On a un cadavre sur les bras.

— Très bien. J'arrive.

Boukinda ferma le clapet de son portable. À coup de gueule, il commença à chasser les badauds autour du corps et à dissuader ceux qui voulaient gagner la plage pour s'en approcher. On aurait dit des charognards !

Boukinda s'approcha de la bille d'okoumé derrière laquelle se trouvait le corps. La première chose qui lui sauta aux yeux, ce fut les pieds nus de la victime. Il regarda autour de lui. Il ne vit aucune chaussure parmi les détritus rejetés sur la plage par les vagues.

Les plages de Libreville étaient de véritables dépotoirs. Elles étaient connues pour leur insalubrité. Faute de canalisation et de plan cadastral, toutes les eaux usées de la ville et les ordures qu'elles charriaient se déversaient dans l'océan. Une vraie catastrophe écologique qui ne semblait émouvoir personne. Pas même les autorités politiques.

La victime était un homme. Ça, c'était une certitude. Boukinda ne pouvait pas déterminer son âge avec exactitude. Le type était allongé sur le ventre. Les mains en croix. Les doigts et la tête enfouis dans le sable. Il était torse nu. La peau blanchâtre comme l'épiderme d'un poisson salé. Ce qui poussa Boukinda à penser que le corps avait séjourné longtemps dans l'eau.

---

[17] Policiers qui rackettent des automobilistes.

[18] Viande grillée.

2

Quelques minutes plus tard, Boukinda égrenait ses premières constatations lorsqu'une sirène couvrit le brouhaha des badauds sur le trottoir. Il vit Envame fendre la foule. Il ne lui avait fallu qu'une poignée de secondes pour le rejoindre. Le siège de la Direction générale des recherches se trouvait à quelques pâtés d'immeubles de là, derrière l'immense palais présidentiel surplombant la côte avec sa façade en marbre qui se confondait avec la blancheur de papier d'étain du jour.

Comme à son habitude, Envame emménagea aussitôt dans le vif du sujet et avec une touche d'humour :

— Encore un policier retraité impliqué dans un trafic d'armes ? demanda-t-il une fois à la hauteur de Boukinda.

L'allusion à ce retraité qu'ils avaient découvert un lundi matin sur la plage du Tropicana un an plus tôt, n'échappa pas à Boukinda. D'ailleurs, il gardait un mauvais souvenir de cette affaire. Il estimait s'être fait duper par les agents de la PJ[19].

— Tous les lundis ne se ressemblent pas ! Boukinda s'écarta pour lui laisser voir le corps.

— La victime est un homme, dit-il. Je lui donnerais trente ans ou plus. Comme tu peux le constater, il a le torse nu. Et les pieds aussi.

— La cause de la mort ?

— Difficile à dire à vue de nez.

— Une noyade ?

La piste n'était pas fortuite. La plupart des cadavres qu'on retrouvait sur les plages de Libreville étaient des adolescents noyés ou mutilés.

— Vu l'âge probable de la victime, je pencherai plutôt pour un suicide. À cet âge, on sait brasser.

— Tout le monde n'est pas *fleuvien*[20] comme toi, Louis.

Boukinda avait passé une partie de son enfance dans la région du lac Anengué. Il se retourna et montra du menton le vieux ponton qui datait du temps *Pétain*[21].

— C'est sûrement de là qu'il s'est jeté. Et les vagues ont fini par le repousser sur la plage à marée haute.

Envame sortit de la poche de son pantalon une paire de gants en latex. Les mêmes qu'utilisaient les chirurgiens du centre hospitalier de Libreville.

— J'ai fait les alentours, dit Boukinda. Je n'ai trouvé aucun vêtement. Aucune chaussure qui pourrait lui appartenir.

Envame ajusta ses gants. Il s'accroupit devant le type pour l'examiner en détail. Il inspira longuement. D'une main, il tenta de le retourner sur le dos. En vain. La rigidité cadavérique l'avait déjà ankylosé.

Il se tourna vers son collègue.

— Tu viens m'aider ?

— Sûrement pas.

Envame n'insista pas. Il employa ses deux mains pour retourner le corps. Il y arriva après beaucoup d'efforts. Il poussa un haut-le-cœur lorsqu'il découvrit le visage de la victime. Le sable l'avait si bien encroûté qu'il ressemblait à un masque kota peinturluré au kaolin. Mais ce qu'on voyait en premier, c'était ses yeux, hagards, figés dans le vide. Puis sa bouche ouverte, coincée par un vilain rictus. Il avait un gros trou dans la gorge. Fait par une arme à feu. Envame n'était pas au bout de ses peines. Lorsqu'il souleva le bras gauche de la victime, il faillit s'étrangler. Il constata qu'il lui manquait deux doigts. Le pouce et l'index. Le gendarme poussa un juron satanique.

Dans le dos d'Envame la mâchoire de Boukinda se crispa dans un bruit d'os. Il dut ravaler toutes les hypothèses qu'il avait avancées jusque-là. Car avec ce trou dans la gorge et les doigts qui manquaient, la piste criminelle ne faisait plus aucun doute.

Envame procéda à la fouille de la victime avec détachement et précision comme un comptable vérifie un bilan. Boukinda se dit que son collègue avait un caillou à la place du cœur. Il aurait mieux fait de donner sa démission. Il ne chômerait pas pour trouver un poste dans une maison de pompes funèbres. Libreville en comptait trois ou quatre.

Envame débraya la fermeture Éclair du pantalon de l'homme. Les bijoux de famille ne manquaient pas à l'appel sous le caleçon blanc. Boukinda poussa intérieurement un ouf de soulagement comme si cela pouvait ramener le type à la vie.

Envame lui fit ensuite les fouilles. Et ce qu'il découvrit lui coupa le souffle.

— Eh bien, quelqu'un nous a fait un cadeau, réussit-il à articuler d'une voix faible.

Il se leva, se retourna et tendit une douille à Boukinda.

— Le projectile qui lui a fait ce trou dans la gorge est probablement sorti de cette douille.

— D'après toi, quelle arme peut encaisser ce genre de douille ?

— Difficile à dire à vue d'œil. Mais ce dont je suis sûr, c'est que ça ne provient pas d'un fusil à pompe ou de chasse.

Ces armes se trouvaient facilement sur le marché.

— On en saura plus quand on l'aura envoyé aux gars de l'identité judiciaire, reprit Envame.

La gendarmerie nationale avait un centre d'identité judiciaire à Owendo.

— C'est déjà ça, dit Boukinda.

Envame ôta ses gants. Boukinda lui demanda :

— À quoi on a affaire ?

— Je ne sais pas.

— Un crime rituel ?

— J'en doute. Le type semble avoir dépassé la trentaine, ses organes ne peuvent plus servir à grand-chose.

— Alors un règlement de comptes ?

— Ça m'en a tout l'air.

— Qu'est-ce qu'il a bien pu faire ?

— Si on lui a logé une balle dans la gorge et coupé deux doigts de la main gauche, c'est qu'il a dû voir ou entendre quelque chose qu'il ne devait pas.

— Avec quoi on lui a coupé les doigts ?

— Une tenaille, une hache, j'en sais trop rien. Boukinda en eut la chair de poule.

— Mauvaise façon de mourir, dit-il.

— Tu connais une belle façon de mourir toi ?

— Ouais. Crever d'une crise cardiaque avec un verre de whisky à la main. J'aimerais mourir comme ça dans mon salon à l'âge de 70 ans.

— Je te souhaite de ne pas mourir avant ton temps. Trêve de plaisanteries. Envame revint à ses cabris.

— Tu as remarqué les traces sur les poignets et les chevilles du type ?

— Non.

— Il a sûrement été ligoté, torturé avant d'être tué et jeté à la mer. Avec le palais présidentiel tout proche, on aurait bouclé le quartier si une détonation avait été entendue. Et le ou les assassins se seraient fait prendre comme des rats. Ce qui explique le fait qu'il n'y a pas de traces de sang sur le lieu.

— J'espère qu'il n'a pas subi tous ces sévices encore vivant.

Le silence d'Envame ne rassura pas Boukinda. Il essaya d'imaginer la scène. Il s'ébroua comme un clébard pour chasser les images atroces qui lui envahissaient le cerveau. Il soupesa la douille dans sa paume :

— On est partis pour broyer du noir avec cette affaire, dit-il.

Boukinda n'avait pas tort. Son collègue et lui n'avaient trouvé aucune

pièce d'identité sur le cadavre. Celui-ci ne portait aucune marque singulière qui pourrait les amener à l'identifier. Et le pire, c'est que son ou ses assassins leur avaient laissé en cadeau une douille provenant probablement de l'arme qui lui avait troué la gorge.

Envame regarda à nouveau la victime. Il se posa plusieurs questions. Pourquoi avait-elle subi de tels sévices ? Pourquoi lui avait-on sectionné le pouce et l'index ? Pourquoi l'avait-on jetée ici et pas ailleurs ? Qui était capable de faire subir à un individu un tel traitement ?

Envame courut après son collègue. Une fois à sa hauteur, il lui demanda :

— Tu as appelé les pompiers ?

— Ouais. Ils ne vont pas tarder à arriver.

— Si on s'en va avant leur arrivée, ça risque d'être la pagaille.

Boukinda suivit le regard d'Envame.

Sur le trottoir, les badauds n'arrêtaient pas d'affluer. Les Librevillois étaient friands de faits divers. Alors un meurtre ou un suicide étaient un spectacle que personne ne voulait rater, pour rien au monde.

— Ça l'était déjà avant que je n'arrive, dit Boukinda. On a fait notre part du boulot.

Au même moment, les pompiers s'annoncèrent avec leur sirène. Les deux gendarmes remontèrent le talus pour rejoindre le trottoir. Un pompier descendit de l'ambulance. Il se présenta sous le nom d'Amani.

— Qu'est-ce qui se passe par ici ?

— On a un corps sans vie, répondit Boukinda. On n'a pas encore réussi à l'identifier. Où est-ce que vous allez l'emmener ?

— Au centre hospitalier. Comme pour toutes les victimes non identifiées. Si les parents ne se manifestent pas dans les dix jours qui suivent, on l'enterrera dans une fosse anonyme au cimetière de Mindoubé.

Finir dans une fosse anonyme à Mindoubé avec une balle dans la gorge et deux doigts coupés. Pas reluisant pour se faire une petite amie au paradis, se dit Boukinda en rejoignant sa voiture.

---

[19] Le chasseur de lucioles, Jigal, 2012.

[20] Personne vivant au bord d'un fleuve.

[21] Avant l'indépendance du Gabon en 1960.

3

La Direction générale des recherches à laquelle étaient rattachés les officiers de gendarmerie Louis Boukinda et Hervé Envame était investie d'une mission permanente de recherches de renseignements dans le cadre de la sûreté intérieure et extérieure de l'État portant sur les domaines politiques, judiciaires ou militaires. Une sorte de police politique qui ne disait pas son nom. Elle avait son siège dans l'enceinte du Camp Roux dans le quartier du Plateau en face de la mosquée Hassan II. Elle était dirigée depuis plus de vingt ans – un record de longévité – par Lucien Kouna, un cousin germain du chef de l'État gabonais. Et des proches parents du chef de l'État, on en retrouvait à tous les postes sécuritaires du pays. Le coup d'État a toujours été la hantise des dictatures.

Envame s'arrêta devant les escaliers qui menaient au quatrième étage.

— Je monte à la salle de réunion manger mon paquet de coupé-coupé.

— Je mangerai le mien plus tard, répondit Boukinda.

La découverte du type assassiné sur la plage lui avait ôté tout appétit. En dix ans de carrière dans les rangs de la gendarmerie nationale, Louis Boukinda avait vu des tas de cadavres. Mais il ne s'y était jamais accoutumé.

Les yeux hagards de la victime.

Cette image embrumait son esprit comme une tache d'huile sur un matelas. Il était sûr à cent pour cent qu'il ferait des cauchemars ce soir dans le lit aux côtés de sa femme.

Il rejoignit son bureau au bout du couloir. Il ôta son blouson et tira une chaise en ferraille. La chaise gratta le sol carrelé dans un bruit à réveiller les morts du cimetière de Mindoubé. Il s'assit et cala une feuille dans sa machine à écrire pour taper son rapport.

Un quart d'heure plus tard, Boukinda rejoignit Envame à la salle de réunion après avoir déposé le rapport auprès de la secrétaire du commandant Kouna. Envame avait fini son coupé-coupé. Il se curait les dents à l'aide d'une tige d'allumette, comme un broussard.

— Ta bouffe est dans le placard. Elle doit être déjà froide.

Manger était le dernier souci de Boukinda. Il s'affala comme un sac de ciment sur une chaise autour de la table. On aurait dit qu'il portait le poids du monde sur ses épaules.

— Je vais m'absenter une demi-heure, dit-il d'une voix faible.

— Tu as une course à faire ?

Boukinda se passa la main sur le visage. Signe que quelque chose le turlupinait. Cela n'échappa pas à Envame qui le connaissait comme son

frère de sang.

— Y' a un problème ?

Boukinda poussa un long soupir.

— Je viens de recevoir un message de Marilyne.

Envame comprit de qui il s'agissait.

— Qu'est-ce qu'elle veut ?

— Elle n'a pas vu ses règles depuis cinq jours.

— C'est qu'elle est enceinte. On n'a pas besoin d'être un marabout pour le savoir.

— C'est bien ce que je crains.

— Tu as peur d'être papa ?

— Après ce qui m'est déjà arrivé, je n'ai pas envie de me retrouver dans une nouvelle histoire qui pourrait me coûter mon foyer.

Un an plus tôt, sa femme Jacqueline l'avait pincé à la sortie d'un motel avec Marilyne dans les bras. Elle s'était refugiée chez ses parents pendant plusieurs mois. Pour qu'elle revienne au foyer, Boukinda avait dû s'endetter pour l'épouser à la coutume comme l'avaient exigé ses *bokilo*[22]. Mais quelques mois plus tard, Boukinda avait repris sa liaison avec Marilyne.

— T'avais qu'à le penser plus tôt.

Boukinda se refit le film de cette nuit où lors de ses derniers rapports sexuels avec Marilyne la capote s'était percée. Il ne s'en était rendu compte que lorsqu'il était sorti d'elle. Il s'ébroua quand Envame lui demanda :

— Qu'est-ce que tu comptes faire si elle est enceinte ?

— Mieux vaut que j'aille m'assurer de mes propres yeux de ce qu'il en est réellement. Marilyne m'attend chez elle.

— Tu veux que je t'accompagne ?

— Non. On ne peut pas laisser le service seul. Je vais pour revenir.

— Vas-y alors. Je te couvre.

Boukinda se leva pour gagner la porte. Envame le suivit.

---

[22] Beaux-parents.

4

Marilyne habitait le quartier Nkembo dans le 2e arrondissement. Boukinda gara sa bagnole devant une borne-fontaine publique au pied de laquelle des gamins puisaient de l'eau dans des dames-jeannes et des jeunes filles lavaient du linge. Des fontaines publiques comme celle-ci, il n'en existait presque plus dans la capitale. Pourtant, elles étaient vitales pour les familles qui ne pouvaient s'offrir un compteur d'eau. L'eau potable était devenue une denrée rare dans certains quartiers de la capitale. Il en était de même pour l'électricité.

Boukinda sortit son portable. Il composa de mémoire le numéro de Marilyne. Il l'avait effacé du répertoire de son téléphone de peur que sa femme ne tombe dessus. Quelques soirs, il la surprenait, pendant qu'il faisait semblant de dormir, en train de lire le journal des appels et des messages envoyés ou reçus.

Marilyne décrocha à la première sonnerie.

— Viens. Je suis garé devant la fontaine.

Le gendarme n'attendit pas longtemps. Marilyne se présenta quelques minutes plus tard à la vitre du côté passager, un pagne enroulé autour de la taille.

Marilyne avait 28 ans.

Elle n'avait de Marilyne Monroe que le prénom. Elle n'était pas aussi jolie. Mais en Afrique, on ne donne jamais un nom cadeau. Elle s'appelait Lari, qui en langue téké signifiait la « folie ».

Marilyne ne travaillait pas. Son parcours était presque le même que celui de la plupart des jeunes filles qu'on pouvait rencontrer dans les rues grisâtres des matitis de la ville. Elle avait *cassé le Bic*[23] au cours moyen première année. Elle savait à peine orthographier son nom sur un bout de papier. À vingt ans, elle avait attrapé une grosse avec un étudiant qui l'avait aussitôt abandonnée. Elle avait élevé son môme toute seule. Et pour le nourrir, elle s'était donnée au premier venu. Marilyne avait rencontré Boukinda il y a trois ans. Le gendarme lui louait un studio *entrer-coucher*[24] qu'elle partageait avec son garçon de huit ans qui se prénommait Hugo. Outre le loyer, Boukinda assurait aussi son mangement et la scolarité de l'enfant.

Boukinda déverrouilla la portière. Marilyne monta dans la bagnole. Il lui cloqua une bise sur la joue puis diminua la radio.

— Tu as acheté à Hugo les chaussures de sport qu'il réclamait ?

— Oui. Il les a portées aujourd'hui pour aller à l'école.

— Qu'est-ce qui se passe alors ?

Marilyne se tourna vers Boukinda.

— Je n'ai pas vu mes règles depuis cinq jours. D'habitude, à cette période du mois, elles sont déjà passées.

— Et c'est maintenant que tu m'en parles ?

— Je pensais que c'était une courte perturbation comme ça m'arrive une fois sur deux.

— Tu as fait un test de grossesse ?

— Non. Je voulais d'abord t'en parler.

— Combien ça coûte, un test ?

— Je ne sais pas.

Boukinda tendit un billet de dix mille francs à Marilyne.

— Appelle-moi quand tu auras les résultats.

— Je ne pourrai pas faire le test aujourd'hui. Il faudra attendre demain matin.

— D'accord.

Boukinda regarda sa montre.

— Écoute, je ne peux pas rester plus longtemps. J'ai beaucoup de travail qui m'attend au bureau.

— Qu'est-ce qu'on fait si je suis en grossesse ?

— Qu'est-ce qu'on fait ? Eh bien, on va l'enlever.

— Et si je ne veux pas ?

— Sois raisonnable, Marilyne. Je ne suis pas prêt pour avoir un enfant en ce moment.

Et ce n'était pas faux.

Boukinda avait déjà ramené un bâtard à la maison. Une fille qu'il avait eue il y a quelques années avec une collégienne. Jacqueline, sa femme, avait accepté de l'élever comme si c'était son propre enfant. Il ne pouvait plus abuser de sa compréhension. Si jamais elle apprenait qu'il avait un autre môme dehors, il était sûr qu'elle le quitterait cette fois pour de vrai. Plus grave encore si c'était avec Marilyne.

Boukinda était un vrai Gabonais. Il pensait comme la plupart de ses compatriotes qu'un homme viril doit avoir une plantation et un jardin. Entendez par là, une femme légitime et un *deuxième bureau*[25] en cas de coup dur.

— Tu as peur de ta femme, c'est ça hein ? Tu as peur qu'elle apprenne que tu as repris avec moi et que je suis enceinte de toi ?

— Ne raconte pas de conneries, Marilyne.

Elle descendit de la bagnole et claqua la portière. Impuissant, Boukinda la vit disparaître à l'angle d'une maison.

Il savait qu'elle était fâchée. Il en aurait pour une semaine de bouderie. Marilyne avait constamment *la bouche en feu*[26].

Lorsque Boukinda fut de retour au bureau un quart d'heure plus tard, il croisa Envame dans le couloir. Le collègue se bagarrait avec sa fermeture Eclair en sortant des toilettes.

— Tu fais de l'exhibitionnisme dans les couloirs maintenant ? lui demanda Boukinda.

— J'ai une diarrhée, si tu veux savoir.

— C'est pas le coupé-coupé que tu as mangé tout à l'heure ?

— Non, c'est trop tôt pour que ça agisse maintenant. Je crois que c'est plutôt le plat de porc-épic au chocolat indigène que j'ai mangé hier soir chez mon oncle à Awendjé.

— Je vois. Tu n'as pas résisté devant un plat de porc-épic pourri.

Envame ne rouscailla pas.

Boukinda poussa un long soupir en secouant la tête. Envame aimait la bonne chair. Son congélateur, à la maison était rempli de carcasses de singes, de crocodiles ou de sangliers qu'il achetait chaque dimanche au pont Nomba dans la commune d'Owendo. Son penchant pour la viande de brousse, il l'avait hérité de son père qui était un chasseur.

— Arrête de bouffer des cochonneries. Tu finiras par te choper une maladie bien plus grave que ça.

— C'est méchant de me souhaiter un truc pareil.

Envame suivit Boukinda dans son cagibi. Il plaqua ses mains à plat sur le bureau derrière lequel Boukinda venait de s'asseoir.

— Alors ?

— Alors quoi ?

— Marilyne. Elle est enceinte ou pas ?

— Ce n'est pas tes oignons… Je le saurai demain quand elle aura fait son test de grossesse.

— Prie pour que ce ne soit pas le cas, dit Envame s'éloignant. Sinon, tu risques de te retrouver dans la rue. Tu sais de quel bois se chauffe Jacqueline.

---

[23] Arrêter les études.

[24] Pièce qui sert à la fois de chambre à coucher, cuisine et séjour.

[25] Maîtresse.

[26] Un caractère acariâtre.

À LA UNE

gros titre + photo
Roger Missang retrouvé mort sur le bord de mer

gros titre + photo
Un journaliste assassiné

Promoteurs immobiliers : gare à l'arnaque

Un taxi fonce sur un flic

titre + photo
Le faux magistrat

Mercredi

1

9h 15.

Direction générale des recherches.

Envame entra dans le bureau de Boukinda.

— Ça craint pour toi, Louis. Cette nuit, j'ai rêvé que Marilyne avait fait des jumeaux, dit-il s'asseyant en face de son collègue.

— Faut pas prendre tes rêves pour des réalités, rouscailla Boukinda. Marilyne n'aura pas des jumeaux. Elle n'est pas enceinte. Je suis passé chez elle ce matin avant d'aller déposer ma fille à l'école.

— Tu as emmené Lucie chez elle ?

— Non. Je l'ai laissée quelques minutes dans la voiture. J'étais convoqué à son école à 8h30. Elle s'est encore bagarrée avec une de ses condisciples de classe pour un *aiguisoir*[27] mal taillé cette fois.

— On ne t'avait pas déjà convoqué à son sujet le mois dernier ?

— Elle n'avait pas fait son devoir de maison. La maîtresse l'avait punie. Elle s'était enfermée dans les toilettes pendant plus d'une heure.

— Elle est vraiment de ton pantalon, cette gamine. Envame n'avait pas tort. Boukinda avait fait ses études secondaires au lycée technique. Lors des grèves de 1990, ce lycée était à la tête de la contestation estudiantine avec son lot de casseurs dont Boukinda fut l'un de meneurs. Mais son entrée dans la gendarmerie avait fini par l'assagir.

Le téléphone d'Envame grelotta dans la poche de son pantalon. Sans regarder le numéro du correspondant sur l'écran, il décrocha.

— Lieutenant Envame, j'écoute… Je suis en ce moment dans son bureau. D'accord, on arrive.

Il raccrocha et se tourna vers Boukinda.

— Chantal cherche à te joindre en vain. Le commandant nous demande dans son bureau.

Koumba avait mis son téléphone en charge dans un coin. Il l'arracha de la prise électrique et suivit son collègue.

Les deux gendarmes descendirent un étage plus bas où le directeur de la DGR avait son cabinet. Dans la cage d'escalier, Envame ordonna au sergent Ekoga d'aller lui chercher une bouteille de Coca-litre chaud : celui-ci avait des vertus médicinales contre les coliques aiguës.

Boukinda poussa le premier la porte du secrétariat du commandant Kouna.

— Bonjour, Chantal. Le patron est seul ?

— Oui. Il vous attend depuis quelques minutes.

Précédemment opératrice de radio au commandement en chef de la gendarmerie nationale, Chantal Ondo occupait le poste de secrétaire particulière du DG depuis six mois. Les longues bouches racontaient dans les couloirs qu'elle avait bénéficié d'une promotion canapé pour occuper ce poste au cabinet du commandant Kouna qui était connu comme un coureur de jupons.

Dans un bel uniforme d'apparat comme il les aimait bien, le commandant Lucien Kouna se tenait debout devant la fenêtre quand les deux gendarmes firent leur entrée dans son bureau.

— Vous nous avez demandés, mon commandant ? demanda Boukinda.

Kouna se retourna. Il les enjoignit d'un signe de la main de faire *toutoutou*[28] dans les sièges réservés aux visiteurs. Il les rejoignit ensuite et se laissa choir dans un fauteuil rembourré.

— Roger Missang. Ce nom vous dit quelque chose ?

— Jamais entendu parler, dit Boukinda.

Boukinda se tourna vers Envame.

— Et toi ?

— Moi non plus, répondit Envame.

Kouna affranchit les deux gendarmes.

Il sortit d'un tiroir de son bureau l'édition du jour de *La Résistance*. Ce quotidien avait été créé par l'opposition regroupée au sein du HCR[29] au lendemain de la présidentielle contestée de 1993.

Kouna jeta le journal sous les yeux des deux officiers. Le gros titre qui barrait la première page ne leur échappa pas : « Roger Missang retrouvé mort sur le bord de mer. »

— Maintenant vous le reconnaissez ?

— C'est le type qu'on a ramassé hier sur la plage, dit Boukinda, avec étonnement.

Envame arracha le journal des mains de Boukinda.

— Fais voir.

— Il était rédacteur en chef adjoint du journal *Échos du sud*, dit Kouna.

Échos du sud était un hebdomadaire paraissant le vendredi. Il avait été plusieurs fois suspendu par le Conseil national de la communication, l'organe public de régulation de la presse écrite et parlée, pour être le relais tous azimuts de la rumeur publique et verser dans la division ethnique, l'injure et la calomnie. La dernière sanction dont avait écopé le journal était de trois mois pour un article paru sous le titre « Diagnostic d'un État voyou » dans lequel son rédacteur en chef adjoint dénonçait la corruption et la main mise du clan du président gabonais et consort sur les affaires économiques du pays.

La rumeur courait que *Échos du sud* était financé sous les chemisiers par Zacharie Mitoumba, ancien hiérarque du parti au pouvoir qui était passé dans l'opposition en 2006 avec armes et bagages. Le fondateur et rédacteur en chef d'*Échos du sud* était un certain Faustin Mbina, ancien journaliste de *L'Autre Journal*, une publication du Rassemblement gabonais pour la démocratie et le développement, parti créé par Zacharie Mitoumba. Une autre rumeur courait que ce dernier allait se présenter face au président gabonais aux prochaines élections présidentielles.

Le commandant Kouna fronça les sourcils. La gravité de sa voix n'échappa ni à Boukinda ni à Envame.

— Je ne vais pas vous faire un dessin. La mort de ce journaliste est une mauvaise nouvelle.

Quand le tam-tam change de rythme, le danseur doit changer de pied. Boukinda épousa l'esprit de ce proverbe :

— On partage votre bouche, mon commandant. Le Gabon n'était pas connu comme un état liberticide. Le pays occupait la 101ème place dans le dernier classement mondial de la liberté de la presse de Reporters sans frontières. Mais cette place était l'arbre qui cachait la forêt. Bien qu'officiellement aucun sujet ne soit tabou, il n'existait pas réellement de liberté de la presse.

Lorsque le parti unique était tombé en 1990 sous la pression de la rue qui réclamait plus de liberté d'expression et de démocratie, le pays sortait de plusieurs années d'information centralisée et censurée, d'un régime exécré par le peuple pour sa mauvaise gestion du *gâteau national*[30].

La conférence nationale tenue la même année avait donné naissance à des institutions républicaines : Cour constitutionnelle, Conseil national de la communication, Conseil économique et social… Dix-huit ans plus tard, on était revenu à la case départ. Les mêmes institutions étaient devenues des chambres d'enregistrement. La plupart des journaux prétendus libres, officines des partis politiques à leur création, avaient disparu des kiosques. Et les titres maigrissaient chaque jour comme peau de chagrin au rythme de la *bordelle rie*[31] des politiciens entre majorité présidentielle et opposition.

Le multipartisme tant souhaité à cor et à cri n'avait pas entraîné le renouvèlement des élites. La gestion de la chose politique était restée aux mains des anciens dignitaires du parti unique. Le rapport entre la presse et les hommes politiques était régi par un féodalisme moderne. La presse devait être au service de l'État et de l'unité nationale.

Dans ce climat soupçonneux, le clientélisme et le chantage avaient gagné les rédactions des journaux constitués de journaleux peu formés et au fait de la déontologie. Certains journaux n'hésitaient pas à monnayer un article favorable ou défavorable aux *pourvoiristes*[32] du régime.

Le commandant Kouna tira d'un lot de dossiers posés sur son bureau une chemise cartonnée jaune. Boukinda reconnut la chemise dans laquelle il lui avait transmis la veille son rapport d'enquête préliminaire sur Roger Missang.

— Ce type a été assassiné ailleurs et jeté dans la mer, dit Boukinda. Les vagues ont fini par l'abandonner sur le rivage. Vu l'état du corps, il nous a été difficile de déterminer à vue d'œil le jour et l'heure de la mort.

— Sa mort ressemble à une exécution, mon commandant, dit Envame. On lui a logé une balle dans la gorge puis on lui a coupé deux doigts de la main gauche. On a remarqué des traces sur ses poignets. Il est possible qu'il ait été ligoté, peut-être même torturé avant d'être tué. Si les sévices lui ont été infligés de son vivant, il a dû souffrir le martyre.

Boukinda matérialisa dans sa tête les propos de son collègue. Il s'ébroua comme un clébard sous une fine pluie, pour chasser les images qui l'envahissaient.

— Ce type n'était pas un citoyen comme vous et moi, dit Kouna. Il était journaliste dans un journal qui ne portait pas le président de la République et son gouvernement dans son cœur. Vers qui les yeux vontils se tourner pour expliquer sa mort ?

— *Le bord de mer*[33], répondit Boukinda.

— Et où on a retrouvé son corps ?

— Sur le bord de mer.

— C'est une coïncidence pour vous ? Vous connaissez un assassin qui irait jeter un corps sur le front de mer à la nuit tombée alors que le quartier est quadrillé par les gardes républicains ? Qui a tué ce journaliste et qui avait intérêt à ce qu'on découvre son corps non loin de la présidence de la République ? Vous comprenez, mes enfants, nous avons là une affaire assez délicate. Le procureur de la République fera une déclaration au journal de 13h00 sur la première chaîne de télévision. Il va ouvrir une enquête pour assassinat. Il va se servir de votre rapport d'enquête préliminaire. Lâchez toutes les affaires sur lesquelles vous travaillez en ce moment. Cette enquête devient votre priorité. Je vous veux dessus 24 heures sur 24.

Boukinda comprit que si l'assassinat de ce journaliste inquiétait au plus haut niveau de l'État, Kouna avait certainement reçu des instructions fermes de la hiérarchie.

— On aura besoin de plus de temps, mon commandant, dit-il. On a trouvé une douille dans l'une des poches du pantalon du journaliste. Elle provient probablement de l'arme qui l'a tué. Cette douille est notre seule piste pour l'instant. Je l'ai envoyée aux gars de l'identité judiciaire d'Owendo. Nous n'aurons pas les résultats avant plusieurs jours.

Le commandant se leva. Les mains à plat sur le bureau, il se pencha vers les deux gendarmes. Le débit de son ton monta pour laisser libre cours à son chauvinisme propagandiste :

— Je m'en fous. Vous n'avez pas l'air de vous en rendre compte. L'assassinat de ce journaliste tombe au mauvais moment. Dans un an, nous aurons des élections présidentielles. Et le président de la République est candidat à sa propre succession. Dans les jours qui suivent, on va avoir sur le dos, si ce n'est déjà fait, les associations des droits de l'homme et d'autres officines satellites des gouvernements occidentaux opposés au régime du président de la République. Ils n'hésiteront pas à crier sur des plateaux télés que le Gabon est une dictature. À quel dessein ? Eh bien, pour pousser les Gabonais à descendre dans la rue en masse pour demander au président de la République de retirer sa candidature. On se retrouvera comme en 1990. À qui cela profitera ? À la marionnette qu'on voudrait nous imposer à la tête de notre pays.

Lucien Kouna se rassit mais poursuivit aussitôt sans se départir de son ton :

— Mon petit doigt ne me trompe jamais. Cette affaire est un coup monté. Je ne sais pas par qui. Je compte sur vous. Je veux tout savoir sur ce journaliste : ses sources, sa femme, ses enfants. Je dis bien tout. Trouvez-moi son numéro de téléphone et remontez tous les appels reçus et émis depuis plus de trois mois.

— À vos ordres, mon commandant, répondit Boukinda.

---

[27] Crayon.

[28] S'asseoir.

[29] Haut Conseil de la Résistance.

[30] Richesses dont regorge le sous-sol du pays.

[31] Transhumance politique.

[32] Dignitaires.

[33] Nom donné pour désigner le palais présidentiel qui se trouve sur le bord de mer.

2

Dans la cage d'escaliers, Envame cadeauta Boukinda d'une tape dans le dos. Le collègue s'arrêta. Envame lui demanda :

— On est dans le potopoto. On n'a pas de témoin, pas de suspect. Le seul indice qu'on a est une douille dont on n'aura pas les résultats avant plusieurs jours. Par où on devrait commencer ?

— Ce type était journaliste. On devrait commencer par le journal pour lequel il travaillait.

— Et tu sais où se trouve le siège de son journal ?

— Je connais quelqu'un qui pourrait nous renseigner.

— Qui ?

— Mondjo. Gaspard Mondjo.

— Je n'y avais pas pensé.

Gaspard Mondjo était le fondateur-rédacteur en chef de l'hebdomadaire *L'Enquêteur* dont le filon était les faits divers. Depuis que ses investigations avaient permis l'arrestation des types qui s'étaient fait la paie des contractuels de la SNBG[34] dans un braquage, les deux gendarmes s'étaient liés d'amitié avec le journaliste. Ils échangeaient officieusement des informations avec lui sur les affaires sur lesquelles ils travaillaient. Et l'aide de Gaspard Mondjo avait toujours été précieuse.

Une fois dans le bureau d'Envame, Boukinda sortit son téléphone portable. Il chercha le numéro de Gaspard Mondjo dans le répertoire puis lança l'appel. Il eut son interlocuteur aussitôt.

Après lui avoir donné le bonjour matinal, Boukinda alla droit au but.

— Envame et moi avons hérité de l'enquête sur la mort d'un journaliste. Roger Missang. Tu en as sûrement entendu parler. Il a été retrouvé mort hier matin sur le bord de mer, tout près de la présidence de la République.

— Tout le monde en parle. D'ailleurs, la nouvelle courait déjà les rédactions depuis hier soir.

— Tu le connaissais ?

— Pas intimement. Je l'ai rencontré une ou deux fois lors des conférences de presse. C'était un type un peu bizarre. On le décrivait comme un indépendant pathologique. Il traînait toujours avec une sacoche en bandoulière et des tas de dossiers sous le bras. Il parlait très peu.

— Il était certainement avare de la bouche, mais pas de la plume, à ce qu'il paraîtrait.

— Dans un pays où les journalistes ne recoupent pas toujours leurs informations, il a été très vite reconnu pour son professionnalisme. Ses enquêtes étaient très fouillées. Il avait fait ses études de journalisme à Dakar. D'après ce que je sais, il avait commencé sa carrière à *L' Union*[35] comme la plupart d'entre nous au début des années quatre-vingt. Puis il avait publié des articles dans quelques journaux indépendants avant de rejoindre *Échos du sud* il y a quatre ans.

— Il avait de la famille, une femme, des enfants…?

— Je te l'ai dit. Je ne le connaissais pas beaucoup.

— Tu penses qu'il a été tué pour son travail ?

— Les collègues avec qui j'ai évoqué sa mort ce matin le pensent vraiment. On ne lui connaissait pas d'autres activités que celle de journaliste. Outre les éditoriaux qu'il écrivait sous son vrai nom en tant que rédacteur adjoint, il publiait ses enquêtes sous le surnom de « Chérif ». Mais tout le monde savait qui s'y cachait derrière.

— Pourquoi il écrivait sous ce nom ? Il se savait menacé?

— J'imagine. Ses articles très poussés ne devaient pas plaire à tout le monde.

— Quel genre d'enquête il publiait ?

— Il a fait plusieurs papiers sur la corruption, les abus de pouvoir qui touchaient directement le gouvernement, le président de la République et sa famille. Plus particulièrement la Première dame. La dernière enquête que j'ai lue de lui portait sur les intérêts chinois dans la filière bois. Et je peux te dire qu'il n'était pas tendre. Et il n'épargnait pas non plus l'opposition.

— Tu crois que cette enquête pourrait avoir un lien avec sa mort ?

— C'est possible. Il comptait un grand nombre de détracteurs. Tout ce que je peux te dire, c'est que son assassinat a semé un climat de peur dans la profession. Avant on nous assignait en justice pour diffamation et maintenant, on peut se retrouver sur une plage de la capitale, une balle dans la gorge et les doigts coupés.

— Tu pousses un peu trop loin le bouchon, Gaspard. Le Gabon n'est quand même pas un État policier.

— Je peux te certifier une chose. Dans la corporation, tout le monde est inquiet pour sa famille, ses collaborateurs.

— Où se trouve le siège du journal *Échos du sud* ?

— Ils ont des bureaux dans les Jardins d'Ambre à côté de la pharmacie Sainte-Marie.

— On va s'y rendre, Hervé et moi.

— Je vous le déconseille vivement. Vous allez vous faire *bastiller*[36]. On

dit qu'une foule immense s'est rassemblée là-bas. Laisse-moi le temps de passer quelques coups de fils et je te rappelle.

Une demi-heure plus tard, Gaspard Mondjo téléphona à Boukinda pour lui demander de le rejoindre dans une heure aux feux tricolores de Nzeng-Ayong.

---

[34] Société nationale des bois du Gabon.
[35] Premier quotidien national.
[36] Se faire rouer de coups.

3

Ella donna un *kokoko*[37] sec à la porte entrouverte du bureau de Koumba :

— Excusez-moi de vous déranger, capitaine. L'informaticien qui travaille avec nous sur les vidéos des jeunes filles publiées sur internet, est là. Il demande à vous voir.

— Fais-le entrer.

Ella disparut. Il revint quelques minutes plus tard. Il s'écarta pour laisser entrer un type d'une trentaine d'années, le crâne débroussaillé à la serpe, vêtu d'un jean bleu braillé sur une chemise blanche carrelée.

Koumba se leva pour lui serrer l'os.

— Comment tu vas, Abel ?

— Bien, chef.

Le policier lui désigna une chaise.

— Tu as quelque chose pour moi ?

— J'ai réussi à craquer les deux vidéos. J'ai la preuve qu'elles ont été mises en ligne par une même personne.

— Qui c'est ?

— Je ne sais pas. Je me suis procuré l'adresse IP de l'ordinateur sur lequel cette personne a publié les deux vidéos.

— C'est quoi une adresse IP ?

— IP signifie en anglais *Internet protocol*. C'est un numéro qu'on attribue à un ordinateur ou à un serveur qui se connecte à internet. Il en existe deux sortes : un IP fixe ou dynamique. La différence entre les deux c'est que le premier est fourni de façon permanente et le second aléatoirement par un fournisseur d'accès à internet comme Libertis.

Koumba en perdit son patois. Et ne se priva pas de le faire savoir à Abel :

— Jusqu'à présent, je ne comprends rien.

Abel se rapprocha du policier.

— Ce que j'essaie de t'expliquer, c'est qu'avec cette adresse IP, je n'arrive pas à remonter au fournisseur d'accès pour vous permettre d'identifier l'auteur de ces vidéos.

— Pourquoi tu n'y arrives pas ?

— La personne que nous recherchons est un pro de l'informatique. Ça, j'en suis sûr. Les deux gamins que vous avez arrêtés n'auraient pas pu faire ça. Quand je fais des recherches par le biais de cette adresse IP, on m'indique que les deux vidéos ont été publiées dans la région de l'Afrique

de l'Ouest.

— Tu veux dire que ces vidéos ont été tournées ici à Libreville et transmises d'un autre pays ?

— Non. C'est un leurre. La personne qui a publié ces vidéos a piraté un ordinateur – et peut-être même plusieurs – dont elle se sert pour brouiller les pistes. J'en ai parlé à un ami informaticien. Il m'a dit que c'est une pratique couramment utilisée par des pirates.

— On a une chance de le retrouver un jour ?

— Cette adresse IP à elle seule ne peut pas me permettre de remontrer jusqu'à lui. Il faut que je trouve qui est son fournisseur d'accès à internet. Ce n'est pas une tâche facile. Ça va me prendre beaucoup de temps. Mais mon ami va me filer un coup de main.

Ce n'était pas rassurant pour le policier.

— Très bien. Tiens-moi informé si tu as quelque chose.

Koumba raccompagna Abel.

Owoula avait pris une demi-journée de congé pour régler une affaire personnelle. Le colonel Tchicot lui avait parlé d'un terrain en vente près de Ntoum. Owoula s'était jeté sur l'occasion car trouver un terrain à Libreville était devenu difficile.

Lorsque Owoula fut de retour au bureau quelques heures plus tard, Koumba le mit au parfum de la visite d'Abel.

— Si on n'a rien contre les deux gamins qu'on a arrêtés, on va être obligés de les libérer dès demain matin, dit Owoula.

— Je crois que c'est ce qu'on va faire.

---

[37] Toc toc.

4

Lorsque Boukinda et Envame furent de retour au siège de la Direction générale des recherches après leur rencontre avec Gaspard Mondjo, le commandant Kouna n'était pas seul dans son bureau. Il les présenta à son visiteur :

— Monsieur le procureur de la République, vous connaissez déjà le lieutenant Louis Boukinda et le sergent Hervé Envame.

Vincent Alaba se leva pour serrer l'os aux deux gendarmes. Il avait déjà eu l'occasion de les rencontrer lors des différentes enquêtes judiciaires qu'il avait diligentées.

La quarantaine bien tassée, chauve, Vincent Alaba était aussi *long que son crayon*[38]. À l'âge cochon, il avait commencé ses études primaires à l'école catholique de Franceville où il était né en 1958. Il entra ensuite au collège de Mouila où il obtint son brevet d'études. Avec ce diplôme, il aurait pu devenir instituteur mais il choisit de poursuivre ses études au collège Bessieux de Libreville. Après son baccalauréat en 1978, il s'inscrivit à l'école de droit et des sciences économiques de Tours en France, avant de faire sa licence en droit à l'université de Clermont-Ferrand. Ce qui lui permit d'entrer à l'École nationale de la magistrature à Paris. Il en sortit diplômé. De retour au pays, il intégra la fonction publique comme magistrat stagiaire avant d'être nommé premier substitut du procureur de Port-Gentil. Mais son mariage avec la fille cadette du président gabonais six ans plus tôt accéléra sa carrière.

Vincent Alaba occupait depuis cinq ans le poste de procureur de la République près le tribunal de première instance de Libreville.

Dès que Boukinda et Envame prirent place, le commandant Kouna leur jeta sous les yeux le communiqué de Reporters sans frontières.

— Je vous avais dit qu'on ne serait pas seuls sur cette affaire.

Boukinda parcourut le communiqué :

« *Reporters sans frontières, organisation interna tionale de défense de la liberté de la presse, exprime son effroi et son indignation après l'assassinat du journaliste d'investigations, rédacteur en chef adjoint des* Échos du sud*, Roger Missang.*

Nous adressons nos plus sincères condoléances aux proches de Roger Missang et demandons aux autorités gabonaises de mettre tout en œuvre pour que justice soit rendue. Le mobile professionnel du crime paraît hautement probable, sachant que le travail d'investigation de Roger Missang portait sur plusieurs sujets sensibles. Nous prenons l'engagement de suivre l'enquête et de veiller à ce que la piste professionnelle soit sérieusement examinée.

De l'avis général, le climat ambiant à l'approche de l'élection présidentielle au Gabon est inquiétant. Interrogées par Reporters sans frontières, plusieurs sources locales concordantes, dont l'organisation souhaite préserver l'anonymat, ont expliqué que « les intimidations et menaces par téléphone sont devenues fréquentes. »

Si les journalistes sont avant tout victimes des restrictions que leur imposent les autorités, le comportement des médias gabonais n'est pas exempt de tout reproche. Bien trop souvent les professionnels des médias, notamment privés, se laissent instrumentaliser et servent de porte-voix aux hommes politiques, au détriment d'une information indépendante et équilibrée. Nous rappelons les journalistes à leur devoir d'objectivité et de respect de l'éthique professionnelle. »

Boukinda reposa le communiqué de Reporters sans frontières sur le bureau et sortit un carnet dans lequel il avait pris des notes.

— La tension étant encore vive, nous n'avons pas voulu nous rendre au siège des *Échos du sud* sis au quartier Bellevue, dit-il.

— Vous n'avez pas eu tort de ne pas y aller, dit Vincent Alaba. On m'a dit qu'une foule immense s'est attroupée là-bas. Votre présence aurait été mal interprétée. Compte tenu de la délicatesse de cette affaire, je vous demande d'être prudents. Si je vous ai confié cette enquête, c'est parce que vous avez été les premiers à vous en occuper d'une part et, d'autre part, parce que la Direction générale des recherches n'est pas sous la tutelle du ministère de l'Intérieur mais sous celle de la Défense nationale. On ne pourra donc pas nous accuser d'être partiaux dans cette enquête.

— Merci pour votre confiance, monsieur le procureur, dit Boukinda. Par contre, nous avons eu un entretien avec un journaliste des *Échos du sud* par le biais d'une de nos connaissances, reprit Boukinda.

— On peut faire entièrement confiance à cette connaissance ?

— Oui, monsieur le procureur. Nous avons déjà eu à faire appel à elle dans différentes affaires.

— Qui c'est ?

— Gaspard Mondjo. Il dirige le journal *L'Enquêteur*.

— Et le journaliste des *Échos du sud* ?

— Hughes Bongo.

— Qu'est-ce qu'il vous a dit ?

— On en a appris un peu plus sur la victime. Roger Missang travaillait aux *Échos du sud* depuis quatre ans. Il était séparé et avait deux enfants, une fille et un garçon, qui vivent avec leur mère. Celle-ci s'est remariée avec un colonel de l'armée de l'air. Il avait un petit frère qui travaille actuellement à Port-Gentil comme ingénieur dans une société pétrolière.

Boukinda tourna la page de son carnet.

— Roger Missang aurait été vu la dernière fois le dimanche soir autour de 19 heures. Ce jour-là, il y a eu au siège du journal une réunion de rédaction à laquelle il a pris part. Roger Missang louait une maison derrière le château d'eau à Okala. Mais aucun voisin ne semble l'avoir vu ce dimanche soir. Dès que la rumeur de sa mort a commencé à courir le mardi matin après la découverte de son corps sur le bord de mer, ses collègues se sont rendus chez lui. La porte étant fermée à clé, ils ont dû la défoncer. Ils ont passé au peigne fin sa maison. Ils n'auraient pas retrouvé son ordinateur portable dont il ne se séparait jamais. Ni les vêtements qu'il portait le jour de la réunion de rédaction. Ils ont donc conclu qu'il n'était jamais rentré chez lui après la réunion qui s'est tenue le dimanche.

— En l'absence d'autres témoignages, nous ne pouvons pour l'instant déterminer l'heure de sa mort qu'entre le dimanche à 19 heures et le mardi matin à la découverte de son corps, ajouta Envame.

— Ce laps de temps assez long nous donne toutes les chances de connaître ce qui lui est réellement arrivé, dit Vincent Alaba.

— Roger Missang n'a pas été tué par une seule personne, intervint Envame. Ses assassins ont dû l'attirer dans un piège. Il connaissait sûrement l'un d'entre eux. Ils en savaient assez sur lui. Roger Missang était gaucher. Et ce sont les doigts de sa main gauche qui ont été coupés comme si on voulait l'empêcher d'écrire des articles même dans l'au-delà.

— Les traces autour de ses poignets et de ses chevilles nous poussent à croire qu'il a été ligoté et torturé avant d'être tué, ajouta Boukinda.

— Roger Missang a-t-il dit au cours de cette réunion de rédaction s'il avait un rendez-vous avec quelqu'un, une de ses sources par exemple ? demanda le commandant Kouna.

— Non, d'après ce que nous a rapporté Hugues Bongo, répondit Boukinda. Roger Missang prenait trop au sérieux son travail de journaliste. Il était très méfiant. Il avait un ordinateur au bureau mais il ne travaillait jamais ses articles dessus. D'ailleurs, il ne possédait pas de téléphone portable.

— Pourquoi ?

— Il était conscient que les différentes enquêtes qu'il publiait ne plaisaient pas à tout le monde dans les milieux de l'opposition, des affaires ou du pouvoir. Alors il avait peur d'être mis sur écoute.

— On lui connaissait une petite amie ?

— On ne sait pas. Il n'en a jamais parlé à ses collègues.

— Il n'avait pas de téléphone portable, pas de petite amie connue. Il n'était pas pédé ? se demanda Vincent Alaba.

Boukinda et Envame haussèrent les épaules.

— J'ai appelé le B2[39], reprit le procureur. Ils n'ont aucun dossier sur lui. Signe que ses articles n'intéressaient plus grand monde en haut lieu. Pourtant, il y a quelques années, ils l'ont convoqué pour l'interroger sur une série d'articles qu'il avait publiée sur la fortune du président de la République. Après enquête, il s'est avéré qu'il avait repris en partie dans ses articles un rapport publié par le Sénat américain sur les avoirs du président de la République. Il avait été relâché sans être inquiété. Et l'affaire en était restée là.

En 2006, une sous-commission du Sénat américain avait enquêté sur les avoirs du président gabonais à New York, principalement à la Citibank. Ces avoirs selon ce rapport s'élevaient à 130 millions de dollars entre 1987 et 1997. Les extraits de ce rapport publiés par la presse française et repris en partie par la presse privée gabonaise n'avaient pas soulevé de tollé au sein de la population, comme si les Gabonais avaient fini par se résigner à leur sort après quarante ans de « dictature douce ».

— Il avait reçu des menaces ? demanda Kouna.

— La rédaction recevait des appels injurieux anonymes à la suite des articles qu'il sortait, répondit Envame. La seule fois où il a été menacé, c'est quand il a écrit un article sur un réseau de vente illégal de bois à la SNBG. Son directeur général avait débarqué au journal avec deux de ses gardes du corps. Mais Roger Missang n'était pas au bureau ce jour-là.

— Ça s'est passé quand ?

— Il y a deux ans. Mais le journal a plusieurs fois été suspendu par le Conseil national de la communication. La dernière fois remonte à quelques mois.

— J'ai relu quelques-uns de ses articles, reprit le commandant Kouna. Ils étaient très fouillés. On sait qui étaient ses sources ?

— Non. Il n'en parlait jamais à ses collègues, d'après ce que nous a dit Hugues Bongo. Il écrivait ses articles sous le sobriquet de « Chérif ».

— Il n'avait pas une idée assez prétentieuse de son métier, ce type ? se demanda Vincent Alaba, un rire en coin.

— C'est possible. Par contre, nous savons sur quoi il travaillait, dit Boukinda. Il préparait une série d'articles sur la franc-maçonnerie.

Le commandant Kouna hocha la tête.

Le sujet était sensible et tabou. La franc-maçonnerie était presque une religion dans le pays. Elle alimentait les fantasmes. Elle était devenue aux yeux des profanes le filtre par lequel on accédait aux sphères du pouvoir. Après Blaise Diagne[40], premier franc-maçon africain, le président gabonais était le « frater » le plus connu du continent. Et il ne s'en cachait pas. Il n'était pas le seul d'ailleurs. Bon nombre des chefs d'États africains s'étaient faits eux aussi initier.

Le président gabonais avait été initié en 1965 à la loge du Grand Orient alors qu'il n'était encore que directeur de cabinet du président Léon Mba. Succédant à celui-ci en 1967, il avait fini par créer en 1975 sa propre obédience, la Grande Loge Symbolique qui était devenue plus tard le Grand Rite équatorial. Mais à côté de cette loge présidentielle, il existait bien d'autres obédiences comme la Grande loge de l'Equateur ou la Grande loge féminine Akassi, dirigées par des proches du président gabonais.

— Vous croyez que ces articles qu'il préparait sur la franc-maçonnerie pourraient expliquer son assassinat ? demanda Kouna.

— C'est possible. Mais il aurait pu aussi être tué pour ses articles antérieurs, dit Boukinda.

— On pourrait être en possession des copies de ses articles sur la franc-maçonnerie ?

— Pour ça, mon commandant, il faudrait qu'on retrouve son ordinateur portable.

— Qu'en est-il de la douille que vous avez retrouvée dans ses poches ? demanda le procureur de la République.

— Roger Missang ne possédait pas d'arme. La douille que nous avons retrouvée sur lui provient probablement de l'arme qui l'a tué. Et il n'a pas pu la mettre lui-même dans ses poches. Nous l'avons envoyée à l'identité judiciaire d'Owendo. Nous aurons les résultats dans quelques jours.

Vincent Alaba regarda sa montre.

— L'opposition a fait une demande de marche auprès du ministère de l'Intérieur pour protester contre l'assassinant de Roger Missang.

— Ils ne manquaient plus qu'eux ! s'indigna Kouna.

— Je dois m'entretenir avec le ministre de l'Intérieur tout à l'heure à ce sujet. Je vous prie de suivre toutes les pistes qui pourraient nous conduire à l'arrestation des assassins de Roger Missang. Tout porte à croire qu'il s'agit d'un assassinat politique. Il se pourrait que ce ne soit pas le cas. Je veux être le premier à être informé de tout ce que vous trouverez. Pas d'interrogatoires des témoins, de perquisition ni d'arrestation d'éventuels suspects sans mon autorisation.

Vincent Alaba se tourna vers le commandant Kouna :

— Combien d'hommes vous avez mis sur cette enquête ?

— Boukinda et Envame disposent d'autant d'hommes qu'ils souhaitent.

— Roger Missang était Fang originaire du nord. Écartez de l'affaire tous les enquêteurs originaires de sa région natale. Ils pourraient faire fuiter des informations de l'enquête par solidarité ethnique.

Vincent Alaba attrapa sa serviette sur le siège voisin. Il en sortit une

commission rogatoire qu'il tendit au commandant Kouna :

— Elle vous permettra de justifier tous vos actes judiciaires.

Le commandant Kouna se leva pour le raccompagner.

---

[38] Avoir un long crayon : avoir fait des études universitaires.

[39] Bureau 2 des renseignements militaires.

[40] Blaise Diagne, premier député sénégalais élu à l'Assemblée nationale française en 1914, était devenu franc-maçon en 1899.

À LA UNE

gros titre + photo
Qui a tué Roger Missang ?

gros titre + photo
Mort de Roger Missang : assassinat politique ?

Le ministre de l'Intérieur auditionne à l'Assemblée nationale

Accusé de meurtre, un homme se sectionne le sexe

Marché de Mounana détruit par un incendie

Jeudi

1

10 heures.

Avenue Félix-Eboué. QG de la police judiciaire. Le sergent Ella entra dans le bureau du capitaine Koumba en coup de vent :

— On vient de recevoir un appel urgent de la Banque Gabonaise de Développement. Un type s'est présenté au guichet avec un chèque à débiter sur le compte du ministre Mébalé.

Le capitaine Koumba plia le journal qu'il lisait. Il se leva et se dirigea vers le bureau du colonel Essono. Il donna un coup sur la porte pour attirer l'attention du colonel qui faisait du rangement.

— On vient de nous informer que le voleur de chéquier s'est manifesté à la BDG.

Le colonel Essono pivota dans son fauteuil pour faire face à Koumba puis ôta ses lunettes :

— Prenez autant de monde que vous voulez. Vous signerez votre ordre de mission plus tard.

Koumba partit au pas de course. Il sonna le tocsin dans la maison poulaga. Tous les hommes disponibles se retrouvèrent dans la cour. Koumba monta dans la bagnole d'Owoula. Minko, Owone, Bibalou et Nkoulou qui étaient de service grimpèrent dans les deux autres. Gyrophares et sirènes couvrirent aussitôt le brouhaha de la ville. Il ne fallut pas plus de cinq minutes aux policiers pour arriver à la banque qui se trouvait à cinq pâtés d'immeubles de là. Un gardien de la Société Gabonaise de Sécurité les attendait devant la sortie de secours.

— Nous sommes de la police judiciaire, dit Koumba, brandissant sa carte d'OPJ à moitié mitée par les rats.

Flanqué d'Owoula et Minko, Koumba suivit les talons du gardien dans le dédale de la banque pour finir sa course dans un bureau dont la baie vitrée donnait sur les guichets. Un responsable de la banque les rejoignit aussitôt. Il donna le bonjour à Koumba et se présenta :

— Blaise Pambou, responsable de la sécurité.

— Où est-ce qu'il est, notre type ?

Blaise Pambou leur doigta un homme assis sur une chaise avec une sacoche sur les genoux. Vêtu d'un costume noir qui lui donnait l'allure d'un commis de l'État ou d'un homme d'affaires, il mâchait nerveusement une gomme et regardait toutes les minutes la montre accrochée à son poignet. Il était tout jeune. Il devait avoir moins de vingt-cinq ans.

— Il est arrivé il y a un quart d'heure, dit Pambou. Il a présenté au guichet un chèque de cinq millions. On a vérifié la signature. Tout est

conforme.

Cinq millions ! Koumba comprit que cette fois le type voulait toucher le gros lot. Ce chéquier était devenu pour lui une vache à lait. Les quatre millions fauchés l'autre fois n'avaient pas suffi à lui caler le ventre. Gourmand toto ! Mais ce qu'il ne savait pas, c'est que le ministre Mébalé avait fait opposition auprès de la banque sur le chéquier volé.

— Sous quel nom il s'est présenté?

— Mouketou Alphonse, répondit Blaise Pambou.

— C'est bien notre homme, dit Owoula. Il est arrivé seul ?

— Nous ne le savons pas.

Koumba se tourna vers Owoula.

— Si on le laissait toucher le pognon pour ensuite le filer ? Il n'est sûrement pas venu seul. Un complice doit certainement l'attendre dehors dans une bagnole.

— On ne peut pas prendre ce risque, dit Owoula. Dehors, il pourrait nous filer entre les doigts s'il est en moto. Tu connais les embouteillages monstres à cette heure de la journée. Si on lui met la main dessus maintenant, il nous mènera à son ou ses complices. Croismoi.

— Votre collègue a raison, appuya Blaise Pambou.

Koumba appela Owone, Bibalou et Nkoulou qui avaient stationné devant l'entrée principale de la banque. Il leur demanda de la boucler discrètement afin d'éviter d'éveiller les soupçons d'un éventuel complice posté à l'extérieur.

Il se tourna vers le responsable de la sécurité :

— Dites à la caissière de rejoindre son poste et de l'appeler au guichet où il a déposé son chèque. Il nous sera plus facile de l'interpeller sans semer la pagaille. Et surtout qu'elle ne panique pas. Tout va bien se passer.

— Elle a de l'expérience. Elle a plus de dix ans dans la boîte.

Blaise Pambou prit le téléphone et appela la guichetière. Elle avait quitté le guichet n° 3 dont elle avait la charge sous prétexte de vérifier la solvabilité du compte sur lequel le chèque qu'Alphonse Mouketou lui avait présenté devait être débité. Ce qui avait permis à la sécurité d'alerter les policiers et d'attendre leur arrivée sans éveiller les soupçons de leur client.

Koumba, Owoula et Minko investirent le hall au moment où l'employée s'installait. Les clients qui faisaient la queue devant les autres guichets ne se rendirent compte de rien. Koumba fendit la première file pour atteindre le guichet n° 2. Il vit Mouketou au n° 3 et Owoula prendre position au guichet n° 4.

Lorsque Mouketou Alphonse avait entendu son nom, il s'était levé et dirigé vers le guichet n° 3 où il avait déposé son chèque un quart d'heure plus tôt. Il avait regardé sa montre. Il lui avait fallu attendre vingt minutes… Vingt minutes qui s'étaient écoulées comme vingt siècles. Pourtant, les fois précédentes où il s'était présenté à l'un de ces guichets, il lui avait fallu moins de dix minutes pour toucher les quatre bâtons à deux heures d'intervalle. Si la guichetière ne l'avait pas appelé deux minutes plus tôt, il se serait barré car tout ça commençait à lui sembler bizarre. Il s'était posé des tas de questions. Quand elle lui demanda sa pièce d'identité avec un sourire guilleret, il comprit qu'il s'était fait du mouron pour rien. Si la vérification de la solvabilité du compte à débiter avait pris autant de temps, c'est parce que le montant sur son chèque était de cinq millions. Il lorgna les liasses de billets craquants de dix mille francs que l'employée avait posées sur sa droite.

Cinq millions, ça ne pèse pas plus lourd qu'un sachet d'un kilo de riz, pensa-t-il.

D'un signe de tête, Koumba donna le top à Owoula qui se présenta aussitôt devant la file qui comptait une dizaine de personnes. La femme – elle devait avoir plus de cinquante ans – qui se tenait en tête et qui attendait impatiemment son tour retint Koumba par l'épaule au moment où il voulait se diriger vers le guichet n° 3 :

— Mais c'est quoi ces manières, jeune homme ? Il faut respecter la queue. Je n'ai pas passé tout ce temps debout pour toi. J'ai l'âge de ta mère.

Mouketou ne fit guère attention à ce qui se passait dans son dos. Les discussions de ce genre étaient habituelles dans les banques de Libreville. Mais quand la femme cria : « Mon Dieu, ils ont des armes ! C'est un braquage ! », Mouketou comprit que quelque chose clochait. Lorsqu'il se retourna pour voir ce qui se passait, il se retrouva nez à nez avec le Glock de Koumba qui le dévisageait comme un chien enragé.

La voix du policier couvrit les cris.

— Tu bouges ton petit doigt, je t'éclate la tête.

Alphonse Mouketou se mit aussitôt à genoux. Il n'avait guère eu besoin d'un dessin pour comprendre que cette fois, il s'était fait avoir.

La voix du responsable de la sécurité se fit entendre :

— Calmez-vous, mesdames et messieurs. Il ne s'agit pas d'un braquage. Ces hommes sont de la police judiciaire.

* *

*

À l'extérieur de la banque, Docteur consulta sa montre, debout derrière un véhicule dans le parking du supermarché CKDO. Près de trente minutes s'étaient écoulées depuis que Boa avait disparu dans la banque.

Il regarda à nouveau sa montre.

Putain, qu'est-ce qu'il fout ? Il observa l'entrée principale de la banque. Soudain, il aperçut deux femmes se tenant par la main sortir de la banque en poussant des cris. Plusieurs passants s'immobilisèrent pour tenter de comprendre ce qui se passait.

Docteur se fit très vite une idée de la situation. Il ne connaissait aucun mec assez fêlé pour venir braquer la BGD avec le bataillon de la 3ème compagnie de la garde républicaine et la Direction générale des recherches toutes proches. Il ne pouvait s'agir que de Boa. Le gars avait dû se faire attraper. À cette idée, son cœur battit dans son poitrail. Il n'était pas à côté de la plaque. Dans les secondes qui suivirent, il aperçut Boa surgir de la banque encadré par quatre types en civil qui devaient sûrement être des policiers.

Merde !

Docteur se mêla aux piétons qui descendaient vers le boulevard de l'Indépendance, sans se retourner. Il héla le premier le taxi qu'il vit. Quand celui-ci démarra, il regarda par-dessus son épaule pour voir s'il était suivi. Il n'y avait aucune voiture suspecte. Il sortit son téléphone et composa le numéro de Pitchou. À la cinquième sonnerie, le gars ne répondait toujours pas. Tant pis !

Pour lui, sa peau était plus importante que celle des autres en ce moment ! Les flics avaient mis la main sur Boa. Ils n'allaient sûrement pas parler de la pluie et du beau temps avec lui !

2

Koumba se présenta sur le pas de la porte du bureau du colonel Essono.

— On l'a eu, chef. Il est au Purgatoire.

Le colonel Essono se leva. Il suivit Koumba au bureau des enquêteurs.

— C'est lui, chef ! Il s'appelle Boa Esperança de Carvalho. Il est de nationalité équato-guinéenne.

Boa était menotté dans le dos sur une chaise métallique. On lui avait ôté sa veste qui traînait sur une autre chaise. Sa cravate pendait sur sa poitrine comme un bout de corde. Il releva la tête. Il regarda Essono d'un œil torve. Il avait un filet de sang qui ruisselait sur la tempe gauche. Signe qu'il avait reçu un traitement bien particulier.

— Il n'a pas l'air d'un voleur avec cet accoutrement, dit Essono, se tournant vers Koumba.

La phrase du colonel déclencha l'hilarité d'Owoula et de Minko qui se trouvaient eux aussi dans la pièce.

— Alors ? demanda Essono à brûle-pourpoint.

— Il a tout avoué, chef, dit Owoula.

C'est lui qui avait mené l'interrogatoire musclé en compagnie de Minko. Les deux hommes étaient connus pour soutirer des aveux aux prévenus. Ils n'avaient pas failli à leur réputation de tortionnaires nazillons. D'ailleurs, ils n'avaient rien à envier aux gars de Guantanamo. Pour preuve, en moins de dix minutes, Boa avait délié sa langue.

— Comme on le pressentait, chef, on a affaire à un réseau de voleurs, de fabricants de faux papiers : permis de conduire, passeports, cartes nationales d'identité, attestations de travail et de scolarité, bulletins de notes et de paie, et j'en passe.

Owoula se fit plus explicite en se torchant la gorge d'une quinte de toux sèche.

— D'après ce que j'ai cru comprendre, Boa ne serait qu'un lampiste. Le cerveau du réseau est un Camerounais du nom de Kamga René. Installé au Gabon depuis dix ans, il est connu sous le sobriquet de « Docteur ». Avant de passer maître dans les faux papiers, il a d'abord exercé dans un cabinet médical comme médecin. Certainement avec un faux diplôme.

— Comment ils se sont retrouvés en possession de ce chéquier ? demanda Essono.

— Docteur fait travailler des adolescents qui lui rapportent toutes sortes d'objets volés. Montres, ordinateurs, portables… C'est un certain Pitchou qui fait la manche dans le centre-ville qui aurait apporté le

chéquier à Docteur. Docteur aurait fait appel à Boa ici présent et lui aurait fabriqué des faux permis pour pouvoir retirer les quatre millions à la banque. Docteur en tant que cerveau de la bande s'est taillé la part du lion. Deux millions cinq. Boa et Pitchou se seraient partagé le reste.

— Comment ils ont réussi à imiter la signature du ministre ?

— Dans le chéquier volé par Pitchou dans la voiture du ministre Mébalé sur le parking de l'Hôtel Monts de Cristal, il y avait un chèque signé qui n'était pas détaché. Docteur a passé deux jours et deux nuits pour imiter la signature.

— Mais il est dangereux, ce type.

— Je ne vous le fais pas dire, chef.

— Où il est en ce moment ?

— Sûrement en cavale. Boa n'était pas seul à la banque quand nous l'avons interpellé. Docteur l'attendait dehors. Il a dû nous voir sortir avec Boa menotté et a pris ses jambes à son cou.

— Trouvez-le et tous ceux qui travaillent pour lui.

— À l'heure où on parle, il a sûrement déjà avisé les autres. Nous allons perquisitionner son domicile. Il habiterait à Atong-Abé. Boa va nous servir de *boussolier*[41].

— Très bien. Tenez-moi informé, conclut Essono.

Sur le pas de la porte, il lança :

— Minko ?

— Chef !

— Viens chercher les ordres de mission.

Minko colla les talons du colonel Essono au pas de course.

---

[41] Guide.

3

Les quartiers de Libreville étaient agencés comme des bourgades communautaires. Atong-Abé était en majorité habité par les Fang originaires de la province du Woleu-Ntem mais aussi par une forte communauté camerounaise et équato-guinéenne.

— C'est là, dit Boa qui était assis entre Minko et Bibalou.

Koumba gara la bagnole devant la bouche d'une épicerie et fut le premier à mettre pied à terre. Quand Bibalou, Owone et Minko descendirent à leur tour de la bagnole avec Boa dont les bras étaient menottés dans le dos, les piétons commencèrent à affluer vers eux. Koumba les chassa à coup de gueule.

— Police judiciaire ! Restez où vous êtes.

Koumba n'eut pas à *rebeloter*[42] son ordre. Le mot « police judiciaire » suffisait à refroidir certaines velléités car les agents de la PJ avaient la réputation d'être des têtes brûlées.

Les quatre policiers suivirent Boa entre des habitations construites en parpaing. Quelques mètres plus loin, Boa s'arrêta devant la cour d'une maison en demi-dur dont la porte centrale était recouverte d'un rideau crasseux.

— C'est ici qu'habite Docteur ? demanda Koumba. Boa répondit oui de la tête.

Arme au poing, Minko passa en première ligne, flanqué de Bibalou. Il souleva le rideau et remarqua que la porte était entrebâillée. Il la poussa du pied. Bibalou s'engouffra dans la maison. Minko l'y suivit. Quelques minutes plus tard, Bibalou fut le premier à en ressortir.

— Il n'y a personne, dit-il. Il semblerait qu'on l'ait manqué de peu.

Koumba entra dans le salon dont le mobilier était constitué d'une tablette sur laquelle trônaient de vieux journaux, une télévision et un réchaud dans un coin de la pièce qui puait le remugle.

— Venez voir, capitaine, dit Minko sur le seuil d'une porte qui donnait sur la chambre à coucher.

Koumba découvrit la caverne d'Ali Baba. Il en resta la bouche ouverte. À côté d'un lit sommaire, il y avait deux ordinateurs renversés, un photocopieur et plusieurs documents qui traînaient un peu partout. À même le sol.

— Il est revenu ici après l'interpellation de Boa pour essayer de détruire des preuves.

— Ramassez-moi tout ça.

Une heure plus tard, le colonel Essono sortit sur le seuil de la porte de

son bureau pour voir qui provoquait tout ce raffut dans le couloir.

— Qu'est-ce qui se passe ici ? demanda-t-il à Koumba qui sortait du bureau des enquêteurs.

— Venez-voir, chef.

Koumba arriéra de quelques pas pour laisser entrer Essono. Celui-ci fut étonné d'y voir des ordinateurs, des imprimantes, une machine à écrire et des cartons remplis de papiers.

— Qu'est-ce que c'est, tout ça ?

— C'est le matériel que nous avons trouvé chez le fameux Docteur.

Koumba farfouilla dans un carton. Il sortit un lot de cartes grises vierges. Il les tendit au colonel.

— Ce type est un vrai faussaire.

Il sortit d'un autre carton une demi-carte photo :

— Voilà à quoi il ressemble.

La photo représentait un type aux traits burinés et aux yeux vitreux qui regardaient l'objectif avec froideur.

— Il s'est fait la malle avant notre arrivée, dit Koumba. Les voisins l'ont vu partir avec un sac à dos. Il était sûrement revenu pour faire le ménage. Mais il n'a pas eu assez de temps pour se débarrasser de tout ce matériel.

Essono rendit la photo à Koumba

— Fais des copies et distribue-les à tous les commissariats et à tous vos indics. Les ramifications de cette affaire vont peut-être plus loin que ce que nous imaginons. Il n'a pas pu se procurer tous ces imprimés sans la complicité des fonctionnaires du service des immatriculations du Gouvernorat.

— Je partage votre bouche, chef.

Le colonel regagna son bureau.

---

[42] Répéter.

4

Quand le taxi jeta Docteur devant un bar, « Le Palais du peuple », au carrefour d'Awendjé, la première chose qu'il fit c'est se taper une clope. Il était à la moitié d'un paquet. Il ne s'était pas encore remis de ses émotions. Il ne cessait de revoir Boa entre les mains des flics sortant de la banque. Putain, lui aussi, il aurait pu se faire prendre !

Durant le trajet, il avait réussi à joindre Pitchou. Ils avaient convenu de se retrouver devant ce bar. Docteur tourniqua sur lui-même. Où est-ce qu'il est, ce petit con ? Pesta-t-il, les nerfs en pelote. Il chercha des yeux la silhouette frêle de Pitchou parmi les trois types qui bavardaient à la terrasse du bar mais ne le vit pas. Il y entra et n'eut pas de peine à le trouver. Le gars était assis seul à une table au fond de la pièce.

— Qu'est-ce qui s'est passé?

— Les flics nous attendaient à la banque. Ils ont arrêté Boa.

— Qui c'était ?

— Sûrement les gars de la PJ. Ils étaient en civil.

— Merde !

Le juron de Pitchou traduisait sa peur. Il avait été arrêté un soir par la PJ avec quelques grammes de shit dans les chaussettes lors d'un contrôle de routine. Les policiers l'avaient conduit au poste où il avait passé un sale quart d'heure. Il en avait gardé un mauvais souvenir.

— Ils doivent être en ce moment en train de l'interroger, dit-il.

Docteur éteignit une clope dans un bouchon de bière. Il en alluma une autre.

— Et comme je connais le gars, il va nous aligner à la première gifle qu'on lui donnera, dit Pitchou.

— Je suis passé chez moi. J'ai pris tout ce que je pouvais et détruit quelques documents.

Docteur posa son téléphone sur la table. Il le désossa pour en extraire la puce et la remplacer par une toute nouvelle. Les flics pouvaient facilement retracer ses appels ou même le localiser grâce à son téléphone. Il donna une nouvelle puce à Pitchou et lui conseilla d'en faire autant.

— La maison de ta grand-mère à Alenakiri est toujours inhabitée ?

— Ouais. Mon oncle refuse d'aller s'installer làbas. Il a peur de rencontrer le fantôme de sa mère.

— On va s'y mettre au vert un bon moment, le temps que l'affaire se tasse. Boa va sûrement conduire les flics dans les coins qu'on a l'habitude de fréquenter. J'espère que tu ne lui as jamais parlé de cette piaule.

— Non, jamais.
— Tu as encore un peu de pognon avec toi ?
— Ouais.
Docteur se leva.
— Bon, on s'en va.
Pitchou le suivit avec son baluchon.

À LA UNE

Concours de la douane 3319 candidats pour 200 places !

Fraudes à la fonction publiquec

Un préfet en prison

Un camion et trois corps au fond du ravin près de Ntoum

Un pasteur viole une de ses fidèles

Vendredi

1

9 heures.

Camp Roux. Direction générale des recherches.

Boukinda poussa la porte du bureau de Lucien Kouna, flanqué d'Envame. Il avait entre les mains une chemise cartonnée bleue.

— On a les résultats au sujet de la douille qu'on a retrouvée sur Roger Missang.

Le visage de Kouna s'illumina.

— Enfin !

Il fit signe aux deux gendarmes d'entrer.

— Qu'est-ce que ça donne ? demanda-t-il une fois que Boukinda et Envame s'assirent en face de lui.

Boukinda se passa la paume de la main droite sur le visage. Ce qu'ils avaient à révéler allait faire sauter le commandant Kouna au plafond. Il poussa un soupir profond et éjacula d'une voix faible :

— Il semblerait que l'arme qui a tué Roger Missang soit un Skorpion VZ61.

— Un Skorpion ?

— Oui, mon commandant. C'est un pistoletmitrailleur court de fabrication tchèque.

— Si Roger Missang possédait une arme, mon commandant, dit Envame, ça ne pouvait pas être un Skorpion.

— Pourquoi ?

— Le Skorpion est une arme de gardes du corps. Elle offre une puissance de feu importante et on peut s'en servir comme une arme de défense.

— Et d'après les collègues de l'identité judiciaire, reprit Boukinda, les seuls qui portent ce type d'arme sont les gardes du corps du ministre de la Défense nationale.

Kouna en resta bouche bée. Le ministre de la Défense nationale n'était autre que le fils aîné du président de la République. La presse le surnommait « Baby Zeus ».

Baby Zeus avait effectué sa formation militaire à la fin des années quatre-vingt à l'école des armées de Prague en Tchécoslovaquie. Il y avait rencontré son épouse, Sylvinka Koller, fille d'un assureur. Quand il avait été nommé ministre des Affaires étrangères en 1990 puis ministre de la Défense nationale en 1999, il avait recruté les membres de sa garde rapprochée dans les rangs des anciens soldats de l'armée tchèque qui

avaient fait la guerre froide. Et il en avait confié le commandement à Pavel Kurka, lui aussi ancien soldat de l'armée tchèque, cousin éloigné de Sylvinka Koller.

— Vous en êtes sûrs ?

— Oui, mon commandant.

— Et ce n'est pas tout, dit Envame. L'arme qui a tué Roger Missang a déjà servi dans un autre meurtre.

Kouna écarquilla les yeux. Envame enfonça le clou :

— Celui de son propriétaire.

Envame arracha la chemise cartonnée des mains de Boukinda et la jeta sur le bureau de Kouna.

— Tout est là-dedans, mon commandant. Vous vous rappelez l'affaire Kurka ?

Kouna farfouilla dans ses souvenirs. Et cette affaire lui revint comme un paquet de vagues.

— Le chef de la sécurité du ministre de la Défense nationale qu'on avait retrouvé mort dans sa voiture, une balle dans la poitrine, sur la route du Cap Estérias ?

— Oui, mon commandant.

Pavel Kurka était un joyeux drille connu comme un véritable coureur de jupons dans la bonne société librevilloise. On lui attribuait plusieurs maîtresses. Lorsqu'il avait été découvert mort un matin d'avril 2003, bien des rumeurs avaient couru dont la plus persistante était qu'il avait été assassiné parce qu'il entretenait une liaison avec Sylvinka Koller. L'enquête officielle, confiée au deuxième bureau des services de renseignements militaires, avait conclu que Pavel Kurka avait été attiré dans un guet-apens par l'une de ses nombreuses maîtresses et qu'il avait été assassiné par les complices de celle-ci. Ni cette fameuse maîtresse ni ses prétendus complices n'avaient été arrêtés. Et l'affaire en était restée là.

— Le Skorpion VZ61 appartenait à Pavel Kurka, dit Envame. On ne l'avait pas retrouvé sur lui quand on l'avait découvert mort dans sa voiture. Et la balle extraite de son corps avait permis au service de l'identité judiciaire d'Owendo d'établir qu'il avait été tué par sa propre arme.

— Si l'arme qui a tué Roger Missang est la même que celle qui a servi au meurtre de Pavel Kurka, leurs assassins sont probablement les mêmes, dit Boukinda.

Kouna se renversa dans son fauteuil. Perdu dans ses pensées. Après ce que venaient de lui révéler Boukinda et Envame, l'assassinat de Roger Missang n'était plus un assassinat politique pour le commandant Kouna,

mais une affaire d'État. Et la tournure qu'avait prise cette affaire ne lui plaisait pas du tout. Il s'ébroua comme s'il sortait d'un cauchemar.

— Qui est au courant de cette information ?

— Vous, nous et le service de l'identité judiciaire.

Kouna se rapprocha des deux gendarmes.

— Cette information doit rester confidentielle. Si elle venait à être connue, vous n'imaginez pas ce qu'elle provoquerait dans l'opinion nationale et internationale. L'enquête pourrait nous être retirée pour la simple raison qu'elle touche directement le ministère de la Défense nationale et nous sommes sous sa tutelle.

— Bien, mon commandant.

— Vous pouvez disposer. À peine les deux gendarmes refermèrent la porte sur leurs pas que Kouna se jeta sur son téléphone fixe rouge pour appeler le procureur général de la République, le commandant en chef de la gendarmerie nationale et le secrétaire général du Conseil national de la sécurité, organe qui coordonnait les services de renseignements du pays.

2

Une demi-heure plus tôt, Boukinda avait appelé Gaspard Mondjo. Les deux hommes avaient convenu de se retrouver au centre culturel français Saint-Exupéry de Libreville. Mondjo y venait souvent travailler car le centre culturel français avait un cybercafé dont le débit était rapide. Boukinda le retrouva dans le jardin assis sur un banc public.

Le gendarme regarda autour de lui avant de s'asseoir à côté du journaliste.

— Tu te souviens de l'affaire Kurka ? Le chef de la sécurité rapprochée du ministre de la Défense nationale retrouvé mort dans sa voiture en 2003 au Cap Estérias ?

— Oui. La rumeur courait même qu'il avait été tué parce qu'il avait une liaison avec la femme de Baby Zeus. Beaucoup de journaux à l'époque avaient repris cette rumeur.

— Je voudrais savoir si Roger Missang avant sa mort travaillait ou avait enquêté sur l'affaire Pavel Kurka.

— La mort de Roger Missang est liée à cette affaire ?

— On ne sait pas encore.

— Louis, j'ai l'impression que tu me caches des choses.

La voix de Boukinda se fit moins audible.

— Oui, la mort de Roger Missang pourrait avoir un rapport avec celle de Pavel Kurka.

— Comment ?

— Il faut que tu me promettes de ne rien dire à qui que ce soit. Il en va de ta sécurité et de la mienne. Et peut-être même celle de nos familles, si tu veux savoir.

— Tu as ma parole, Louis.

— L'assassinat de Roger est devenu une affaire d'État depuis quelques heures.

Sans se départir de son ton, Boukinda poursuivit :

— La douille qu'on a trouvée sur le corps de Roger Missang… Elle provient de la même arme que celle qui a tué Pavel Kurka.

Mondjo poussa un soupir :

— C'est pas vrai. Ça ressemble à l'affaire Norbert Zongo.

— Norbert Zongo ?

— Un journaliste d'investigation burkinabè. Il enquêtait sur la mort mystérieuse de David Ouedraogo, le chauffeur de François Compaoré, le frère du président burkinabè Blaise Compaoré. Le 13 décembre 1998, il a

été retrouvé dans un véhicule carbonisé avec trois de ses proches.

— Ses assassins ont été retrouvés ?

— Jamais. Et ça pourrait aussi être le cas avec la mort de Roger Missang.

Mondjo se rapprocha du gendarme :

— Écoute, Louis. Je vais être franc avec toi comme tu l'as été avec moi. Même après ce que tu viens de me dire, je ne crois pas que Roger Missang ait été tué parce qu'il a enquêté ou enquêtait sur le meurtre de Pavel Kurka.

— Comment ça ? Tu as été le premier à nous jeter sur la piste professionnelle !

— Je sais. Et je n'ai pas été le seul, ni le premier à vous jeter sur cette piste. Ses assassins l'ont fait avant moi.

Mondjo poursuivit sans laisser le temps à Boukinda de rebondir :

— Pourquoi ses assassins ont-ils jeté son corps sur le bord de mer ? Qui avait intérêt à ce qu'on découvre son corps tout près de la présidence de la République ? Pourquoi a-t-on laissé cette douille dans une poche de son pantalon ? S'il avait été tué pour ses écrits, pourquoi on n'a pas tenté de maquiller son meurtre en suicide ? Tout porte à croire que ses assassins voulaient qu'on oriente son assassinat vers la piste professionnelle. Je ne sais pas dans quel nid de vipères tu es allé mettre les pieds, Louis. Cette affaire pue le complot. Tout le monde connaît les visées élyséennes du fils du président. Pour moi, Roger Missang semble avoir été la victime d'une guerre de succession qui ne dit pas son nom dans les sérails du pouvoir.

À son retour de Tchécoslovaquie en 1980, Baby Zeus avait rejoint le cabinet présidentiel comme haut représentant de son père puis il était entré au comité central du Parti démocratique gabonais créé par son père en 1968. Avec André Mba Ondo, un ancien opposant qui avait rejoint le régime, il y avait créé le courant « Les Rénovateurs » pour faire tomber les apparatchiks qu'il jugeait rétrogrades et peu favorables à l'ouverture démocratique. En 1989, Baby Zeus avait été chargé de négocier en secret le retour de l'opposant le plus radical au régime, Paul-Marie Mba Abessole.

Pourtant quelques années plus tôt, le président gabonais avait tenté de faire adopter une constitution monarchique et de faire de son fils l'héritier. Il avait chargé celui-ci d'en informer le Premier ministre français Jacques Chirac. Devant le refus des autorités françaises, ce projet de constitution avait été abandonné. Mais pour beaucoup dans le sérail, les velléités présidentielles de Baby Zeus dataient de cette époque.

— J'irai même encore plus loin, ajouta Gaspard Mondjo. La mort de Roger Missang est sans nul doute la suite de l'affaire de l'île Mbanié.

En 2006, le quotidien *L'Union* avait repris le scandale révélé par un journal d'opposition qui soupçonnait ouvertement trois membres du gouvernement dont André Mba Ondo, ministre de l'Intérieur et lieutenant louvetier de Baby Zeus d'avoir voulu vendre l'île Mbanié en conseillant au président gabonais de la céder à la Guinée équatoriale qui la disputait au Gabon depuis 1972.

Pour régler le différend territorial dans le golfe de Guinée qui les opposait, la France et l'Espagne avaient signé une convention le 27 juin 1900, ratifiée par le Parlement français, le 20 mars 1901. Par le biais de cette ratification, les îles Mbanié, Conga et Cocotier avaient été attribuées à la France, et par le fait de l'héritage colonial, celles-ci avaient été rétrocédées au Gabon le 17 août 1960, date de l'accession à l'indépendance du pays.

Devenue indépendante à son tour le 12 octobre 1968, la Guinée équatoriale avait remis en cause ce legs historique en 1972. Même si un accord était intervenu en 1974 reconnaissant la souveraineté du Gabon, la Guinée équatoriale n'avait jamais enterré son dévolu sur cette île dont le fond abriterait des réserves de pétrole, de gaz et des ressources halieutiques importantes.

— Quel serait le lien entre cette affaire et la mort de Roger Missang ? demanda Boukinda.

— D'après toi, qui visait-on à travers André Mba Ondo en l'accusant d'avoir voulu céder une partie du territoire ? Baby Zeus, bien sûr. Je me rappelle même que l'opposition avait porté plainte devant la Haute Cour de Justice pour haute trahison. Mais le parquet général n'a jamais donné suite. Et l'affaire en est restée là.

— Si je suis bien ton raisonnement, le meurtre de Pavel Kurka était une machination qui visait notre ministre ?

— Sans nul doute. Pavel Kurka a été tué quelques années après que Baby Zeus ait été nommé ministre de la Défense nationale. Bon nombre d'observateurs de la vie politique gabonaise avaient perçu cette nomination comme une manière voilée du président de la République de placer son fils sur l'orbite de la succession qui n'était plus un sujet tabou dans certains milieux restreints du pouvoir. En le nommant à la Défense nationale, le président de la République lui a confié les clés du pays comme saint Pierre gardait celles du paradis.

— Ça ne tient pas la route, tout le monde sait que le président de la République sera candidat à sa propre succession l'année prochaine.

— Il l'a déclaré lui-même à plusieurs occasions, je sais. Mais ce que tu ignores, c'est qu'à plus de 72 ans, il ne pourra pas finir son mandat s'il est réélu.

Arrivé à la tête du Gabon en 1967 à l'âge de 32 ans par le biais d'une succession constitutionnelle réglée comme du papier à musique, le président gabonais était usé par plusieurs années d'exercice du pouvoir. Doté d'une capacité de survie exceptionnelle, il avait eu droit à tous les avantages et avanies que conférait le prestigieux titre de président de la République en Afrique : succès, honneurs, flatteries, manipulations, complots, déceptions, divorces et réconciliations.

Après la présidentielle de 2002, le président gabonais avait fait voter par l'Assemblée nationale et le Sénat une révision constitutionnelle instaurant le scrutin à tour unique pour toutes les élections politiques et autorisant le chef de l'État à briguer plus de deux mandats de dix ans. En se déclarant candidat à la prochaine élection présidentielle alors que sa propre succession n'était plus un tabou dans sa cour, le président gabonais tentait de faire durer le suspense, de jouer la montre, la prolongation, quitte à tempêter pour attiédir les ardeurs et les velléités de ses dauphins putatifs.

— D'après toi, qui serait derrière cette machination ? demanda Boukinda.

— Les caciques du régime à qui Baby Zeus et ses amis en ont fait voir de toutes les couleurs au sein du Parti et qui ne souhaitent surtout pas le voir succéder à son père un jour. Il en sera fini de leur carrière politique. Depuis son entrée en politique en 1981, Baby Zeus n'a jamais caché sa haine des gérontocrates. Il en a mis plusieurs sur le carreau. Zacharie Mbina, l'ancien ministre des Travaux publics, en est la parfaite illustration.

— OK. Trouve-moi quand même tous les articles que Roger Missang a écrits sur la mort de Pavel Kurka. Mais n'oublie pas. Tout ce que je t'ai dit doit rester entre nous.

— Ne t'en fais pas pour moi, je sais garder ma langue. C'est plutôt pour les autres que tu dois t'inquiéter.

— Quels autres ?

— Ceux qui sont derrière l'assassinat de Roger Missang. Ils savaient avant toi et moi que l'arme qui a tué le journaliste est la même que celle qui a donné la mort à Pavel Kurka. Ils pourraient mettre le feu aux poudres en le révélant à la presse.

Boukinda roula des gros yeux comme ça. Mondjo le planta là comme un poteau.

3

Lorsque Louis Boukinda fut de retour au Camp Roux, siège de la Direction générale des recherches, un quart d'heure plus tard, il se dirigea directement vers le bureau d'Hervé Envame. Mais celuici n'y était pas. Il se dit que son collègue était certainement allé manger un morceau dans la salle de réunion au quatrième.

Boukinda connaissait Envame comme son frère de sang. Il ne supportait pas la faim. Son estomac était réglé comme les cordes d'une harpe. Boukinda sortit son cellulaire pour l'appeler. Au même moment, Envame apparut sur le seuil de la porte.

Boukinda renfouilla son portable.

— Je m'apprêtais à t'appeler.

— J'étais au cabinet du commandant Kouna pour faire des photocopies du rapport d'enquête sur la mort de Pavel Kurka.

Avant d'aller à la rencontre de Mondjo au centre culturel français, Boukinda avait chargé Envame de se rendre au B2 pour se procurer le rapport d'enquête sur l'assassinat de Kurka.

Boukinda prit place en face de son collègue.

— Le commandant Kouna est là?

— Non. Il a accompagné le procureur de la République au ministère de la Défense nationale.

— Mondjo pense que l'assassinat de Roger Missang n'est pas un assassinat politique comme on veut nous le faire croire.

— Il a été le premier à nous lancer sur cette piste, non ?

— Je sais. Mais il pense que l'assassinat de Roger Missang est une machination visant à écarter notre ministre de la succession du président de la République.

— Il a la même bouche que le commandant Kouna.

— Et il en serait de même pour l'assassinat de Pavel Kurka. Ce qui expliquerait le fait qu'ils aient été tués par la même arme. Et l'affaire de l'île Mbanié dans laquelle on a soupçonné le ministre de l'Intérieur, André Mba Ondo, d'avoir conseillé au président de la République de céder cette île à la Guinée équatoriale serait aussi une machination qui vise le même but.

— Et tu en penses quoi ?

— C'est une piste qu'on ne peut pas négliger. Ça ne fait aucun doute que les assassins de Pavel Kurka et Roger Missang sont les mêmes.

Envame tendit le rapport d'enquête à Boukinda.

— S'agissant de Pavel Kurka, il n'y a rien làdedans qui pourrait nous mener à ses assassins.

Boukinda feuilleta le rapport qui faisait quelques pages. Envame le lui résuma :

— Il reprend en partie les rumeurs qui ont couru après sa mort. À savoir qu'il aurait été piégé par une de ses maîtresses. Pavel Kurka a été découvert au petit matin dans sa voiture par une dame qui allait aux champs. C'est elle qui a alerté les gendarmes du Cap Estérias. Quand ils sont arrivés sur les lieux, ils ont découvert son identité. Ils ont tout de suite appelé le ministère de la Défense nationale qui a confié l'affaire au B2 dès les premières heures. Les gars du B2 ont passé la voiture au peigne fin. Ils n'ont rien trouvé. Kurka a été tué d'une balle dans la poitrine. À bout portant. Les enquêteurs ont découvert quelques jours plus tard qu'il avait été tué par sa propre arme. Celleci n'a jamais été retrouvée jusqu'à ce que nous apprenions à notre tour qu'elle a été utilisée dans l'assassinat de Roger Missang.

— Des témoins ?

— Aucun. Comme si elles s'étaient donné le mot, les maîtresses connues de Pavel Kurka interrogées par le B2 se trouvaient à l'étranger au moment de sa mort.

Boukinda sourcilla. Envame le rassura :

— Cela n'a rien d'étrange. À ce qu'il paraîtrait, Pavel Kurka était très généreux avec les femmes.

Boukinda se leva :

— J'ai demandé à Mondjo de me trouver les articles que Roger Missang aurait écrits sur la mort de Pavel Kurka.

— Je vais préparer un résumé du rapport d'enquête du B2 pour le commandant.

— OK. Si tu as besoin de moi, je suis dans mon bureau.

4

À 17 heures, le commandant Kouna reçut Boukinda et Envame dans son bureau pour leur faire le briefing sur sa visite au ministère de la Défense nationale en compagnie du procureur de la République.

— Roger Missang sera enterré demain matin au cimetière de Plaine Niger, dit-il dès que les deux gendarmes prirent place en face de lui. L'opposition a fait la demande d'une marche pacifique auprès du ministre de l'Intérieur. Celui-ci la lui a accordée. Plus de 800 policiers seront mobilisés afin d'éviter tout débordement. Quelques agents de la DGDI[43] infiltreront le cortège pour repérer les éventuels casseurs. La marche partira de Plaine Niger après l'enterrement pour le rond-point de la Démocratie où les membres de l'opposition et de la société civile animeront un meeting.

Kouna poursuivit aussitôt sans se départir de son ton grave :

— Le procureur de la République va faire une déclaration ce soir à la télé au sujet de la douille qu'on a retrouvée sur Roger Missang. Mais on attendra que le journaliste soit enterré pour annoncer officiellement que cette douille provient de la même arme que celle qui a tué Kurka en 2003.

— Je suis de votre avis, mon commandant, dit Boukinda. J'ai parlé tout à l'heure avec Gaspard Mondjo. Pour lui, il est fort probable que la mort de Pavel Kurka et celle de Roger Missang ne visent qu'un seul but : mouiller notre ministre afin de l'empêcher de briguer la succession du président de la République.

— Nous avons évoqué la question avec son directeur de cabinet. Il nous a affirmé que le ministre de la Défense nationale n'a rien à voir avec ces deux meurtres. Beaucoup de faisceaux nous indiquent qu'il s'agit là d'un complot visant à lui nuire. Il pourrait bien avoir été ourdi par l'opposition ou par quelques dignitaires du régime qui lui sont hostiles.

— Nous ne sommes pas les seuls à savoir que l'arme qui a tué Pavel Kurka est la même que celle qui est à l'origine de la mort de Roger Missang. Ceux qui sont derrière ce meurtre le savent aussi. Et s'ils divulguent cette information avant nous à la presse, cela pourrait mettre le feu aux poudres lors de l'enterrement. Et si le but visé est bien de nuire à notre ministre, il n'y aura pas meilleure occasion. Et nous ne serons guère épargnés. On n'hésitera pas à nous accuser de ne pas être impartiaux dans notre enquête.

— C'est pourquoi le procureur interviendra tout à l'heure à la télévision pour prendre les devants.

— Les commanditaires du meurtre de Roger Missang ont dû recruter

un escadron de demi-sels prêts à tout pour quelques poignées de millions, dit Envame. Si c'est le cas, il est fort probable que quelqu'un ait eu vent de ce meurtre.

Envame se tourna vers Boukinda en poursuivant :

— Il est peut-être temps que nous mettions nos indics sur l'affaire.

Le commandant Kouna leur donna son feu vert.

* *

*

Au JT de 20 heures sur la première chaîne de télévision nationale, le procureur de la République déclara que les agents de la Direction générale des recherches chargés de l'enquête avaient réussi à déterminer le type d'arme qui avait été utilisé dans l'assassinat de Roger Missang grâce à la douille retrouvée près de son corps. Pour des raisons d'enquête, il ne pouvait révéler le type d'arme dont il s'agissait. Toutefois, il regretta le manque de coopération de la rédaction des *Échos du sud* qui s'abritait derrière le secret professionnel pour empêcher les enquêteurs de mener à bien leur mission.

À la fin du JT, la chaîne diffusa une émission spéciale sur le séjour du président de la République à Addis-Abeba lors de la réunion extraordinaire de l'Union africaine. Celui-ci était rentré à Libreville en début d'après-midi. Interrogé par un journaliste de RFI dans le salon d'honneur de l'aéroport Léon Mba de Libreville, le président gabonais avait déclaré avec son franc-parler légendaire : « Je regrette que certaines forces de l'opposition profitent de la tragédie qui a frappé la famille Missang. J'ai donné des instructions fermes au gouvernement pour qu'une enquête transparente et impartiale soit menée afin que les auteurs mais aussi les commanditaires, quels qu'ils soient, soient rapidement traduits en justice. Les médias et les organisations internationales de défense de la liberté de la presse seront informés sur le déroulement et les avancées de l'enquête, dans le respect bien sûr du secret de l'instruction. J'ai demandé au ministre de l'Intérieur d'assurer la protection des journalistes qui en feront la demande afin qu'un tel drame ne se reproduise plus. Dans les prochains jours, je recevrai la famille du journaliste pour lui témoigner ma compassion et ma solidarité. »

---

[43] Direction générale de la documentation et de l'immigration.

À LA UNE

gros titre + photo
Le président de la République

de retour d'Addis-Abeba

gros titre + photo
Le président de la République élu médiateur
de la crise ivoirienne par ses pairs

Assassinat de Roger Missang
À qui profite le crime ?

Eaux et forêts
48 agents prêtent serment

Marine marchande
Le mouvement d'humeur suspendu

Des écoliers fauchés par un véhicule à Lalala

Samedi

1

Ce matin-là, le capitaine Jacques Owoula était arrivé au bureau à 8 heures. Il devait renter chez lui à *la rompée*[44] à 17 heures car c'était l'équipe de Koumba qui allait assurer la permanence de nuit durant le week-end.

Le policier était en train de mettre un peu d'ordre sur son bureau lorsque le sergent Ella se pointa comme à son habitude sur le seuil. Owoula eut droit à tous les honneurs dus à son rang :

— Mes respects, capitaine ! s'exclama Ella droit comme une aiguille.

— Repos, sergent !

Ella s'exécuta et s'avança vers Owoula.

— Il y a une femme qui demande à voir un enquêteur.

— À quel sujet ?

— Je ne sais pas, mon capitaine.

— Envoie-la au bureau des enquêteurs si c'est pour une plainte.

— Elle a dit qu'elle veut parler à un supérieur. C'est pourquoi je suis venu vers vous, mon capitaine.

Owoula se demanda de quoi il pouvait bien s'agir. Il haussa les épaules.

— Très bien. Fais-la venir.

Le sergent Ella se carapata. Il réapparut quelques minutes plus tard flanqué d'une femme d'un âge assez avancé vêtue d'un complet de pagnes trois pièces. Elle poussa devant elle une jeune fille d'une quinzaine d'années. Ella referma la porte sur les talons de l'adolescente et se dirigea vers le bureau des enquêteurs pour faire la causette.

Une minute plus tard, il vit le capitaine Owoula surgir de son bureau en coup de vent pour se diriger vers le cagibi du colonel Essono.

Owoula donna un coup sur la porte du bureau du colonel et n'attendit pas que celui-ci l'autorise à entrer. Il déballa aussitôt ce qu'il avait sur le cœur.

— On a un nom, colonel !

— Quel nom ?

— Le nom de l'auteur des vidéos cochonnes sur les deux jeunes filles qui se sont suicidées.

— Qui c'est ?

— Un certain Patrice Mercier.

Patrice Mercier. Ce n'était pas un nom gabonais.

— Un Blanc ? demanda Essono.

— Un Français. Il logerait à l'Hôtel Deux Rivières à Glass. Il se ferait passer pour un photographe d'une agence de mannequinat ou de mode, on ne sait pas trop.

— Comment tu le sais ?

— Une femme a débarqué dans mon bureau il y a quelques minutes avec sa fille. Elle était la copine de l'une des victimes. Sabine Mabiala. Elle se souvient avoir accompagné Sabine à l'Hôtel Deux Rivières pour y rencontrer ce Patrice Mercier quelques jours avant la publication des vidéos sur internet.

— Prends autant d'hommes que tu veux avec toi. Le temps presse, tu signeras ta feuille de mission plus tard.

Dans le couloir qui menait à son bureau, Owoula sonna le tocsin. Tous les agents de permanence ce jour-là se retrouvèrent dans la cour.

---

[44] Fin de la journée de travail.

2

À l'origine, le quartier Glass était le village du roi Ré-Ndama. Anglophile convaincu, il avait un net penchant pour l'eau-de-vie. Les marins anglais avec lesquels il commerçait lui avaient donné le surnom de « Glass ». On raconte que sous l'effet de l'alcool, il avait cédé ses terres à la France en mars 1844, privant ainsi la couronne britannique d'y installer une factorerie et ouvrant la voie à la colonisation française sur les côtes gabonaises.

Autrefois appelé « le village du milieu » à cause des deux rivières qui l'emmuraient, Glass est devenu un quartier à la fois résidentiel et commercial. On y trouve des bars, des restaurants, des boîtes de nuit, des hôtels et des supermarchés.

L'Hôtel Deux Rivières, bâti deux ans plus tôt sur les ruines d'une demeure coloniale en prévision de la coupe d'Afrique des nations que s'apprêtaient à organiser conjointement le Gabon et la Guinée équatoriale, était réputé comme l'un des établissements les plus huppés de la capitale depuis que l'Intercontinental était tombé en désuétude. Plusieurs délégations étrangères y séjournaient lors des manifestations internationales organisées à Libreville.

Owoula fut le premier à mettre le pied à terre sur le parking réservé à la clientèle. Il avait décidé de mener l'abordage en douceur, afin d'éviter que leur client ne leur file entre les mains.

Il mesura des yeux les trois étages qui formaient le bâtiment. Il n'avait jamais couché dans cet hôtel. D'ailleurs, il n'en avait pas les moyens. Il préférait les petits motels discrets qui poussaient dans la capitale comme des champignons. Il était sûr à cent pour cent de ne jamais y croiser sa belle-mère en sortant d'une chambre au bras d'une jolie greluche. Pour un abonné assidu de la cuisse tarifée comme lui, il ne pouvait pas rêver mieux. La panthère vit toujours dans les fourrés.

Owoula demanda à Moupaya et Owone de boucler l'entrée de l'hôtel. Ensuite, il invita Minko, Mabanda, Bibalou et Allogho à le suivre.

Une fois dans le hall, Owoula tourniqua sur luimême, stupéfait par le luxe insolent, avant de se diriger vers l'accueil. Une jolie fille en uniforme noir, les cheveux nattés, répertoriait des factures sur son ordinateur. Owoula frappa sur le comptoir pour attirer son attention. Celle-ci releva la tête en roulant une mèche de cheveux sur sa tempe droite, retourna ses factures lorsqu'elle vit Owoula et sa suite. Elle pensa tout de suite à un contrôle de routine des agents du ministère du Tourisme commandé par la hiérarchie de l'hôtel.

— Bonjour, messieurs. Qu'est-ce que je peux faire pour vous ?

demanda-t-elle avec un sourire Colgate.

— Vous avez un client ici du nom de Patrice Mercier ?

— Attendez un instant, le temps que je vérifie.

Owoula la vit manipuler le clavier de ses doigts manucurés.

— Monsieur Patrice Mercier occupe la chambre 142. Troisième étage.

— Vous savez s'il est en ce moment dans sa chambre ou dans l'hôtel ?

— J'ai pris mon service il y a un quart d'heure. Mais je peux appeler, si vous le voulez, pour savoir s'il est dans sa chambre.

Elle décrocha le combiné du téléphone.

— Vous pouvez me donner votre nom ?

— Non, pas la peine de l'appeler. Ça ne lui plaira sûrement pas de savoir que je suis là avec mes hommes.

La réceptionniste roula des yeux gros comme ça. Owoula l'affranchit en sortant aussitôt sa carte d'OPJ.

— Police judiciaire.

— Il y a un problème monsieur ?

— Nous recherchons monsieur Patrice Mercier pour affaire le concernant.

— Dans ce cas, attendez que j'appelle mon responsable.

Owoula tourna sur ses talons. Il entendit la réceptionniste au téléphone : « Vous pouvez descendre, monsieur ? On a un problème. Des agents de la police judiciaire sont là. Ils recherchent un de nos clients… »

Owoula distribua les rôles comme un metteur en scène :

— Bibalou et Allogho, vous prenez les escaliers, dit Owoula. Arrêtez tous les toubabs que vous croisez. Minko et moi, on prend l'ascenseur. On se retrouve au troisième étage. Les premiers qui arrivent attendent les autres.

Avant d'emprunter le couloir qui menait aux ascenseurs, Owoula se retourna. Il vit Moupaya et Owone devant l'entrée de l'hôtel. Il leur demanda d'un signe de la main de boucler l'établissement.

Owoula et Minko poursuivaient leur chemin quand une voix les héla :

— Eh, vous deux là, où est-ce que vous allez comme ça ? On n'est pas à Mont-Bouët[45] ici.

Owoula et Minko se retournèrent. Ils virent un type en costard noir qui courait vers eux.

— Police ! Et vous, vous êtes qui ? lui demanda Owoula.

— Je m'appelle Paulin Mvou. Je suis le responsable de la clientèle.

— Nous recherchons un de vos clients. Patrice Mercier.

L'ascenseur s'ouvrit. Deux personnes en descendirent, un homme et

une femme. Owoula et Minko s'y engouffrèrent. Paulin Mvou aussi.

— Qu'est-ce qu'il a fait ?

— Il est recherché pour avoir publié des photos des jeunes filles à poil sur internet.

— Non, pas possible, ce n'est pas du même type que nous parlons. Patrice Mercier est un homme gentil, sympathique. Il n'hésite pas à laisser des gros pourboires.

— Il faut vous méfier des gens très gentils comme lui. Depuis combien de temps il séjourne dans votre hôtel ?

— Trois semaines. Il a réservé pour un mois et payé cash.

— Il recevait des filles ici ? Je veux dire des gamines.

— Vous savez, nous ne nous occupons pas de la vie privée de nos clients. À dire vrai, oui, des jeunes filles le demandaient à la réception. Il descendait les chercher, leur offrait un café et montait ensuite avec elles. On pensait que c'était lié à son travail de photographe de mode.

— À quoi il ressemble ?

— C'est un monsieur de plus de 50 ans avec une barbe blanche assez fournie. Il porte des jeans sur les fesses comme les jeunes qu'on croise dans la rue.

L'ascenseur vomit les trois hommes au troisième étage. Bibalou et Allogho s'y trouvaient déjà. Ils rejoignirent Owoula.

— C'est par ici, la chambre 142.

Les policiers suivirent Paulin Mvou.

— C'est là.

Bibalou, Allogho et Minko prirent place des deux côtés de la porte, armes aux poings. Owoula sortit la sienne. Au bout du couloir, une porte s'ouvrit. Une femme de ménage sortait d'une chambre avec un chariot.

— Dis à ta *boyesse*[46] de dégager avec son chariot, murmura le policier à l'oreille de Paulin Mvou. Il risque d'y avoir du grabuge.

Paulin Mvou demanda à l'employée de regagner la chambre d'où elle venait et de s'y enfermer. Elle s'exécuta aussitôt en voyant les armes des policiers.

Owoula adressa un signe de tête à Paulin Mvou. Celui-ci donna trois coups sur la porte de la chambre 142 en criant :

— Monsieur Patrice Mercier ?

Personne ne répondit. Il rebissa les mêmes coups et la même question. Toujours rien. Il sortit son passe. Il ouvrit la porte et s'en écarta aussitôt. Les premiers à se ruer comme un coup de vent dans la pièce furent Minko et Allogho. Owoula et Bibalou les suivirent aussitôt. Il n'y avait qu'une table de travail, une télévision éteinte accrochée au mur comme un

tableau et un lit dans lequel personne ne semblait avoir dormi. Ce fut la première impression qu'eut Owoula. Et il n'était pas à côté de la plaque. Minko émergea de la salle de bains les bras ballants.

— Il n'y a personne.

Allogho ouvrit le placard. Il était vide.

Patrice Mercier semblait avoir pris ses jambes à son cou avant l'arrivée des flics. Owoula se tourna vers Paulin Mvou qui se tenait debout sur le seuil de la porte.

— Il n'est pas ici. Vous l'avez vu ce matin ou hier soir ?

— Pas ce matin, mais hier soir, oui. Il est rentré à l'hôtel aux alentours de 21 heures. Une heure plus tard, il a demandé à ce qu'on lui monte un café.

— Il a donc bien dormi ici hier soir ?

— Je crois, oui.

— Qui a rangé sa chambre ce matin ?

— Je vais me renseigner.

Paulin Mvou alla téléphoner dans le couloir. Minko l'entendit demander :

— Julie, tu peux me dire qui s'est occupé ce matin de la 142 ?

— Attends que je regarde l'emploi du temps… Marianne Moussavou.

— Où est-elle en ce moment ?

— Au deuxième.

— Trouve-la et dis-lui de me retrouver à la 142. Ça urge. Demande autour de toi si quelqu'un a vu Patrice Mercier. Tu sais, le photographe de mode qui occupe la 142.

Paulin Mvou revint dans la pièce.

— Alors ? demanda Owoula.

— La technicienne de surface qui a fait le ménage de la chambre arrive.

Les policiers n'attendirent pas longtemps. Quelques minutes plus tard, une femme d'une quarantaine d'années au visage *ambifié*[47] se présenta sur le seuil de la porte.

— Vous m'avez demandé, monsieur ?

Paulin Mvou se retourna.

— Bonjour, Marianne. On m'a dit que c'est toi qui as rangé cette chambre.

Marianne opina du chef. Elle était visiblement apeurée. Ses mains tremblaient. Elle regarda les hommes qui se tenaient debout derrière son chef. Elle ne comprenait pas leur présence dans la pièce. Sa peur

n'échappa pas à son chef :

— N'aie crainte, Marianne. Ces hommes sont de la police. Ils recherchent monsieur Mercier, le client qui occupe cette chambre.

Owoula s'avança vers elle :

— À quelle heure tu as rangé la chambre ?

— 8 h30.

— Patrice Mercier était-il dans sa chambre quand tu es arrivée ou tu l'as peut-être croisé dans le couloir ?

— Non, je ne l'ai pas vu.

— Nous n'avons pas trouvé ses affaires dans le placard. Tu les as vues quand tu as nettoyé la chambre ?

— Sa valise était posée au pied du lit. Je ne l'ai pas touchée. J'ai fait le lit, j'ai lavé la douche, j'ai passé l'aspirateur puis je suis passée à la chambre suivante.

— Merci. Tu peux retourner travailler.

Paulin Mvou raccompagna Marianne Moussavou dans le couloir. Au même moment, le téléphone grelotta dans la poche de son pantalon. Il décrocha. La conversation fut courte. Il retrouva les policiers dans la chambre.

— Un de nos portiers a vu Patrice Mercier quitter l'hôtel à bord d'un taxi il y a près d'une heure, dit-il.

— Où est-ce qu'il allait ? demanda Owoula.

— Quand le portier lui a demandé s'il nous quittait, il lui a répondu qu'il se rendait à Port-Gentil pour des séances photos.

— On sait par quel moyen il se rend à Port-Gentil ? Le bateau, l'avion ?

— Il a dû prendre le bateau au Port-Môle.

Les policiers se ruèrent vers la sortie au pas de course. Dans l'ascenseur, Minko cadeauta Owoula d'un léger coup de coude dans les côtes :

— Ça fait plus d'une heure que Patrice Mercier a quitté l'hôtel. Il doit déjà être loin.

— Il va à Port-Gentil. On pourra toujours le coincer là-bas.

— Ça pourrait être un leurre. S'il a pris un vol pour Paris, on ne pourra jamais lui mettre la main dessus. Même par le biais d'Interpol.

— Comment ça ?

— La France n'extrade pas ses ressortissants. J'ai lu ça dans un journal. Il y a quelques années, deux Français ont fauché mortellement une femme à Tel Aviv en Israël. Ils ont fui en France. Depuis lors, la France refuse de les extrader en Israël pour qu'ils y soient jugés.

— Où est, là-dedans, la France des droits de l'homme dont on ne cesse de nous casser les oreilles tout le temps ?

Devant le silence de Minko, Owoula poursuivit :

— Les droits de l'homme, c'est des conneries inventées par les Blancs pour nous tenir par les couilles.

— Il faut qu'on alerte la police des frontières.

— Je ne crois pas qu'il ait pris un vol pour Paris. Tous les vols de Paris au départ de Libreville se font de nuit. Mais pour plus de précaution, appelle le bureau et demande à une équipe de se rendre à l'aéro-port Léon Mba.

Dans le hall, c'était la pagaille. Des clients qui voulaient sortir de l'hôtel gueulaient devant les mines impassibles de Moupaya et Owone.

Owoula se fraya un chemin suivi par ses hommes.

— On l'a eu ? demanda Owone sur le perron de l'hôtel.

— Il s'est barré avant notre arrivée pour le Port-Môle depuis une heure, dit Owoula. On a peut-être une chance de lui mettre la main dessus s'il n'a pas encore pris le bateau.

Paulin Mvou rattrapa Owoula dans le parking :

— Tenez, ça pourra vous servir.

Il tendait au policier la première page du passeport de Patrice Mercier.

— Voilà à quoi ressemble notre type, dit Owoula une fois dans la voiture aux côtés de Minko pendant que le reste des agents s'engouffrait dans les autres bagnoles.

La photo était assez floue mais il avait tout de même quelques informations. Patrice Alain Mercier, né le 27 novembre 1958 à Rouen.

---

[45] Marché principal de Libreville.

[46] Ménagère.

[47] Visage bruni par l'application des crèmes éclaircissantes.

3

Le Port-Môle était bâti sur l'ancien wharf de Libreville. Au départ, il était destiné à accueillir des hangars, des entrepôts et des bateaux de pêche. Après la construction du port en eau profonde d'Owendo à 15 km de Libreville, il servait désormais à assurer les liaisons maritimes entre la capitale, Port-Gentil et les pays de la sous-région, à recevoir des navires de faible tonnage, de cabotage ou de plaisance. Malgré les travaux d'agrandissement effectués entre 1962 et 1971, le Port-Môle n'avait pas cessé de s'envaser. Il manquait aussi cruellement d'équipements adaptés à la manutention du poisson.

C'était devenu un marché plus qu'autre chose. À ses abords s'étaient installés des restaurants, des supermarchés et des commerces d'alimentation générale tenus pour la plupart par des Libanais ou des *Ouestafs*[48]. Les Librevillois venaient s'y procurer des *embaumés*[49] et des produits frais de la mer. Ce qui créait une pagaille monstre sur les quais entre commerçants, clients, voyageurs et *cokseurs*[50] mais cette pagaille était un riflard sous lequel se faisaient toutes les magouilles : immigration clandestine, trafic de tabac-congo, de faux médicaments en provenance d'Asie ou du Moyen-Orient… Un an plus tôt, la brigade nautique de la gendarmerie nationale avait saisi sur les quais du port plus de 500 kg d'ivoire qui devaient être acheminés vers le Bénin. Avec le prix de l'ivoire qui triplait chaque année sur le marché noir asiatique, le Gabon était devenu la cible de tous les braconniers en Afrique centrale.

À l'entrée du port, les policiers durent arrêter leurs sirènes. Au poste de douane deux agents de la Société Gabonaise de Sécurité faisaient le pied de grue dans leurs uniformes élimés.

Owoula sortit sa carte d'OPJ et la présenta au gardien venu vers lui. Celui-ci fit signe à son collègue qui tira le portail rouillé, laissant passer Owoula et son cortège. Owoula trouva un bout de trottoir derrière un conteneur pour se garer. Les deux autres bagnoles allèrent se ranger quelques mètres plus loin.

Owoula et Minko rejoignirent Allogho, Moupaya et Owone.

— Le type que nous recherchons est un Blanc avec une barbe blanche assez fournie, dit Owoula. La photo sur la copie de son passeport n'est pas très nette. Elle doit dater de plusieurs années.

— Un toubab au milieu des nègres, chef, dit Allogho, ça se remarque comme un gros nez sur un visage.

Owoula lâcha la laisse à ses hommes. Il les regarda se faufiler dans la foule en direction du quai puis il se dirigea, flanqué de Minko, vers la réception de la Compagnie nationale de navigation intérieure qui assurait

les liaisons commerciales maritimes entre la métropole et la ville pétrolière de Port-Gentil. Owoula lâcha quelques coups de coudes et piétina quelques orteils pour parvenir jusqu'au guichet derrière lequel se tenait une hôtesse. Quand celle-ci l'aperçut, elle ouvrit la vitre et gueula :

— Tu fais la queue comme les autres sinon je ne te sers pas. C'est quoi ça ? Tu ne vois pas qu'il y a d'autres personnes avant toi ?

Elle referma la vitre aussi sec. Owoula déploya ses longs bras en forme de pagaie et lui colla sa carte d'OPJ sous les yeux. Elle ouvrit la vitre à nouveau.

— Surveille ta langue avant de parler aux gens. Tu ne sais pas qui est qui.

La foule des voyageurs commença à protester dans le dos d'Owoula. Minko les repoussa en criant : Police judiciaire. On en a pour quelques minutes ».

Il se retourna et vit qu'Owoula avait rejoint la fille.

— Combien y a-t-il de bateaux en partance pour Port-Gentil ce matin ? demandait le policier.

— Trois. Le premier aurait dû partir il y a près de quarante-cinq minutes. Il a pris du retard à cause d'une panne de moteur. Le second partira à midi et le dernier à 14 heures si tout se passe bien.

Owoula remercia ses ancêtres. Si le premier bateau pour Port-Gentil n'avait pas encore pris la mer, c'est que Patrice Mercier se trouvait encore quelque part dans le port à moins qu'il n'ait remis son voyage.

— Je suis à la recherche de cet homme. Tu l'as vu ?

La fille haussa les épaules.

— Je ne sais pas. Même si je l'avais vu, je ne pour-rais pas m'en souvenir. Il y a tellement des gens qui passent par ici.

— Tu as un carnet où tu notes les noms des passagers ?

— Non.

— S'il y a un naufrage, tu fais comment pour identifier les passagers ?

— On se réfère aux carnets de billets vendus.

— Alors réfère-toi à tes carnets pour trouver ce nom. Patrice Mercier.

— Je ne peux pas. Je n'ai pas le temps. Regardez vous-même. J'ai des clients qui attendent. Et je dois fermer dans une heure.

— Tu as des enfants ?

— Oui. Deux filles.

— Elles ont quel âge ?

— 8 et 12 ans.

— Alors écoute-moi bien. Le type que je recherche est un pédophile. Il

attire des jeunes filles dans un hôtel, il les filme nues et balance tout sur internet. Deux jeunes filles sont mortes à cause de ces films. Et l'une d'elles aurait pu être ta fille. Tu comprends maintenant ?

La guichetière sortit un carton sur lequel il était écrit au marqueur rouge « Guichet fermé ». La foule protesta. Allogho rejoignit Minko. Il lui murmura quelques mots à l'oreille. Minko donna un coup sur la vitre :

— On l'a trouvé, capitaine.

Owoula sortit du guichet.

— Où ça ?

— Au bout du quai.

— Seul ?

— Oui.

Minko et Owoula suivirent Allogho dans la foule. Quelques mètres plus loin, Allogho leur désigna du doigt un type debout sur le quai, une valise à ses pieds et un appareil photo en bandoulière. Le type fumait une clope mais les flics ne le voyaient que de dos. Il portait un jean bleu et une chemise à fleurs comme celles que portent les touristes.

— Ouais, c'est lui, confirma Owoula.

Il sortit son arme et la dissimula dans son dos. Les quelques personnes qui avaient suivi son geste s'écartèrent à son passage pendant que Minko et Allogho se faufilaient sur le flanc droit.

— Patrice Mercier ? demanda Owoula une fois à la hauteur du Français.

Patrice Mercier se retourna, une clope rougeoyant à la bouche. Owoula lui flanqua la crosse de son arme sur le front. Sous la surprise, Mercier perdit l'équilibre, se prit le pied dans les sangles de sa valise et se retrouva à terre. Allogho et Minko se jetèrent sur lui. Owoula lui replia les mains dans le dos et lui passa les menottes sous les cris des voyageurs affolés.

---

[48] Ressortissants de l'Afrique de l'Ouest.

[49] Poulet importé d'Europe.

[50] Personne servant d'intermédiaire auprès des passagers.

4

Dès leur arrivée à la PJ, les policiers avaient conduit Patrice Mercier dans le bureau du capitaine Pierre Koumba qui devait prendre son service trois heures plus tard. Owoula et Minko s'étaient mutuellement auto-désignés pour mener l'interrogatoire du Français avec l'approbation du colonel Lambert Essono. La torture était génerlement admise dans les différents commissariats de Libreville. Mais si Owoula et Minko étaient bien connus pour ça dans la maison poulaga, ils s'étaient abstenus de conduire Patrice Mercier au Purgatoire. Ils craignaient qu'avec un bon avocat, le Français ne s'en tire pour coups et blessures. Dans la voiture qui les ramenait au bureau, Moupaya et Owone s'étaient déchaînés sur Mercier. Il avait fallu l'intervention d'Owoula pour *baisser leurs cœurs*[51]. Mercier s'était retrouvé avec un œil au beurre noir et le nez qui pissait de la vinasse après le coup de boule que lui avait donné Owone.

Le Français était assis sur une chaise métallique au milieu de la pièce, les mains dans le dos. Sa chemise déboutonnée, mouchetée de sang, laissait entrevoir une poitrine poilue. Il regardait les flics d'un air hagard, semblant très éprouvé par l'interrogatoire auquel il avait été soumis. Mais c'était un leurre. Le Français n'avait rien lâché. Owoula et Minko commençaient à perdre leur patience.

Minko se tenait debout en face de Mercier. Owoula posa son croupion sur le rebord de la table.

— Bon, on va reprendre tout à zéro, dit-il. Cette fois, pas de bobards.

Il pêcha son passeport sur le bureau.

— Si j'en crois ton passeport, l'ambassade du Gabon à Paris t'a délivré un visa de court séjour d'un mois. Il doit expirer dans une semaine jour pour jour. Quel est l'objet réel de ta venue au Gabon ?

— Je vous l'ai déjà dit, répondit Mercier d'une voix faible. Je suis photographe indépendant. Je recherche pour le compte des agences de mannequinat des jeunes filles ou garçons originaires de l'Afrique maghrébine ou subsaharienne.

— C'est pour cette raison que tu as tour à tour séjourné l'année dernière à Marrakech au Maroc, à Mombassa au Kenya et à Hammamet en Tunisie ? demanda Minko.

— Oui.

— Tu mens. Tu es un pervers. Ton boulot de photographe, c'est un moyen qui te permet d'approcher des jeunes à qui tu vends du vent. Ces pays dans lesquels tu t'es rendu l'année dernière sont tous connus comme étant des paradis du tourisme sexuel.

— Je ne vois pas de quoi vous parlez.

— Ah ouais ? Eh bien, regarde ces jeunes filles.

Minko lui mit sous les yeux les photos de Sabine et d'Émilie pour la énième fois. Mercier détourna la tête :

— Vous me les avez déjà montrées. Et je vous ai dit que je n'ai jamais rencontré ces filles.

— Tu en es sûr ?

— Oui.

— Je te rappelle qu'elles se sont suicidées après la publication de vidéos les montrant à poil sur Internet. Et nous avons un témoin qui affirme que tu connaissais l'une d'elles.

Owoula lui montra la photo de Sabine :

— Celle-là.

— Ce sera la parole de votre témoin contre la mienne.

— Tu as l'air sûr de toi. Tu crois que ton avocat va te sortir du pétrin dans lequel tu es ?

— Je n'ai pas besoin d'un avocat. Vous n'avez rien contre moi. Pas la moindre preuve.

— La chambre dans laquelle ont été tournées les vidéos ressemble beaucoup à celle que tu occupais à l'Hôtel Deux Rivières.

— Toutes les chambres de cet hôtel sont aménagées de la même manière. Ces vidéos ont pu être tournées dans une autre chambre que la mienne.

— Tu sembles avoir réponse à tout.

— Vous me posez des questions. Je réponds. Et je ne dis que la vérité.

Au même moment, Abel se montra sur le seuil de la porte, un ordinateur portable sous le bras. C'était celui que les policiers avaient trouvé dans la valise de Patrice Mercier. Owoula avait appelé l'informaticien après l'arrestation du Français. Le policier le rejoignit sur le pas de la porte.

— J'ai trouvé quelque chose, dit l'informaticien. Caché dans un fichier codé.

Abel cliqua sur une touche. Les photos de Sabine Mabiala, Émilie Safou et d'autres jeunes filles défilèrent en diaporama sur l'écran. Elles étaient toutes nues. Owoula tenait là la preuve qui lui manquait.

— J'ai fouillé l'historique des sites qu'il a visités sur internet, reprit l'informaticien. Et voilà comment il attirait les jeunes filles.

Abel fit voir au policier un message publié des dizaines de fois sur différents sites de rencontres et réseaux sociaux sous le pseudo de « Louis 14 »: « Photographe de passage à Libreville recherche pour le compte de

plusieurs agences de mannequinat des jeunes filles. »

Owoula retourna dans la pièce avec l'ordinateur. Il déclencha le diaporama sous les yeux de Mercier :

— Tu disais ne pas connaître ces deux filles. J'ai la preuve que tu mens.

— Ces photos, j'ai pu les télécharger sur Internet par inadvertance, dit le Français.

Owoula se pencha vers Mercier :

— Vous, les Français, vous croyez que tout vous est permis en Afrique. Chômeur chez vous, quand vous arrivez ici, vous avez un bon travail avec des primes de soleil, de moustiques et je ne sais quoi encore. Mais quand un Africain commet un délit en France, il est condamné et envoyé au gnouf. Tu vas prendre plus de vingt ans de taule pour débauchage, prostitution de mineurs et homicide. Et Sarkozy ne viendra pas te sortir de taule pour que tu ailles purger ta peine dans une prison dorée en France.

Owoula cracha sur le visage de Mercier. Le Français resta silencieux. Ella entra dans la pièce.

— Les journalistes sont là.

Owoula souleva Mercier par le col de la chemise :

— Allez debout ! Tu as une séance de shooting photos avec la presse nationale.

Ella ôta les menottes à Mercier et le conduisit dans la cour où il devait être photographié avec les portraits de Sabine et Émilie sur le poitrail selon le scénario conçu par les policiers.

Dans le couloir, Owoula demanda à Minko :

— Tu en sais un rayon sur les pédophiles. Où estce que tu as appris tout ça ?

— Je n'en sais pas plus que toi, capitaine. Il m'arrive souvent d'acheter des revues à la libraire-par-terre de la gare routière. Et c'est comme ça que je suis tombé sur un article parlant de la pédophilie et des pays africains qui sont devenus le paradis pour des occidentaux fortunés.

Patrice Mercier était une sorte de pédophile globe-trotter. Après avoir longtemps sévi en France, il avait élu l'Afrique comme laboratoire de ses déviances sexuelles. Manipulateur doté d'une force de persuasion incroyable, il se planquait sous sa casquette de photographe pour approcher ses victimes. Mais manque de pot, il avait pris la mauvaise destination en posant ses valises à Libreville.

51 Calmer.

5

Ce que craignait le lieutenant Louis Boukinda la veille était arrivé. À la une du quotidien *La Résistance*, ce titre :

« Assassinat de Roger Missang : À qui profite le crime ? »

Boukinda avait feuilleté le journal jusqu'à la page 3 :

« *Hier soir, le procureur de la République, Vincent Alaba, a annoncé sur le plateau de la télévision natio nale que l'arme qui avait tué Roger Missang avait été identifiée par les agents de la Direction générale des recherches grâce à une douille retrouvée près du corps du journaliste. Mais pour les besoins de l'enquête, le procureur de la République s'est abstenu de révéler de quel type d'arme il s'agissait. Or, selon une source bien informée, l'arme qui aurait tué Roger Missang – un Skorpion VZ61 – serait la même que celle qui avait donné la mort cinq ans plus tôt à Pavel Kurka, le chef de la sécurité rapprochée de l'actuel ministre de la Défense nationale.* »

La suite de l'article mettait ouvertement en cause le ministre de la Défense nationale dans la mort du journaliste et doutait de l'impartialité de la Direction générale des recherches à mener cette enquête.

Boukinda s'était rappelé les propos de Gaspard Mondjo la veille : « Ils savent avant toi et moi que l'arme qui a tué le journaliste est la même que celle qui a assassiné à Pavel Kurka. Ils pourraient mettre le feu aux poudres en le révélant à la presse ».

Boukinda avait retrouvé le commandant Kouna dans son bureau dans l'après-midi. La même édition du journal *La Résistance* trônait sur son bureau. Boukinda avait compris que son chef avait lui aussi lu cet article.

— D'où pourrait venir la fuite ? demanda Kouna. De l'identité judiciaire ?

— Sûrement pas. Mais plutôt de ceux qui sont derrière l'assassinat du journaliste. On ne pourra pas compter sur les journalistes de *La Résistance* pour nous donner leur source. Cette affaire est pour eux du pain béni.

Kouna poussa un soupir.

— Le complot se précise de jour en jour. Boukinda en vint au sujet qui l'intéressait le plus.

— Qu'en est-il de la situation sur le terrain ?

— D'après les dernières informations que j'ai en ma possession, les manifestants ont quitté le rond-point de la Démocratie il y a une heure. On déplore quelques blessés mais il n'y a pas eu mort d'hommes.

Quelques heures plus tôt, Roger Missang avait été inhumé au cimetière de Plaine-Niger. Plusieurs personnalités avaient assisté aux funérailles. Le secrétaire général du ministère de l'Information, dépêché pour

représenter le ministre empêché, avait été hué. Puis une marche avec à sa tête des membres de la société civile et de l'opposition s'était dirigée vers le rond-point de la Démocratie. Autrefois, ce rond-point s'appelait rond-point du 12 mars en souvenir de la date de création du Parti démocratique gabonais créé le 12 mars 1968. Après l'avènement du multipartisme en 1990, il avait été rebaptisé. Au fil des années, ce rond-point était devenu le lieu par excellence de la contestation.

En cours de route, des manifestants avaient voulu modifier l'itinéraire autorisé par le ministère de l'Intérieur pour aller manifester devant le ministère de la Défense nationale brandissant des pancartes sur lesquelles il était écrit « Baby Zeus, dégage ! », « Baby Zeus assassin ! ». Les forces de l'ordre avaient quadrillé le quartier du Plateau et étaient intervenues avec des gazs lacrymogènes pour disperser la foule.

— Combien étaient-ils dans la rue ? demanda Boukinda.

— Près de 1 500 selon la préfecture de police. Probablement plus.

— Il faut s'attendre à d'autres manifestations.

— Je le crains si on n'a pas la moindre piste d'un suspect dans les jours qui suivent.

6

Les États-Unis d'Akébé étaient une agglomération de townships version locale connus comme le bastion du pouvoir. Le quartier était majoritairement habité par les Batéké, une ethnie à laquelle appartenait le président gabonais.

À 18h 30, le capitaine Pierre Koumba gara son 4x4 au ras du trottoir en face de l'enseigne lumineuse du bar Les Retrouvailles. Le maquis était le repaire des voyous de la ville qui s'y retrouvaient les samedis mouvementés pour faire la fête avec le pognon de leurs magouilles. Les nervis librevillois n'étaient pas connus pour leur discrétion.

Les Retrouvailles étaient tenues depuis plusieurs années par un Camerounais du nom de Papy. Une vieille connaissance de Koumba. Papy avait un casier judiciaire long comme les rails du Transgabonais.

Avant de se reconvertir dans le commerce de la bière, Papy avait fait partie d'une bande de braqueurs qui brigandaient à visage découvert. Il avait pris plusieurs années de taule et s'était rangé à sa sortie. Koumba et Owoula, qui l'avaient arrêté lui et sa bande, en avaient fait leur indic.

Une fois le pied à terre, le policier laissa passer un taxi reconnaissable à ses larges bandes rouges et bleues puis traversa la rue faiblement éclairée. À la terrasse du bar, quelques types buvaient des Régab, la bière locale, à même le goulot et sifflaient des jeunes filles à peine pubères qui passaient sur le trottoir. Les vicelards !

Il n'y avait pas grand monde dans le bar à cette heure. Koumba se dirigea vers le comptoir. Il aperçut Papy de dos, la tête plongée dans le congélateur. Il donna un coup sur le zinc. Le Camerounais se retourna et se trouva nez à nez avec Koumba. Il posa deux bouteilles de Castel sur le comptoir, s'essuya les mains avec un torchon posé sur son épaule et appela une de ses serveuses pour servir ceux qui avaient commandé les bières puis il suivit Koumba dans un coin du bar qu'il avait aménagé pour les clients qui cherchaient la discrétion.

Au passage, Papy avait raflé un verre et une bouteille de liqueur. Il savait que Koumba ne buvait pas de bière parce qu'il craignait de devenir un *Michelin*[52] à cause de la mousse.

Papy serra l'os du policier et posa la bouteille sur la tablette. Il lui versa une bonne rasade. Koumba ne s'en plaignit pas. Les policiers gabonais étaient connus comme des *canneurs*[53]. C'était un cliché qui avait la vie dure. Koumba siffla le verre d'un trait. Il souffla comme une forge. Sa bouche était en feu. Pourtant, d'un geste du menton, il demanda à Papy de le resservir. Le Camerounais s'exécuta. Mais Koumba ne but pas son verre, il prit des nouvelles de la famille du Camerounais puis il en

vint à la raison de sa visite :

— Je suis à la recherche d'un de tes compatriotes. Docteur. C'est son surnom. Il s'appelle en réalité Kamga René.

— Encore un Bamiléké, dit Papy avec un certain dédain.

Papy était un Douala originaire du littoral. Il ne semblait pas porter les Bamiléké dans son cœur. Arrogants, ils se prenaient pour les plus riches et les plus intelligents du Cameroun.

— Il fait dans le trafic de faux documents : passe-port, permis, acte de naissance, diplôme et tout le reste. Lui et ses complices se sont fait le chéquier d'un ancien ministre. Ils lui ont pris quelques miettes et on a réussi à mettre la main sur l'un d'eux mais Docteur a mis les voiles. Il habitait à Atong-Abé.

— Comment il s'appelle le gars que vous avez arrêté ?

— Boa. C'est un sujet équato-guinéen.

Papy secoua la tête comme pour signifier au policier qu'il ne connaissait pas le *mectard*[54] en question.

Koumba tendit une photo à Papy.

— C'est lui Docteur. Essaie de savoir où il se planque ou s'il a quitté le pays. Il serait probablement en cavale avec un autre de ses complices. Un certain Pitchou.

Pitchou. Ce nom fit tilt dans la tête de Papy. Il connaissait un mec qui portait ce nom. Mais il ne savait pas si c'était le même gars dont parlait Koumba. Pour plus de précaution, il n'en parla pas au policier.

Papy fit discrètement disparaître la photo de Docteur dans la poche de son pantalon.

— Je t'appelle dès que j'ai quelque chose.

Koumba descendit son verre d'un coup sec.

---

[52] Avoir de l'embonpoint.

[53] Soulards.

[54] Type ou mec.

À LA UNE

gros titre + photo
Première étape de la tournée républicaine
le chef de l'État attendu à Mouila

titre + photo
Roger Missang en sa dernière demeure

titre + photo
Heurts en marge des obsèques de Roger Missang

gros titre + photo
Un pédophile français à Sans Famille

gros titre + photo
Un Français sous les verrous

gros titre + photo
Néocolonialisme : la coupe est pleine

bandeau
Il tue sa maîtresse et se suicide

Lundi

1

Quand Pierre Koumba et Jacques Owoula retrouvèrent le colonel Lambert Essono dans son bureau à 9 heures pour leur rencontre hebdomadaire, celui-ci découpait un article du quotidien national *L'Union*. Le titre de l'article n'échappa pas aux deux policiers qui eux aussi l'avaient lu une demi-heure plus tôt.

« Un pédophile français à Sans-Famille[55] »

Le colonel enchâssa l'article dans un cadre flambant neuf. Il le tendit à Owoula qui se chargea de l'accrocher au mur parmi d'autres cadres pleins de coupures de journaux qui illustraient les arrestations menées depuis son arrivée dans la maison. Ces coupures de journaux étaient des trophées que Lambert montrait fièrement à ses visiteurs.

Essono recula dans son fauteuil et sortit une bouteille à moitié entamée et trois verres de l'un des tiroirs de son bureau. Les deux policiers se regardè-rent. En général, Essono ne trinquait pas de bonne heure. Apparemment, il semblait être de bonne humeur. Son exultation était aux antipodes de son tempérament de feu de Dieu qu'on lui connaissait dans toute la maison.

Il remplit les verres des deux policiers et leva le sien :

— À votre santé, mes enfants ! Vous avez par ma voix les félicitations du commandant en chef de la police nationale pour l'arrestation du Français.

Après son arrestation sur le quai du Port-Môle, Patrice Mercier avait été inculpé par le substitut du procureur de la République. Toute la presse pro-pour-voiriste avait repris l'affaire avec un certain chauvinisme en dénonçant un néocolonialisme dont Patrice Mercier était l'incarnation. Depuis quelques années, les relations entre le Gabon et la France n'étaient pas au beau fixe. La raison : le scandale des biens mal acquis révélé par un rapport du comité catholique contre la faim et le développement en juin 2007. En novembre de la même année, Sherpa, Survie et la Fédération des Congolais de la diaspora avaient porté plainte auprès du procureur de la République de Paris contre plusieurs chefs d'États africains dont le président gabonais et sa famille pour détournements de fonds publics.

Confiée à l'OCRGDF[56], une enquête préliminaire avait été ouverte. Elle avait révélé les nombreux biens immobiliers et comptes bancaires que le président gabonais et sa famille détenaient sur le sol français. L'OCRGDF avait épinglé un chèque du Trésor public gabonais d'une valeur de 25 6 344 715 francs CFA pour l'achat d'une voiture de luxe au nom de la Première dame. Les procès-verbaux de cette enquête préliminaire, éventés

par la presse française, avaient déclenché la colère des autorités gabonaises qui avaient vu derrière la réception de la plainte et les investigations de l'OCRGDF la main noire des autorités politiques françaises même si l'affaire serait classée quelques mois plus tard par le parquet pour manque d'infraction suffisamment caractérisée. Mais pour le clan du président gabonais, le mal était fait.

Le sergent Ella entra dans le bureau, la main courante sous le bras.

— Viens trinquer avec nous, Ella, lui lança le colonel.

Koumba lui passa son verre. Sous le regard du colonel Essono qui lui servit une bonne rasade, Ella liquida son verre et manqua de s'étrangler.

Essono rangea les verres et la bouteille puis arracha la main courante des mains d'Ella qui se carapata aussitôt sans demander son reste.

— Commençons par les affaires en souffrance, ditil, en se lunettant. Docteur et ses complices. Où en sommes-nous ?

— Toujours en cavale, répondit Koumba.

— On a mis pas mal d'indics sur sa trace avec tout ce que nous savons sur lui, ajouta Owoula. Le samedi, nous avons envoyé une patrouille vigiler dans les endroits qu'il fréquente d'après les indications que nous a données Boa. Personne ne semble l'avoir vu depuis plus d'une semaine.

— Il a dû passer le mot à ses complices. Eux aussi sont dans la nature, reprit Koumba. Boa pense qu'il a quitté le pays.

— On ne peut pas le garder plus longtemps en détention, ce Boa, dit Essono. Il faut le présenter au premier substitut du procureur de la République en attendant l'arrestation du fameux Docteur. On a assez d'éléments pour l'inculper pour complicité. Ça calmera un peu le ministre Mébalé.

— Bien, mon colonel.

Le chef de la PJ se replongea dans la lecture de la main courante.

— Et le chauffard qui a fauché la maman et son bébé ?

C'est Owoula qui s'occupait de cette affaire.

— Outre la plainte de la famille, on a peu d'éléments. L'immatriculation de ce véhicule est incomplète. On sait juste que c'est une Toyota Land Cruiser de couleur blanche. Et des véhicules de cette marque et de cette couleur, il y en a pas mal dans la ville et le pays. La semaine dernière, j'ai transmis personnellement ce dossier au chef de service des immatriculations du gouvernorat. Il a promis de faire tout son possible. Mais il a dit que cela prendrait beaucoup de temps si le véhicule a été immatriculé en province. Leurs services ne sont pas informatisés.

— Il faut aller le secouer un peu. On ne peut pas attendre indéfiniment sans rien faire.

— J'enverrais Allogho le voir tout à l'heure.

Les deux policiers briefèrent ensuite leur patron sur les nouvelles affaires héritées au cours de la semaine écoulée. Il n'y avait pas grand-chose à se mettre sous la dent, à part un viol perpétré par un adulte de trente ans sur une gamine de onze ans, une affaire de fétichisme sans doute. Le suspect qui avait été emmené à la PJ manu militari par les parents de la fillette avait avoué et les policiers attendaient le certificat médical pour constater le viol et l'envoyer auprès du substitut du procureur de la République.

Un quart d'heure plus tard, Koumba et Owoula prirent congé. Dans le couloir, le second dit au premier :

— J'ai appelé Martha ce matin. Je lui ai demandé de nous faire un bouillon de poisson bien pimenté.

Martha était la *bonnamie*[57] de Koumba. Elle était de nationalité camerounaise. Elle entretenait un bordel à ciel ouvert à la gare routière. Abonnés de la cuisse tarifée, les deux policiers y avaient leurs entrées.

— Pas aujourd'hui. Je suis crevé.

— Je vais y aller sans toi.

— Comme tu veux.

Koumba regarda Owoula se diriger vers son bureau en crânant à l'idée de bouffer un bouillon de poisson ce soir. Il secoua la tête et gagna son propre bureau.

---

[55] Prison centrale de Libreville.

[56] Office Central de Répression de la Grande Délinquance Financière.

[57] Maîtresse.

2

À la Direction générale des recherches, on broyait du noir. Boukinda et ses hommes n'avaient pas le moindre suspect. L'assassinat de Roger Missang continuait à faire des vagues. Ce matin, la presse satirique proche des milieux de l'opposition était revenue sur l'enterrement du journaliste et les échauffourées qui s'en étaient suivies. Elle reprenait encore les révélations du quotidien *La Résistance* selon lesquelles Pavel Kurka, l'ancien chef de la sécurité du ministre de la Défense nationale et l'ancien journaliste des *Échos du sud*, Roger Missang avaient été tués par la même arme. De nombreuses voix dans la corporation réclamaient la dessaisie de la Direction générale des recherches de l'enquête au profit d'une commission parlementaire regroupant des députés tant de l'opposition que de la majorité présidentielle.

Interrogé sur cette question dans le quotidien national, le ministre de la Justice avait déclaré que la mort de Roger Missang était une affaire de droit commun et qu'il ne voyait nullement l'opportunité de dessaisir la Direction générale des recherches de l'enquête et d'ouvrir une enquête parlementaire.

Il était 13 h 30 lorsque Boukinda quitta le quatrième étage après avoir pris son repas dans la salle de réunion. Il salua trois collègues qui bavardaient à bâtons rompus dans la cage d'escalier. Son téléphone grelotta dans la poche de son pantalon. Il décrocha. C'était Gaspard Mondjo. Il demanda à son interlocuteur de raccrocher pour qu'il le rappelle une fois dans son bureau.

Boukinda s'installa confortablement et relança Mondjo. Le journaliste décrocha à la première sonnerie.

— Tu as trouvé quelque chose ?

— Quand l'affaire Pavel Kurka a éclaté, Roger Missang ne travaillait pas aux *Échos du sud*. Et ce n'est pas lui qui s'en est occupé. Et d'après ce que m'a dit Hugues Bongo, il ne travaillait pas sur la mort de Pavel Kurka.

— Où était-il à cette époque ?

— Il publiait des articles dans plusieurs journaux en indépendant.

Pavel Kurka. La seule piste qui pouvait conduire le gendarme aux assassins de Roger Missang s'évan ouissait.

Le journaliste poursuivit :

— Et avant sa mort, Roger Missang ne travaillait pas non plus sur la mort de Pavel Kurka. Mais on a trouvé des brouillons d'articles qu'il préparait.

— Des brouillons sur la franc-maçonnerie ?

— Non. Il préparait une série d'articles sur les faux médicaments. Le premier de ces papiers devait paraître vendredi dernier. La rédaction des *Échos du sud* les publiera ce vendredi en hommage à leur collaborateur.

Il n'était pas rare de trouver dans les rues grisâtres de Libreville des étals de faux médicaments vendus à même le sol.

— Cette série d'articles pourrait avoir un lien avec sa mort ?

— Je ne sais pas. Pour ma part, je persiste à croire qu'il a été victime d'un complot qui vise le ministre de la Défense nationale.

— Bon, tiens-moi informé si tu as autre chose. Boukinda jeta son téléphone sur le bureau. Songeur, il se balança sur sa chaise les mains sur la nuque.

« Je persiste à croire que Roger Missang a été victime d'un complot qui vise le ministre de la Défense nationale. »

Cette phrase fit des bonds dans sa tête comme une balle de tennis. Franchement, il commençait à ne plus trop y croire. Il tenta de recoller les morceaux. Dimanche dernier, Roger Missang est vu pour la dernière fois lors de la réunion de la rédaction qui s'est tenue au siège des *Échos du sud* à Belle vue… Deux jours plus tard, il est retrouvé mort sur le bord de mer, non loin du palais présidentiel, une balle dans la gorge et deux doigts de la main gauche coupés. Son ordinateur dont il ne se séparait jamais est introuvable. Quelques jours plus tard, on apprend que l'arme qui l'a tué est la même que celle qui a donné la mort à Pavel Kurka, l'ancien chef de sécurité du ministre de la Défense nationale.

Qu'était-il réellement arrivé à Roger Missang ?

Et si sa mort n'avait rien à voir avec son travail ?

Cette piste commençait sérieusement à intéresser le gendarme.

3

De retour du gouvernorat de l'Estuaire à 14 heures, Allogho retrouva le capitaine Owoula dans son bureau :

— Les types du gouvernorat ont reconstitué l'immatriculation du véhicule que nous recherchons, dit-il.

Allogho brandit à Owoula l'épais dossier qu'il s'était procuré auprès du service.

— Le véhicule a été immatriculé il y a quatre ans au nom d'un garage. JR Garage. Probablement les initiales de son propriétaire. Un certain Jean Rossatanga.

Pour donner foi à ses propos, Allogho tendit à Owoula la copie de la pièce d'identité nationale du sieur Jean Rossatanga, un métis né le 20 juillet 1970 à Port-Gentil.

— C'est lui notre type, dit Owoula. Un garage, c'est le meilleur endroit pour cacher un véhicule recherché par la police. Tu as une idée de l'endroit où se trouve ce garage ?

Allogho sortit un autre document du dossier.

— La fiche de circuit du garage mentionne que celuici est situé à Oloumi, mais sans plus de précision.

Oloumi était la plus vaste zone industrielle de Libreville. Il y en aurait pour plusieurs heures de recherches, voire des jours pour retrouver ce garage.

— On a un annuaire ici ? demanda Owoula

— On en a un au poste de police. Mais il date de deux ou trois ans.

— Va le chercher. Il y a de fortes chances que ce garage s'y trouve.

Deux minutes plus tard, Allogho fut de retour dans le bureau d'Owoula, suant comme un porc. Il s'était fait les escaliers aller-retour au pas de course.

— Le garage est dans l'annuaire. Il y a même un numéro de téléphone.

Allogho montra la page à son chef.

JR Garage

Zone industrielle d'Oloumi

Owoula composa le numéro.

— Espérons qu'il est toujours en activité, dit-il, coinçant l'appareil à son oreille gauche. Ça sonne.

— JR Garage, bonjour, répondit une voix bourrue d'homme à l'autre bout du fil.

Owoula démarra son charabia :

— Bonjour, monsieur. J'ai trouvé votre numéro dans l'annuaire. Je suis propriétaire d'un taxi bus de marque Toyota Hiace.

— Toyota, c'est la meilleure marque de voitures au monde. Et nous en sommes spécialistes. Qu'est-ce qu'elle a votre voiture ?

Owoula imagina la première panne qui lui vint à l'esprit :

— Elle a une fuite du carburant au niveau du moteur.

— Très bien. Amenez-la nous. Nous sommes situés dans la zone industrielle d'Oloumi en face de Gabon Chimie.

— Gabon Chimie ?

— Juste avant le supermarché San Gel. Vous connaissez ?

— Oui, je vois où c'est maintenant.

— Alors notre équipe vous attend.

— Vous, c'est monsieur ?

— Jean Rossatanga.

Owoula se leva. Il mit sa chemise dans le pantalon :

— C'est notre type. Allons, on va le cueillir. Prends trois hommes avec toi.

Un quart d'heure plus tard, les hommes de la PJ n'eurent guère de mal à retrouver le fameux JR Garage dans la zone industrielle d'Oloumi. Allogho, Owone et Minko furent les premiers à jeter le pied à terre pendant qu'Owoula cherchait un bout de trottoir pour garer.

Quand Owoula les rejoignit dans le garage, ils inspectaient les voitures montées sur cales. Il n'y avait pas de Land Cruiser blanche immatriculée 8961 G1R. Elle pouvait bien se cacher sous les véhicules recouverts de bâches au fond de l'atelier.

Pour un garage, l'activité était plutôt calme. Les policiers aperçurent trois hommes assis sur des briques devant un plat de riz. Un autre se lavait les mains dans un fût. C'est lui qui d'ailleurs s'approcha des policiers. Il essuya ses mains sur sa salopette bleue comme pour tendre la main à chacun d'eux.

— Bonjour, messieurs.

— Je cherche Jean Rossatanga, dit Owoula.

Le type lui montra du doigt un vieux conteneur aménagé en bureau au fond du garage. Une pancarte « Réception » pendait au-dessus de la porte. Owoula et Minko y trouvèrent un homme torse nu qui remplissait des factures.

— Jean Rossatanga ? demanda Owoula.

L'intéressé releva la tête :

— Oui.

— Je vous ai parlé tout à l'heure au téléphone au sujet de ma Toyota Hiace qui fuit.

Jean Rossatanga se leva :

— Vous l'avez amenée ?

— Non. C'est plutôt toi que je vais emmener avec moi.

— Je ne comprends pas.

Owoula l'affranchit.

— Je suis de la police judiciaire. Il y a plus d'une semaine une Toyota Land Cruiser immatriculée 8961 G1R a fauché mortellement une femme et son bébé de 6 mois sur le boulevard Triomphal dans le sens ambassade de Russie-Assemblée nationale. Son chauffeur a pris la fuite. Il se trouve que tu es le propriétaire de ce véhicule. J'ai en ma possession des documents qui l'attestent.

— Vous faites erreur. Je ne suis plus propriétaire de ce véhicule depuis l'année dernière.

— Qu'est-ce qui me le prouve ?

— Attendez.

Jean Rossatanga ouvrit une armoire métallique rouillée dans son dos. Il en sortit une chemise A4 fripée. Il tendit au policier un document.

— Voilà.

C'était un certificat de vente.

— Vous voyez que je ne vous mens pas !

Minko prit le certificat des mains d'Owoula pour authentification. Le document avait été établi par la Mairie de Libreville en date du 22 avril 2007. Jean Rossatanga était le vendeur du véhicule immatriculé 8961 G1R et un certain Marius Otouma, l'acquéreur. Leurs photos étaient accolées au document.

— C'est pas un faux, dit-il.

— Comment se fait-il que c'est toi qu'on retrouve comme propriétaire de ce véhicule après l'avoir vendu il y a plus d'un an ? demanda Owoula.

— Celui à qui je l'ai vendu n'a jamais changé d'immatriculation. La carte grise est toujours à mon nom. C'est pourquoi aux yeux de la loi, je suis le propriétaire de ce véhicule.

— Ce Marius, comment tu l'as rencontré ?

— J'avais passé une annonce devant le garage. Il est arrivé un après-midi. Il a vérifié l'état de la voiture. Il a dit que ça l'intéressait. On est tombé d'accord sur le prix. 3 500 000. Le lendemain, il est venu avec l'argent dans un sac. Il est parti le même jour avec la voiture. Je me suis chargé des démarches administratives. Deux jours plus tard, il est venu

prendre le certificat de vente que j'avais fait en deux exemplaires. Depuis lors, je ne l'ai plus jamais revu.

— Il t'avait donné son numéro de téléphone ?

— Non.

— Il t'a dit quelque chose qui pourrait nous permettre de lui mettre la main dessus ? Son quartier, son lieu de travail ?

Jean Rossatanga réfléchit un moment.

— Non, je ne me rappelle pas.

— Tu as un numéro de téléphone personnel où on peut te joindre pour l'identifier au cas où on l'attrape ?

— Oui. Ce type est un bandit. Si je n'avais plus ce certificat de vente sur moi, je me serais déjà retrouvé en prison au moment où je vous parle.

Le garagiste griffonna ses coordonnées sur un bout de papier.

— On va garder le certificat de vente. On te le rendra plus tard.

Jean Rossatanga raccompagna les policiers.

À LA UNE

gros titre + photo
Tournée républicaine
le chef de l'État ovationné à Port-Gentil

Banques : la vie en rose

Deux morts dans un crash d'hélicoptère
Huit personnes meurent calcinées au PK5

Une femme agressée par un militaire

Mardi

1

8h 30.

Koumba gara son véhicule contre la barrière du gymnase du complexe omnisports dans le 3e arrondissement. Le gymnase était en travaux pour accueillir des séances d'entraînement des équipes nationales qualifiées pour la coupe d'Afrique des nations. Devant l'entrée principale du gymnase, des ouvriers déchargeaient des sacs de ciment d'un camion.

Koumba jeta par la portière le bout de cigarette qui rougeoyait aux commissures de ses lèvres. Il s'empara de son portable et composa un numéro.

— Je suis là, dit-il dès qu'il eut son interlocuteur en ligne.

— J'arrive. J'achète des clopes de l'autre côté de la rue.

— C'est bon. Je te vois.

Koumba tua le moteur de son véhicule.

La veille au soir, Papy l'avait appelé. Le policier avait compris que si le Camerounais lui donnait rendez-vous derrière le complexe omnisports, c'était parce qu'il ne voulait pas qu'on le voie en sa compagnie dans son bar. Et Docteur allait sûrement être au menu de leur conversation. Koumba n'était pas à côté de la plaque. Quand Papy monta dans la bagnole, il dit au policier :

— Le type que tu recherches, Docteur, il n'a pas encore quitté le pays.

Koumba alluma une nouvelle cigarette.

— Où est-ce qu'il se planque ?

— À Alenakiri.

Alenakiri était un quartier de la banlieue de la commune d'Owendo à 25 km de Libreville. Docteur aurait pu y passer des mois, voire des années. Personne n'aurait imaginé qu'il s'y planquait.

— Et il n'est pas seul.

— Il est avec Pitchou ?

Papy se tourna vers le policier :

— Oui. Et ce Pitchou, je le connais. Il y a quelques années, il fréquentait mon bar avec un gars du nom de Balard. Je ne l'ai plus jamais revu depuis que son copain est en taule pour un braquage qui a mal tourné. D'après ce que je sais, on aurait vu Pitchou en compagnie d'un Camerounais qui se fait appeler Docteur.

— Ouais. C'est bien lui.

— Mon informateur a une petite amie qui habite à Alenakiri. Il est tombé par hasard deux nuits successivement sur Picthou et Docteur dans

le même bar « La Cité perdue ».

— Ils se cachent le jour et sortent de leur trou la nuit. Ton informateur sait exactement où ils se planquent ?

— Pitchou lui a dit que sa grand-mère, morte un an plus tôt, lui avait laissé une maison en héritage dans le quartier. Si Pitchou et Docteur fréquentent ce bar la nuit, tu peux leur mettre la main dessus. Il se trouve à l'entrée de la nouvelle cité. Tu ne peux pas le louper.

*

* *

Lorsque Koumba arriva au QG de la PJ une demiheure plus tard, il retrouva Owoula dans son bureau. Celui-ci le mit aussitôt au courant de sa descente la veille avec ses hommes au garage de Jean Rossatanga.

— On a fait plusieurs copies du certificat de vente avec la photo de Marius Otouma et l'immatriculation de la Land Cruiser, dit-il. Je les ai distribuées à tous les hommes.

— Otouma ? Ce n'est pas un nom de chez toi ?

Owoula était Téké, originaire de la province du Haut-Ogooué.

— Si. Il signifie « le cœur » dans ma langue maternelle.

— Pour ce qu'il a fait, ton Marius-là, il n'a pas vraiment bon cœur.

— On finira par l'avoir.

Koumba se leva.

— On va devoir garder le petit Boa quelques jours encore, dit-il.

— Comment ça ? Le patron veut qu'on le présente au substitut du procureur.

— Je sais. Je suis sur la piste de Docteur. Il n'a pas quitté le pays. Il se planque à Alenakiri. On l'aurait vu par deux fois à une heure indue de la nuit dans un bar qu'on appelle La Cité perdue.

— Comment tu as eu l'info ?

— Papy. Je lui ai parlé il y a quelques jours.

— Dis à Allogho de faire venir Boa dans mon bureau. J'ai quelques questions à lui poser.

Dix minutes plus tard, Allogho poussa Boa dans le bureau de Koumba et referma la porte sur ses pas.

Le garçon était torse nu. Sa culotte ne tenait pas autour de ses reins. Elle descendait sur les fesses. Il avait perdu plusieurs kilos. Et la bouffe qu'on lui servait pour la journée – un pain et une boîte de sardine – y était pour quelque chose. Boa avait encore sur le corps les stigmates de

son passage au Purgatoire entre les mains calleuses de Minko et Owoula, le premier jour de son arrestation.

— Tu veux une clope ?

— Oui, chef.

Koumba sortit un paquet de cigarettes de son tiroir. Il en jeta une à Boa. Il sortit le briquet mais ne le lui donna pas. Le gamin ne lui demanda pas non plus.

— Tu ne sais toujours pas où Docteur et Pitchou se planquent ?

— Chef, je l'ai dit à vos hommes. Je les ai amenés dans tous les coins que fréquentaient Docteur et Picthou.

— Tes deux copains se planquent à Alenakiri. Tu le savais, n'est-ce pas ?

— Non, chef. Je vous le jure sur la tombe de ma mère.

— Laisse ta mère en dehors de tes conneries. Chez qui ils se planquent à Alenakiri ?

— Je ne sais pas, chef.

— Tu ne sais pas ?

— Je vous dis la vérité, chef.

— Pitchou ne t'a jamais parlé de la maison d'Alenakiri qu'il a héritée de sa grand-mère ?

— Jamais.

— Tu vas devoir rester en cellule encore. Je ne sais pas combien de jours ça prendra. Prie pour qu'on mette la main sur tes copains, sinon tu risques d'écoper à leur place.

Koumba jeta le briquet à Boa et sortit de la pièce. Sur le pas de la porte, il héla Allogho. Celui-ci sortit du bureau des enquêteurs.

— Ramène-le dans sa cage.

2

Alenakiri.

21 h 30.

Voilà plus de deux heures que Koumba et ses hommes étaient planqués dans leurs bagnoles non loin de l'entrée de la nouvelle cité des médecins construite deux ans plus tôt par une société chinoise pour loger le personnel de l'hôpital pédiatrique d'Owendo.

Le quartier n'était pas très animé. Pour cause. La route principale qui y menait n'était pas bitumée. Elle se transformait en un torrent de boue pendant la petite et la grande saison des pluies. L'électricité et l'adduction en eau potable étaient un luxe. Seuls les habitants de la nouvelle cité en bénéficiaient. Les autres s'adonnaient à des branchements anarchiques. Conséquence : des fils électriques formaient une toile d'araignée dans le ciel et des tuyaux d'eau couraient au sol comme des lianes dans la forêt équatoriale. Seul espoir pour eux : que la ville vienne un jour à eux.

Le bar La Cité perdue n'usurpait pas son nom. Il était la seule attraction du quartier à deux kilomètres à la ronde. Il n'y avait pas d'épicerie, ni de pharmacie. Koumba avait vigilé les lieux dans la journée. Il n'avait pas eu de mal à retrouver le bar. Comme le lui avait indiqué Papy. La Cité perdue était en fait une terrasse recouverte de paille d'une maison inachevée en parpaings. Le bar était tenu par une vieille femme myéné. Quand Koumba était entré dans le bar pour boire une bière comme un client lambda, elle avait tout de suite su qu'il n'était pas du quartier. Elle avait expliqué au policier qu'elle en était l'une des premières habitantes. Elle s'y était installée vingt ans plus tôt avec son défunt mari qui était cheminot à l'Office du chemin de fer. À cette époque, c'était la brousse. À part la nouvelle cité qu'on avait construite, presque rien n'avait changé. Koumba avait terminé sa bière sans lui poser de questions pour ne pas éveiller ses soupçons car elle pouvait bien connaître les deux types après qui il courait.

Koumba alluma une cigarette. Il regarda le tableau de bord. 21 h 45.

— Le bar commence à se vider. Si Pitchou et Docteur ne se montrent pas dans une demi-heure, on plie bagage. On les coincera peut-être demain.

Faire banquette dans une bagnole en pleine nuit dans un coin perdu, ce n'était pas le truc de Koumba. Il aimait être en mouvement. Les nuits de permanence, il effeuillait les rues de la capitale avec ses hommes à la recherche d'un flagrant délit. Prendre quelqu'un sur le fait, c'était mieux que de se taper une enquête sans témoin, sans le moindre indice, sans piste crédible.

Cinq minutes s'écoulèrent quand soudain Koumba vit deux hommes sortir d'un sentier pour se diriger vers le bar. Il donna un coup de coude à Owone.

— Regarde qui s'amène !

Les deux policiers étaient trop loin pour voir les visages des deux inconnus. Des deux personnes qu'ils recherchaient, seul le visage de Docteur leur était familier. Koumba envoya un message à Moupaya quand les deux hommes disparurent dans le bar : « Deux types viennent d'entrer. » Koumba n'attendit pas longtemps pour avoir la réponse. Moupaya lui répondit : « C'est notre type. »

Koumba informa aussitôt l'autre bagnole banalisée qui était garée en face de lui avec trois hommes à bord. Les deux voitures actionnèrent aussitôt leurs sirènes et vinrent se garer devant le bar.

La sirène des voitures de police n'avait bien sûr pas échappé aux quelques clients. Pas plus qu'à Docteur et Pitchou qui venaient à peine d'entrer et de passer la commande de deux bières au comptoir.

Ils n'avaient rien compris quand Moupaya et Allogho s'étaient jetés sur eux avant que les autres flics n'investissent le bar armes aux poings.

À LA UNE

gros titre + photo
Tournée républicaine
le président de la République attendu à Franceville

gros titre + photo
La Première dame fait un don aux handicapés

Un trio de faussaires sous les verrous

bandeau
Beau-père violeur

Collision entre deux véhicules sur le front de mer

Mercredi

1

Henri Moupaya avait passé la nuit chez une de ses deuxièmes bureaux au PK8 sur la route nationale. Ce jour-là, il devait prendre son service à 16 heures. Il allait assurer la permanence de nuit dans l'équipe du capitaine Koumba. Comme il n'était pas véhiculé, il avait demandé à Allogho au téléphone de venir le chercher dans les bandes de 15 heures. La route nationale était connue pour ses embouteillages à la sortie des bureaux. Minko, qui habitait le coin, avait coutume de dire à ses collègues : « Quand tu habites les PK, c'est comme si Dieu t'avait puni. »

Moupaya ne pouvait pas rentrer chez lui pour se changer. Il avait menti à sa femme en disant qu'il était en mission à l'intérieur du pays pour deux jours. C'était un subterfuge qu'il utilisait comme la plupart de ses collègues pour couvrir ses découcheries extra-conjugales. Moupaya n'était pas marié légalement mais il vivait avec une femme, Marianne, depuis cinq ans. Ils avaient deux gosses. Et Marianne attendait famille. Elle était enceinte de huit mois.

À cette heure de la journée, le carrefour de la SGA[58] était déjà très animé. Populace qui se disputait les taxis sur les trottoirs. Des retraités attroupés devant une cabine du PMU pour regarder l'arrivée du jour. Bars et kiosques à musique qui lâchaient des décibels dans l'air. Un vrai capharnaüm.

Allogho était pile poil à l'heure quand Moupaya se pointa au carrefour.

— Tu as l'air d'avoir passé une nuit blanche, à ce que je vois, dit Allogho quand Moupaya monta dans la bagnole.

— Qu'est-ce que tu imagines ?

— J'espère que le premier coup a été à mon honneur.

— Arrête tes conneries, mec. Démarre.

Allogho réveilla le moteur en riant. Devant lui s'étirait une file de voitures.

— Si on passe par le carrefour Rio, on va se retrouver dans l'embouteillage. On va couper par NzengAyong. De là rallier le boulevard Triomphal puis le centre-ville.

Moupaya alluma une cigarette. Il se tassa sur le siège.

— Tu fais comme tu veux. C'est toi le chauffeur.

Allogho laissa passer un taxi puis se mêla au flot de la circulation à pas de tortue. Au carrefour de Nzeng Ayong, il piqua vers les feux tricolores. Il avait à peine dépassé l'essencerie de Pétro Gabon quand Moupaya lui dit :

— Arrête-toi.

— Quoi, tu as oublié ton slip chez ta petite ?

— Arrête-toi, je te dis.

Allogho s'exécuta. Moupaya se pencha à l'avant. Il regardait à travers le rétroviseur. C'était bien ce qu'il lui semblait avoir vu.

— Maintenant recule.

Allogho ne rouscailla pas. Il recula de quelques mètres.

— Stoppe là. Maintenant, tu vois ce que je vois ? Allogho pensait qu'il s'agissait d'une fille. Il connaissait la passion de Moupaya pour les femmes. Il en changeait comme de chemise. Il avait plutôt bon goût. Allogho se demandait comment il s'en sortait avec son maigre salaire. Toutes ces filles ne l'acceptaient pas pour ses beaux yeux. Et Moupaya n'avait pas la gueule d'un jeune premier.

Allogho regarda par le rétroviseur intérieur.

— Je ne vois aucune fille.

— Tu es myope ou quoi. Je ne te parle pas d'une fille, mais plutôt de cette Toyota Land Cruiser blanche garée de l'autre côté de la rue en face de la station.

Allogho se retourna. Il vit la bagnole dont parlait Moupaya. Elle était stationnée devant la terrasse d'un salon de thé. Il ouvrit la boîte à gants et en sortit l'avis de recherche.

— Ouais, c'est le même numéro d'immatriculation.

Allogho manœuvra et rasa le trottoir pour se garer. Les deux policiers descendirent en trombe.

La terrasse du salon de thé « La Gondole » était vide. L'occupant du véhicule devait se trouver à l'intérieur. Moupaya poussa le premier la porte du salon de thé suivi d'Allogho. Il n'y avait pas grand monde. Trois types et deux filles étaient attablés dans l'angle gauche. Ils mangeaient des pizzas. Les filles riaient aux éclats. À gauche, un autre type avec une femme. Moupya se dirigea vers le comptoir derrière lequel se trouvait la patronne :

— Tu sais à qui appartient la Toyota garée là dehors devant ton salon de thé?

— Non. Je ne sais pas.

Moupaya se retourna. Il donna de la voix en montrant sa carte :

— Police judiciaire ! Quelqu'un peut-il me dire à qui appartient la Toyota Land Cruiser blanche garée dehors ?

Le type au fond de la salle, un trentenaire vêtu d'une chemise blanche carrelée se leva. Un brin arrogant comme s'il voulait en mettre la plein la vue à sa petite amie.

— C'est la mienne. Y a un problème ?

— Il faut la déplacer. Le président de la République va passer par là dans quelques minutes pour une visite surprise du stade de Nzeng-Ayong.

Le type se leva. Il glissa à sa petite amie :

— Attends-moi, bébé. C'est des emmerdeurs, ces pauvres cons.

Il suivit les policiers dehors et sortit les clés de la poche de son jean pour déverrouiller la portière. C'est à cet instant que Moupaya se jeta sur lui pour lui passer les menottes dans le dos.

— Mais qu'est-ce qui vous prend ?

— La ferme ! Tu es en état d'arrestation.

La jeune fille qui accompagnait l'interpellé n'avait pas manqué la scène d'une miette. Elle était sortie sur la terrasse :

— Mais qu'est-ce qui se passe ?

Moupaya s'approcha d'elle pendant qu'Allogho conduisait le client à sa voiture.

— C'est ton petit copain ?

— Oui. Qu'est-ce qu'il a fait ?

— Il est recherché pour avoir tamponné une mère et son bébé. Ils sont morts sur le champ. Si tu étais avec lui ce jour-là, on t'embarque aussi.

— Je n'étais pas avec lui.

— Alors reste en dehors de ça.

La jeune fille la coinça pour de bon. Moupaya rejoignit Allogho dans la bagnole.

---

[58] Société gabonaise d'assainissement.

2

Owoula entra dans le bureau des enquêteurs. Minko était déjà assis devant sa machine à écrire, prêt à taper le procès-verbal. Allogho et Moupaya lui avaient livré Marius Otouma sur un plateau d'argent il y avait plus d'un quart d'heure. Il impatientait de le passer sur le gril.

Owoula ôta les menottes à Marius. Marius grimaça. En bon tortionnaire qui ne veut pas effrayer sa proie, Owoula le mit en confiance. La technique était bien rodée.

— Tu veux un verre d'eau ?

— Non. Merci.

— Une cigarette ?

— Je ne fume pas.

— Bien. Nous allons discuter comme des gens bien élevés.

Marius retroussa les manches de sa chemise. Comme s'il s'apprêtait à se lancer dans un baroud. Dans la voiture qui le conduisait à la PJ, il avait demandé aux policiers la raison pour laquelle ils l'avaient arrêté. Ils lui avaient répondu qu'il le saurait une fois à la PJ. Marius ne s'était pas fait plus de mouron : « Non, ça ne peut pas être pour ça. On n'en a même pas parlé dans la presse. Ça doit être cette connasse de Florence. »

Florence était sa petite amie. Ils vivaient ensemble et avaient une petite fille d'un an. Florence était un peu portée sur la bière. Elle roulait avec une bande de filles du quartier. Il lui avait interdit de les fréquenter. Mais deux jours plus tôt, quand il était rentré à la maison, il ne l'avait pas trouvée. Elle avait abandonné la môme dans son lit, la maison bouclée à double tour. Elle était rentrée bourrée trois heures plus tard. Il lui avait collé une bastille dont elle se souviendrait toute sa vie puis il l'avait foutue dehors. Elle l'avait menacé de porter plainte.

Owoula tira une chaise. Il l'installa derrière le bureau à côté de Minko, histoire de faire face à Marius. Minko cala une feuille vierge dans la machine à écrire. Owoula engagea aussitôt les hostilités.

— Tu sais pourquoi tu es là?

— Non.

— Tu ne sais vraiment pas pourquoi tu es là?

— C'est à vous de me le dire. Je mangeais tranquillement dans un salon de thé à Nzeng-Ayong avec ma petite amie quand deux de vos agents sont venus m'arrêter.

Owoula ouvrit la chemise cartonnée qui se trouvait devant lui.

— Dans la nuit de samedi à dimanche surpassé, un véhicule de marque Toyota Land Cruiser blanche a fauché une femme et son bébé sur le

boulevard Triomphal. La maman et le bébé sont morts sur le coup. Des témoins ont relevé l'immatriculation. Il se trouve que cette voiture est la tienne.

Marius avala une grosse balle de salive.

— Ce véhicule n'est pas le mien. Et je n'étais pas au volant ce week-end-là.

— C'était qui alors ?

— Jean Rossatanga. C'est à lui qu'appartient le véhicule. Il ne me le prête que les jours ordinaires. Le week-end, il le conduit lui-même.

Interloqué, Minko arrêta de pianoter sur sa machine à écrire. Il jeta un regard à Owoula.

— Tu as l'air de nous prendre pour des cons, n'estce pas ?

— Je n'étais pas à Libreville ce week-end-là. Je vous le jure. Je peux vous le prouver. J'étais au retrait de deuil de ma tante à Bakoumba. J'ai à la maison mes billets de train.

— Jean Rossatanga n'était pas au volant de ce véhicule pour la simple raison qu'il n'en est plus le propriétaire. Il te l'a vendu depuis 2007.

Owoula sortit d'une chemise cartonnée une copie de l'acte de vente et la tendit à Marius. Le policier vit son client baisser les yeux.

— Tu soutiens encore que ce véhicule n'est pas le tien et que tu n'étais pas à son volant le week-end surpassé ?

Marius commença son cinoche.

— C'était un accident… Il y avait une petite pluie. La chaussée était glissante… Je ne l'ai pas vue surgir elle et son bébé…

— Si c'était un accident, pourquoi tu ne t'es pas arrêté pour les secourir ?

— J'avais peur d'être lynché par la foule.

— Si tu avais peur d'être lynché par la foule, pourquoi tu n'es pas allé signaler l'accident dans le commissariat le plus proche ?

— J'étais paniqué… Je n'ai pas eu ce reflexe. À ma place, vous auriez sûrement fait la même chose…

— Je ne suis pas à ta place. Et pour rien au monde, je ne le souhaite. Tu seras présenté demain matin au juge. Il t'inculpera pour double homicide involontaire et délit de fuite.

— C'était un accident…

— Faut assumer, Marius. Qui taquine un nid de guêpes doit savoir courir.

Owoula se tourna vers Minko :

— D'après toi, combien il peut prendre ?

— Dix ans pour la mère. Quinze pour le bébé. Et trois pour le délit de fuite. Soit vingt-huit ans de prison.

Vingt-huit ans. Marius les additionna mentalement à son âge. Il prit un coup de vieux sur le champ. Putain. À sa sortie de taule, il aurait 60 ans. Il ne verrait pas sa fille grandir. Ça, il ne pouvait pas l'accepter.

Owoula se leva et gagna la sortie pendant que Minko arrachait le procès-verbal de la machine.

— Et… et si je vous dis que je connais les types qui ont tué le journaliste ?

Owoula s'arrêta sur le pas de la porte.

— Quel journaliste ?

— Celui qui travaillait à *Échos du sud* et qu'on a retrouvé mort sur la plage il y a une semaine.

— Laisse tomber, mon ami. Les haricots sont cuits pour toi.

L'homme qui se noie s'accroche à tout. Même à un serpent. Alors Marius continua :

— Il a été tué dans un entrepôt à Owendo parce qu'il enquêtait sur un trafic de faux médicaments.

Les titres de journaux envahirent le cerveau d'Owoula. « *Roger missang retrouvé mort sur une plage de Libreville.* » « *Mort de Roger Missang : à qui profite le crime ?* » Le policier revint sur ses pas.

— Qui a tué ce journaliste ?

— Je ne veux pas aller en prison. Si je vous dis tout ce que je sais sur cette affaire, vous abandonnez les charges retenues contre moi.

Owoula regarda Minko qui était resté sans voix pendant que Marius déroulait son histoire.

— Si tu me dis tout ce que tu sais, je vérifie. Si ton histoire est crédible, on trouve un accord. Mais si jamais tu me mènes en bateau, je vais te pourrir la vie.

Owoula posa ses fesses sur le rebord de la table.

— Alors qui a tué ce type ?

— Balard sur ordre de Sofiane Wadjed.

— Attends… Tu dis que le journaliste a été tué par un mec qui s'appelle Balard sur ordre d'un certain Sofiane Wadjed parce qu'il enquêtait sur un trafic de faux médicaments. C'est bien ça ?

— Oui.

— Qui c'est ce Wadjed ?

— Un homme d'affaires libanais. Il est à la tête de plusieurs pharmacies. La grande pharmacie de Louis, c'est lui. Celle du centre-ville,

c'est encore lui. La nouvelle pharmacie d'Angondjé, c'est toujours lui. Il en a d'autres en construction à Port-Gentil et à Franceville.

Marius poursuivit :

— Mais avant de se lancer dans le business des faux médicaments il y a cinq ans, Wadjed vendait des voitures d'occasion importées d'Europe. Balard travaillait déjà pour lui à cette époque. Lui et moi on a grandi ensemble à Petit-Paris. Il y a deux ans, il m'a proposé de travailler avec lui. Il m'a dit que son patron libanais avait besoin de quelqu'un de confiance pour assurer l'approvisionnement de ses pharmacies. J'ai accepté. Mais je ne savais pas que ce que Wadjed vendait était de faux médicaments.

— Comment Wadjed s'approvisionne en faux médicaments ? demanda Minko.

— Il les fait venir par conteneurs de Chine, d'Inde ou du Pakistan.

— Et l'acheminement sur Libreville ?

— Il a de nombreux contacts dans la douane qui lui permettent de sortir ses conteneurs du port sans contrôle.

Owoula se fit un petit résumé :

— Roger Missang enquêtait sur les faux médicaments que Wadjed fait venir de l'étranger et qu'il vend dans ses nombreuses pharmacies comme de vrais médicaments.

— Oui. Il y a quelques mois, quelqu'un a sifflé à Wadjed qu'un journaliste rôdait au port d'Owendo et posait des questions sur ses conteneurs en provenance de Chine ou du Pakistan. Wadjed a mis Balard sur le coup. Balard c'est son homme à tout faire.

— Comment le journaliste a été tué ?

— Balard l'a accosté au port d'Owendo. Il lui a dit qu'il était un ancien employé de Wadjed et qu'il savait où il planquait ses faux médicaments. Il a lui donné rendezvous le dimanche à Lalala et l'a conduit à l'entrepôt.

— C'est là-bas qu'il a été tué ?

— Oui. Mais Balard n'était pas seul.

— Wadjed était avec lui ?

— Non. Pépito.

— Qui c'est ce Pépito ?

— Un copain de Balard. Il a déjà fait de la taule pour meurtre.

— Où est-ce qu'il habite, Wadjed ?

— Il a une villa à la cité Damas.

— Et Balard ?

— Lui, il loue un appartement à Plein-Ciel.

— Et Pépito ?

— Je ne sais pas.

— Quelle est ton implication dans cette affaire ?

— Aucune ! Je ne mange pas le mal.

Owoula eut un sourire ironique :

— Tu ne manges pas le mal ? Pourtant, tu as fauché une mère et son bébé.

Marius ne répondit pas.

— Alors comment tu sais tout ça, l'assassinat du journalite… et dans les moindres détails ?

— J'ai entendu Balard en parler avec Wadjed dans son bureau à la pharmacie d'Angondjé.

Owoula se leva. Il sortit de la pièce. Dans le couloir, il croisa un agent.

— Tu sais où se trouve le capitaine Koumba ?

— Je l'ai vu descendre au poste de police.

— Trouve-le. Et dis-lui de me retrouver dans le bureau du colonel. Ça urge.

L'agent se carapata au pas de course. Owoula trouva le colonel Essono dans son bureau.

— On a arrêté le type qui a fauché la maman et son bébé sur le boulevard Triomphal.

— Il est passé aux aveux ?

— Oui. Mais il y a mieux que ça. Il dit qu'il connaît les assassins de Roger Missang, le journaliste des *Échos du sud*.

Le colonel avait entendu parler de cette affaire dans la presse. Elle faisait des vagues depuis qu'on avait révélé que l'arme qui l'avait tué était la même que celle qui était à l'origine de l'assassinat de l'ancien chef de la sécurité du ministre de la Défense nationale. Après l'enterrement du journaliste le vendredi dernier, il y avait eu des échauffourées. On accusait ouvertement le ministre de la Défense nationale d'avoir commandité l'assassinat du journaliste qui travaillait sur la mort de Pavel Kurka.

Owoula lui raconta par le menu ce que lui avait dit Marius. C'est à la fin de son récit que Koumba entra dans le bureau.

— Qu'est-ce qui se passe ?

Le colonel Essono lui fit l'économie de ce que venait de lui raconter Owoula.

— Qu'est-ce qui nous prouve que ce que dit ce Marius est vrai et qu'il n'est pas impliqué dans ce meurtre ?

— Réfléchis un peu, Koumba dit Owoula. Marius sait qu'on va l'inculper pour homicide involontaire. Avec l'assassinat du journaliste, il sait qu'il peut prendre la perpète. Alors tu le vois prendre ce risque pour nous balancer ses copains s'il est mouillé dans cette affaire ? Il dit qu'il peut nous conduire à l'entrepôt où le journaliste a été tué. Les faux médicaments y sont stockés.

— Qu'est-ce qu'ont fait ?

— Je propose qu'on aille perquisitionner cet entrepôt pour vérifier les dires de Marius. On a le mobile, on connaît la victime, on connaît le nom du commanditaire et des assassins.

— Alors, allons-y.

Essono se pencha vers les deux policiers :

— Doucement, les enfants. Vous ne savez pas dans quoi vous mettez les pieds. L'enquête sur la mort de ce journaliste a été confiée à la Direction générale des recherches. Si nous avons des informations, c'est à eux que nous devons nous adresser avant de faire quoi que ce soit.

— Si ce que Marius dit est vrai, colonel, cette affaire est une aubaine pour nous, rétorqua Koumba. Elle pourrait nous valoir quelques galons. Vous imaginez les titres des journaux : « La police judiciaire arrête les assassins du journaliste des *Échos du sud* et démantèle un réseau de faux médicaments. »

— Il n'est pas question qu'on les double sur cette affaire.

— Colonel, s'ils étaient à notre place, ils n'hésiteraient pas à le faire.

— Certainement. Mais nous ne sommes pas obligés d'agir comme eux. Prenez ce Marius et emmenezle à la Direction générale des recherches.

Koumba regretta sur le champ le départ à la retraite du colonel Edmond Tchicot, trois ans plus tôt. Une telle affaire, il ne l'aurait sûrement pas laissée passer. Le colonel Lambert Essono avait certaines qualités. Il savait mener ses hommes mais il prêchait des valeurs qui n'avaient plus cours depuis *kalakala*[59] dans la société gabonaise. L'honnêteté, la probité, le mérite et tout le tintouin de la morale. Tout le monde chiait dessus. Tout le monde se torchait avec le drapeau national aux chiottes. On ne peut pas prêcher l'honnêteté dans un pays quand d'autres s'en mettent plein les poches au plus haut sommet de l'État.

— Très bien, colonel, lâcha Koumba, la bouche amère.

Dans le couloir, un simple regard de Koumba avait suffi à faire comprendre à Owoula que le collègue n'allait pas en rester là avec cette affaire. Il le connaissait comme son frère *même-père même-mère*[60]. Si le buffle a une longue queue, ce n'est pas uniquement pour chasser les mouches.

[59] Depuis kalakala : depuis longtemps.
[60] Frère de sang.

3

Balard venait d'arriver à la pharmacie d'Angondjé où Sofiane Wadjed avait son bureau. Il n'avait pas vu sa voiture garée sur le parking. D'ailleurs, il cherchait en vain à le joindre au téléphone depuis plus de dix minutes. Ce qu'il avait à lui dire était d'une importance capitale. Il poussa la porte du bureau, le portable vissé à l'oreille. La sonnerie résonna plus de trois fois. Sans résultat. Il refit le même numéro. Cette fois, il eut son correspondant à la seconde sonnerie.

— Où tu es Wadjed ? Je cherche à te joindre depuis plus d'un quart d'heure.

— J'avais une audience avec le secrétaire général du ministère de la Santé. Elle vient de s'achever. Je croyais te l'avoir dit hier.

— J'ai sûrement oublié. Écoute, je t'appelle parce qu'on a un sérieux problème.

Wadjed connaissait Balard depuis plusieurs années. Ce n'était pas le genre à s'inquiéter pour des broutilles. Et il n'aimait pas lorsqu'il prenait ce ton grave.

— Qu'est-ce qu'il y a ?

— Marius.

— Quoi Marius ?

— Il a été arrêté par la police judiciaire il y a une heure.

— Où ça ?

— Dans un salon de thé à Nzeng-Ayong.

— Qu'est-ce qu'il a fait ?

— Il aurait buté une femme et son bébé, en voiture, le week-end passé. Ils sont morts sur le champ.

Wadjed étouffa un juron. Il se rappela qu'une semaine plus tôt, Marius lui avait demandé s'il pouvait rentrer le soir avec le véhicule des livraisons parce que sa bagnole personnelle était au garage pour un problème d'amortisseurs. Il avait accepté.

Sofiane Wadjed faisait partie de la deuxième géné-ration des Libanais qui avaient immigré au Gabon. Il existait une forte communauté libanaise au Gabon estimée à plus de 30 000 âmes. Il était arrivé dans la capitale gabonaise dix ans plus tôt. Contrairement à ses compatriotes qui avaient investi dans l'électroménager ou l'agroalimentaire, Sofiane Wadjed avait ouvert sa petite société de vente de véhicules d'occasion importés d'Allemagne ou de Belgique avec un maigre capital de départ, une patente, un enclos loué. À cette époque, il était l'un des premiers à se lancer dans le commerce de l'automobile d'occasion qui était en plein

boom. Mais cinq ans plus tard, d'autres Libanais s'étaient investis dans le secteur et le marché était devenu saturé. C'est au retour d'un voyage d'affaires en Chine que Sofiane Wadjed avait découvert le marché du faux médicament. Il avait vendu sa société puis ouvert sa première pharmacie au PK 8.

— C'est sa petite amie qui était avec lui à Nzeng-Ayong qui vient de m'appeler.

Balard poursuivit aussitôt :

— Les gars de la PJ vont sûrement le torturer. Et il risque de raconter n'importe quoi.

— Tu crois qu'il peut nous balancer ?

— Je ne sais pas.

— J'espère que tu ne lui as pas parlé du journaliste.

— Il n'en sait pas plus que toi, Wadjed.

— Où tu es en ce moment ?

— À ton bureau à Angondjé.

— Appelle ton copain Pépito et recrute autant de gars que vous voulez pour déménager l'entrepôt d'Owendo.

— D'accord.

— Appelle-moi dès que tu as fini. Tu me trouveras chez moi, à la cité Damas.

4

16 heures.

Camp Roux. Direction générale des recherches. En bras de chemise, Envame s'arrêta sur le pas de la porte du bureau du lieutenant Boukinda.

— Tu as une minute ?

Boukinda se retourna et lui fit signe qu'il était en communication. Envame l'entendit dire à son interlocutrice au bout du fil :

— J'espère que tu n'es plus fâchée contre moi. Je passe te voir à la sortie du bureau. À tout à l'heure. Bisou.

Envame comprit qu'il s'agissait de Marilyne. Boukinda raccrocha.

— J'ai des types de la PJ qui sont là.

— Qu'est-ce qu'ils veulent ?

— Je ne sais pas.

— Fais-les venir.

La moue qu'avait affichée Boukinda au mot « PJ » n'était pas fortuite. Entre la police et la gendarmerie, c'était « Je t'aime moi non plus. » Dernier fait en date qui illustrait la guerre froide entre les deux institutions : un flic et un gendarme s'étaient bourré les quintaux dans un bar au sujet d'une fille. L'affaire n'en était pas restée là. Le lendemain, une escouade de la gendarmerie avait fait une descente au commissariat de Nkembo. Bagarre générale qui avait fait de nombreux blessés dans les deux camps. Au quartier, l'affaire avait sûrement fait sourire les *bangandos*[61]. Si

les flics et les gendarmes se bastonnaient pour des broutilles au lieu de leur courir après, ça ne pouvait être qu'une bonne chose pour eux. Comme quoi, quand la pluie te mouille, les crapauds se moquent de toi !

Le temps qu'Envame se la ramène avec les types de la PJ, Boukinda rangea quelques documents qui traînaient sur son bureau. Lorsqu'il vit les deux types dans le dos d'Envame quelques minutes plus tard, il les reconnut aussitôt. C'était les capitaines Pierre Koumba et Jacques Owoula. L'affaire du chasseur de lucioles dans laquelle les gars de la PJ les avaient roulés dans la farine refit surface dans son esprit.

C'est donc méfiant qu'il tendit l'os aux deux policiers qui venaient de faire leur entrée dans son bureau.

Envame ferma la porte. Les bras croisés, il resta debout dans le dos des visiteurs.

— Vous êtes bien installés ici à ce que je vois, dit Koumba.

— On peut le dire.

Boukinda fit le tour de son bureau d'un œil circulaire. Comme s'il le découvrait lui-même. Il n'était pas dupe. Il savait que les flics n'étaient pas là pour parler de son bureau. Aussi alla-t-il droit au but pour mettre fin à cette comédie :

— Qu'est-ce qu'on peut faire pour vous, les amis ?

— On nous a dit que c'est vous qui avez hérité de l'affaire sur le meurtre de Roger Missang.

— C'est exact.

— On est venus vous filer un coup de main… Boukinda masqua son sourire.

— On ne vous a rien demandé.

— Il y a deux semaines, une femme et son bébé ont été mortellement fauchés par une voiture blanche, dit Koumba. Le type qui était au volant du véhicule ce jour-là s'appelle Marius Otouma. Nous l'avons appréhendé tout à l'heure. Il a reconnu les faits.

« En quoi ça nous regarde ? » se retint de demander Boukinda.

Son impatience n'échappa pas à Koumba. Il sentait camembérer son animosité.

— La suite va te plaire, crois-moi. Il se trouve que Marius Otouma travaille pour un Libanais, un certain Wadjed. Il est propriétaire de plusieurs pharmacies. Et d'après Marius, c'est Sofiane Wadjed qui a commandité l'assassinat de Roger Missang.

L'assassinat de Roger Missang commandité par un Libanais… Boukinda eut du mal à avaler la grosse ficelle que lui avait servi Koumba.

— Pourquoi ?

— Wadjed importe de Chine et du Pakistan des faux médicaments qu'il vend dans ses pharmacies. Il a quelques contacts à la douane qui lui permettent de passer les contrôles. Roger Missang enquêtait làdessus depuis plusieurs semaines avant sa mort.

L'histoire de Koumba commençait sérieusement à intéresser Boukinda. Mais il ne lui montra pas…Il recoupa mentalement ses propres informations. Deux jours plus tôt, Gaspard Mondjo l'avait informé que Roger Missang travaillait sur une série d'articles sur des faux médicaments. Et ça collait au récit de Koumba.

— Le journaliste a été tué dans un entrepôt d'Owendo par deux types, poursuivit Koumba. Balard et Pépito. Mon informateur peut vous conduire à l'entrepôt où sont planqués ces faux médicaments.

Boukinda se souvint des marques qu'Envame avait découvertes sur le corps de Roger Missang. L'entrepôt dont parlaient les policiers pouvait être l'endroit où il avait été ligoté, torturé puis tué. Ses assassins l'avaient

alors mutilé et jeté sur le front de mer pour maquiller sa mort en assassinat politique.

— Il est où, votre informateur ?

— Dans la cour avec mes hommes.

— Je veux l'entendre moi-même.

— Pas si vite. On veut aussi notre part de lumière dans cette affaire.

— C'est-à-dire ?

— On veut participer à toute l'opération à vos côtés.

— Pourquoi on devrait l'accepter ?

— Parce que vous ne pouvez pas le refuser.

Un ange passa.

— Alors on fait équipe ou pas ?

— Je ne suis pas la bonne personne pour prendre cette décision, dit Boukinda. Il faut que j'en parle à mon supérieur qui lui, doit en référer au procureur de la République.

— Alors fais-le. On n'a pas beaucoup de temps devant nous. Si nos amis apprennent que Marius est entre nos mains, ils peuvent avoir l'idée d'aller vider l'entrepôt et de prendre la fuite.

— Laissez-moi quelques minutes.

Boukinda se leva. Il sortit de la pièce. Il prit la direction du bureau du commandant Kouna.

— Va chercher Marius, dit Koumba à Owoula.

Boukinda entra dans le bureau de Kouna.

— On a une piste sérieuse sur la mort de Roger Missang.

Kouna sursauta, content de le savoir.

— J'ai deux types de la PJ dans mon bureau. Ils ont un informateur qui leur aurait dit que la mort de Roger Missang a été commanditée par un Libanais du nom de Wadjed. Le contrat aurait été exécuté par deux types qui s'appellent Balard et Pépito.

— Quel en serait le mobile ?

— Wadjed est propriétaire de plusieurs pharmacies à Libreville. Il ferait venir des faux médicaments qu'il y vend. Roger Missang enquêtait dessus.

— Tu as entendu leur informateur ?

— Non. Mais ils sont venus ici avec lui.

— Je veux l'entendre de sa propre bouche.

— Oui, mais ils veulent qu'on les associe à l'arr estation.

Kouna se renversa sur son fauteuil.

— Qu'est-ce que tu en penses ?

— Je pense que leur informateur est crédible. Ses informations concordent avec ce que nous savons. Ces types de la PJ auraient bien pu nous doubler. Cette fois, on peut leur faire confiance.

— Fais-les venir.

Boukinda conduisit les deux policiers et leur informateur au deuxième étage. Dans le bureau de Kouna, Marius raconta par le menu ce qu'il avait déjà dit aux policiers.

— Je viens de parler au procureur, dit Kouna. Vous allez participer à l'arrestation des assassins de Roger Missang avec nous, comme vous le souhaitez.

— Merci pour votre compréhension, mon commandant.

Kouna se tourna vers Boukinda :

— Conduis tes collègues de la PJ dans la cour et prends autant d'hommes avec toi que tu voudras. Le procureur va vous y rejoindre dans quelques minutes. Il est en route.

Boukinda avait regagné son bureau flanqué des deux policiers et de leur informateur.

— Où se situe précisément cet entrepôt ? demanda Boukinda à Marius.

— Avant le pont Nomba, derrière le bâtiment de l'université privée des Sciences et Gestion.

— Le bâtiment est gardé par des vigiles ?

— Oui.

— Combien ?

— Deux.

— Ils sont armés ?

— Non.

— Ils sont aussi dans la combine ?

— Ils savent qu'on y conditionne des médicaments. Rien de plus.

— Combien il y a d'entrées pour aller à l'entrepôt ? demanda Koumba.

— Une seule.

Marius leur fit un croquis. Boukinda se tourna vers Koumba :

— On va se diviser en quatre équipes de quatre hommes. Toi et moi on formera la première avec deux hommes. Envame et ton coéquipier, la deuxième. Le reste de l'équipe sera composé de tes hommes et des miens.

Koumba opina de la tête.

Boukinda expliqua par la suite à Koumba le plan qu'il avait conçu. Puis quelques minutes plus tard, un agent se présenta sur le pas de la porte :

— Le procureur de la République est là.

Quand les policiers et les gendarmes rejoignirent le procureur, la nuit était déjà tombée sur la capitale. Vincent Alaba était accompagné de son substitut. Les gendarmes leur firent enfiler des gilets pare-balles puis ils montèrent dans la bagnole de Boukinda et Koumba. Durant le trajet, le policier et le gendarme les briefèrent.

La voiture d'Owoula et d'Envame, à bord de laquelle se trouvait Marius Otouma, fut la première à prendre le chemin qui conduisait à l'entrepôt.

---

[61] Voyous.

5

Après son coup de téléphone à Sofiane Wadjed, Balard avait appelé Pépito. Les deux garçons avaient décidé de se retrouver à l'entrepôt dans une heure. Balard avait ensuite appelé un Sénégalais du nom de Lamine Faye. Il dirigeait une société de transport. Ce sont ses camions qui se chargeaient habituellement du transport des conteneurs de Wadjed. Quand Balard arriva à l'entrepôt une demi-heure plus tard, Lamine Faye lui avait envoyé cinq camions et dix chargeurs sénégalais. Pépito le rejoignit quelques minutes après.

Sur le seuil de l'entrepôt, Pépito alluma une cigarette et demanda à Balard :

— On a fini dans un quart d'heure ?

Balard ne lui répondit pas. Il surveillait les dix chargeurs qui avaient formé une chaîne jusqu'aux camions. En une demi-heure, ils avaient réussi à transporter dans deux camions la moitié de la cargaison que contenait l'entrepôt.

— Où est l'ordinateur du journaliste ? reprit Pépito.

— Je l'ai déjà mis dans ma voiture.

Pépito tira sur sa cigarette et l'écrasa sous ses chaussures. Au moment où il allait entrer dans l'entrepôt, il entendit des sirènes. Il crut un instant qu'il se faisait des illusions. Mais le bruit se fit plus audible. Balard lui jeta un regard.

Une voiture de police entra en trombe dans la cour. Deux autres la suivirent. Puis trois autres. Des hommes en sortirent armés.

Balard et Pépito n'avaient pas eu le temps de fuir. Ils avaient été arrêtés avec les dix chargeurs sénégalais et conduits à la Direction générale des recherches. Une arme de même marque que celle qui avait donné la mort à Roger Missang et à Pavel Kurka cinq ans plus tôt avait été retrouvée sur Pépito.

Une heure plus tard, Wadjed avait été appréhendé chez lui à la cité Damas. Il n'avait opposé aucune résistance. Boukinda et Owoula avaient cuisiné Balard pendant que Koumba et Envame s'occupaient de Pépito. Puis ils s'étaient tous retrouvés deux heures plus tard dans la salle de réunion pour faire le point.

Les policiers et les gendarmes avaient réussi à reconstituer l'assassinat du journaliste.

Sofiane Wadjed avait eu vent par des douaniers que Roger Missang enquêtait sur les quais du port d'Owendo sur les faux médicaments. Il avait chargé Balard de s'occuper du journaliste. Balard avait fait appel à

une de ses vieilles connaissances. Pépito. Pépito n'était pas un inconnu des services de police. Il avait déjà fait de la taule pour le meurtre d'un ingénieur français à Port-Gentil. Il avait pris dix ans. Il n'était sorti qu'un an plus tôt.

Le dimanche après la réunion de rédaction au siège des *Échos du sud* à Belle vue, Roger Missang s'était rendu à Lalala où Balard lui avait donné rendez-vous sans se douter du piège qu'on lui tendait. Quelques jours plus tôt, il s'était fait passer pour un ancien employé de Sofiane Wadjed. Balard avait conduit le journaliste à l'entrepôt où Pépito l'attendait. Quand le journaliste était entré dans l'entrepôt, Pépito s'était jeté sur lui. À deux, ils avaient réussi à le neutraliser puis ils l'avaient attaché à une chaise. Ils l'avaient questionné pendant une heure pour découvrir ce qu'il savait sur les activités de Wadjed. Pendant un instant d'inattention, le journaliste avait réussi à s'échapper. Balard l'avait rattrapé au moment où il tentait d'ouvrir la porte de l'entrepôt. Pépito était venu le seconder. Mais le journaliste était coriace. Pépito avait alors tiré sur le journaliste à bout portant. C'est lui qui avait eu l'idée de faire passer sa mort pour un assassinat politique. Balard lui avait coupé les doigts avec une tenaille. Puis les deux garçons avaient chargé le mort dans une bagnole. Ils avaient jeté son corps à la flotte sur le front de mer à trois heures du matin.

Quand les policiers avaient appris à Pépito que son arme était la même que celle qui avait tué Pavel Kurka, il avait dit l'avoir ramassée un soir dans un ravin. Les flics ne l'avaient pas cru. Ils lui avaient annoncé qu'il allait également être inculpé pour le meurtre de l'ancien chef de la sécurité du ministre de la Défense nationale.

Les policiers et les gendarmes avaient ensuite interrogé Wadjed. L'homme d'affaires avait reconnu le trafic de faux médicaments. Il avait expliqué qu'il s'était régulièrement rendu en Chine, en Inde et au Pakistan. Il commandait ses médicaments auprès des laboratoires clandestins. Les médicaments transitaient par Madagascar où ils étaient emballés avant d'être acheminés sur Libreville par conteneurs. Il avait donné les noms des douaniers qui faisaient passer ses marchandises sans contrôle.

Il avait nié avoir donné l'ordre à Balard de tuer Roger Missang. Il lui avait juste demandé d'effrayer le journaliste. Wadjed avait campé sur ses positions quand les gendarmes et les policiers l'avaient confronté à Balard. Mais pour les policiers, il était clair que Sofiane Wadjed avait commandité l'assassinat du journaliste.

À LA UNE

gros titre + photo
Affaire Roger Missang : les assassins arrêtés

gros titre + photo
L'assassinat de Roger Missang commandité par un Libannais

gros titre + photo
Assassinat de Roger Missang : ses assassins avouent

gros titre + photo
L'assassin de Pavel Kurka sous les verrous

gros titre + photo
Vaste réseau de faux médicaments démantelé

Faux médicaments : des douaniers impliqués

Des têtes vont tomber à la douane

Jeudi

1

Le lendemain, le procureur de la République organisait une conférence de presse au palais de justice en présence des directeurs généraux de la PJ et de la Direction générale des recherches. La presse nationale et internationale y avaient été conviées. Vincent Alaba avait salué la collaboration entre la police judiciaire et la Direction générale des recherches. Il avait ensuite présenté les détails de l'opération menée la nuit précédente qui avait permis l'arrestation de douze personnes. D'autres mandats d'arrêt avaient été délivrés.

Outre l'arrestation des assassins de Roger Missang qui avait conduit au tueur de Pavel Kurka, l'opération avait aussi permis le démantèlement de l'un des plus vastes réseaux de faux médicaments dans lequel la complicité des autorités douanières du port d'Owendo était évidente. Plus de trois tonnes de faux médicaments avaient été saisies, d'une valeur de 50 millions de francs CFA. Il s'agissait essentiellement d'antipaludéens, d'analgésiques et d'antihistaminiques… Une partie de ces faux médicaments saisis avait été présentée à la presse.

À la fin de la conférence, Koumba avait retrouvé Boukinda sur le parking :

— On a prévu une sortie pour ce soir.

— Où ça ?

— C'est nous qui menons les opérations cette fois.

Boukinda n'insista pas.

— D'accord. On vous laisse le choix du lieu.

— On vous appelle autour de 18 heures. Koumba et Owoula avaient prévu de les emmener à la gare routière pour leur faire goûter les joies de la cuisse tarifée. Sûr que les gendarmes y prendraient leur pied.

De retour une heure plus tard au bureau, le colonel Essono avait convoqué Koumba et Owoula dans son bureau.

Après leur avoir réitéré ses félicitations pour l'opération qu'ils avaient menée aux côtés des agents de la Direction générale des recherches, il ajouta :

— Je ne tolérerai plus jamais que vous outrepassiez mes ordres.

Les deux policiers n'avaient pas rouscaillé et ne s'étaient pas confondus en excuses se contentant de baisser la tête. Puis Essono leur avait demandé de disposer. Sur le pas de la porte, Koumba s'était retourné pour le saluer. Les deux hommes avaient échangé un regard chargé. Quand la porte s'était refermée sur les pas des deux policiers, Essono s'était renversé dans son fauteuil. Maintenant, il savait que ce Koumba était une

épine sous son pied. Il n'hésiterait pas à l'envoyer dans le mur si l'occasion se présentait un jour de prendre sa place…

Épilogue

Juin 2009 : Le président gabonais décède à Barcelone en Espagne.

Août 2009 : Baby Zeus est élu président de la République gabonaise.

Les avis de lecteurs sont très importants. Vos commentaires comptent, sont lus et nous aident à améliorer nos ebooks. Partagez vos avis sur les librairies en ligne et les réseaux sociaux !

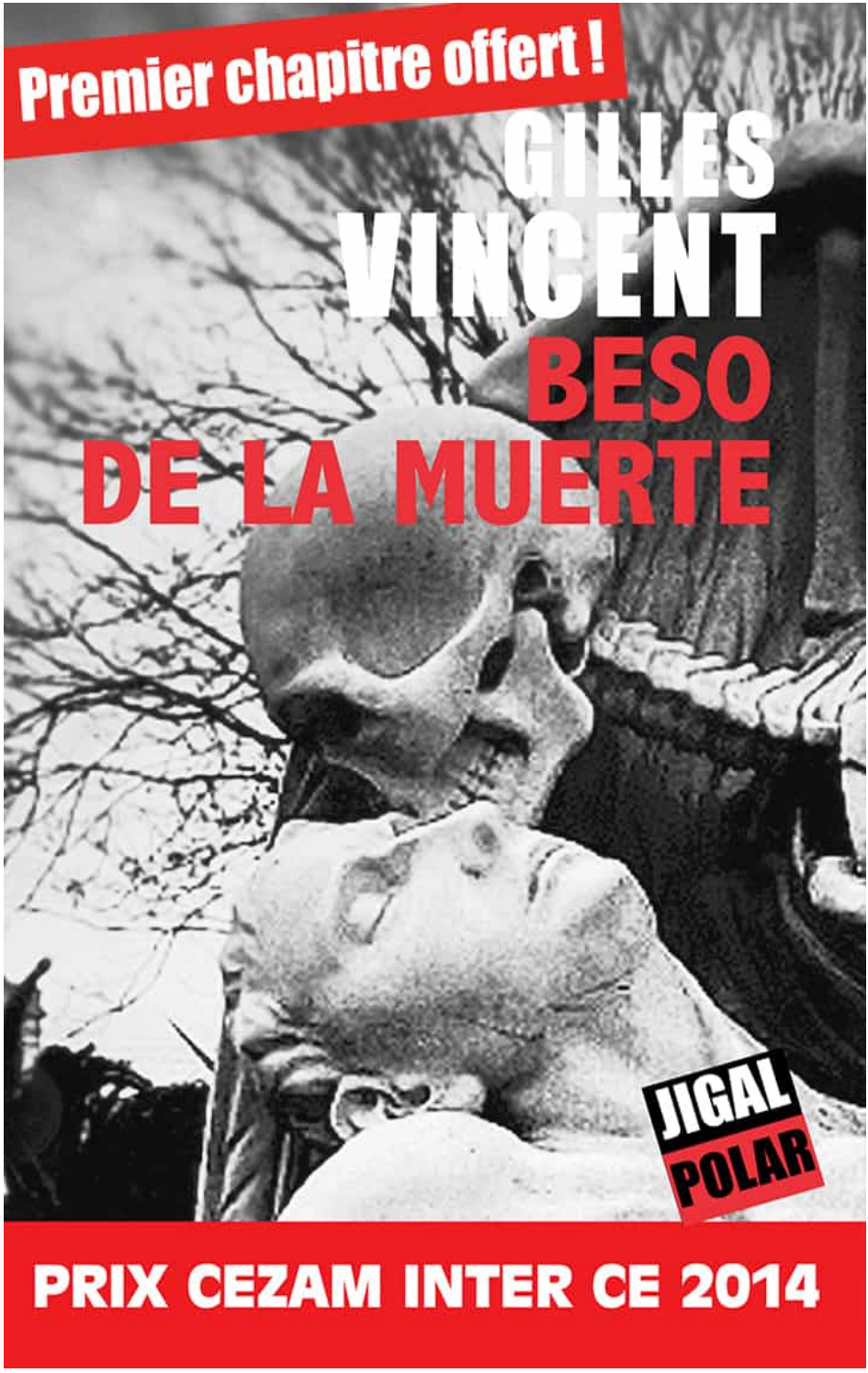
Remerciements

À Davin, Karl et Judicaël dont la compagnie est pour moi une bouffée d'air salutaire.

Nadège, Diane, Betty, Fannie, Léa, Juliette pour leur affection.

Keshia, Stacy, Sted et Faïck.

À Sonia, Dorian, Annie, Péguy, Lisa-Marie pour leurs encouragements.


Premier chapitre offert !
GILLES
VINCENT
BESO
DE LA MUERTE
JIGAL
POLAR
PRIX CEZAM INTER CE 2014

Prologue

17 août 1936.

La poussière soulevée par les pneus de la camionnette formait un large sillon beige, une cicatrice floue à travers la nuit bleutée de Grenade.

Le chauffeur faisait craquer les vitesses, freinait à grand bruit à l'amorce de chaque virage, tandis qu'à l'arrière, coincés entre les miliciens, les quatre prisonniers se cramponnaient pour ne pas valdinguer.

Les cris des soldats les avaient cueillis en plein sommeil. Des gifles sans sommation, des insultes, des coups de pied au cul et, pour finir, des cordes nouées autour de leurs poignets ramenés dans le dos.

Deux anarchistes, un instituteur boiteux et un poète : la prise de la nuit.

La camionnette s'était ébranlée dans la poussière de l'été, avait traversé la ville muette, poursuivie par un jeune garçon à bicyclette qui avait pédalé au beau milieu des avenues désertes en hurlant : « Papa ! Papa ! »

À bout de souffle, il avait perdu de vue la carcasse métallique, jusqu'à ne plus discerner que le nuage beige se fondant dans les larges rues de la ville.

Le gamin avait alors fait demi-tour, laissé l'air de la descente lui sécher les larmes, sachant au fond de lui qu'on emmenait son père bien au-delà du monde des vivants. Persuadé que les fascistes l'exécuteraient comme tant d'autres ces jours-ci qu'on voyait pourrir sous le soleil au fond des impasses, fusillés à genoux ou abattus d'une simple balle dans la nuque.

Les faubourgs une fois derrière elle, la camionnette ralentit l'allure, s'enfonça sur la route caillouteuse qui escaladait les collines au nord-ouest de la ville.

Après quelques kilomètres, sous la lueur de la lune qui perçait au travers des nuages, apparurent des corps affalés au milieu des talus. Des communistes, des anarchistes ou de simples républicains, fusillés par grappes le long de la route.

Le 20 juillet, Grenade était tombée sans grande résistance aux mains des rebelles fascistes. Depuis, on exécutait à tour de bras. Dans les ruelles, les arrière-cours et les campagnes environnantes, les salves résonnaient toute la journée jusque tard dans la nuit. Les milices phalangistes arrêtaient tout ce qui était suspect de sympathie républicaine, et les hommes, des paysans pour la plupart, étaient passés par les armes sans autre forme de procès.

La camionnette bâchée, une fois à mi-distance des villages de Viznar et

d'Alfacar, quitta la route et s'engagea sur un chemin étroit qui menait à une ferme nommée *« Cortijo de Gazpacho »*. Elle parcourut une centaine de mètres et s'immobilisa à flanc de colline.

Les portières claquèrent dans la nuit ainsi que les ordres, comme des coups de fusils. La ridelle métallique s'abattit dans un grand bruit de tôle. Le chef des miliciens demanda aux quatre prisonniers de s'avancer de quelques mètres, jusqu'au bord d'un trou, sans doute creusé là par quelque paysan dans l'espoir d'y trouver de l'eau.

— Toi, le poète, tu te mets sur le côté. Les autres, à genoux.

Les deux anarchistes s'accroupirent au bord du trou. L'instituteur s'appuya sur sa béquille et rejoignit les deux autres.

Le chef du groupe sortit un pistolet Astra de sa gaine de cuir, fit quelques pas dans le dos des hommes agenouillés et abattit l'instituteur d'une balle dans la tête. D'un coup de pied, il poussa le corps dans la fosse. Quand il s'approcha du suivant, l'autre hurla *« Viva la anarquía ! »* et s'écroula à son tour. Le pistolet s'approchait de la nuque du troisième quand l'exécuteur s'immobilisa dans le vent qui s'était levé. En contrebas, la pétarade caractéristique d'une moto.

— Dites, vous autres… Vous entendez comme moi ?

Les miliciens s'étaient tournés vers la route qui venait des faubourgs de Grenade. Le bruit du moteur se fit de plus en plus net. Quand la moto emprunta le chemin qui montait vers eux, un phare jaune apparut derrière une rangée de peupliers, éclaira de manière chaotique les quelques arpents de vigne plantés sur ce versant de la colline.

Un murmure parcourut le groupe d'hommes armés : *« El Capitan, el Capitan… »*

El Capitan, comme l'appelaient les hommes de troupe, circulait à moto sur les lignes du front. Personne ne savait qui il était vraiment, à quelle unité précise il appartenait. L'homme, plutôt mince, arborait, dès qu'il se mettait à faire quelques pas, une allure de presque dandy. Jamais il ne quittait son casque ni ses épaisses lunettes de moto qui lui donnaient un vague air d'aviateur. Sa voix était sèche, ses mots précis et sa réputation de cruauté avait rapidement parcouru les garnisons de la région. Nul ne connaissait son nom. Une rumeur voulait qu'il soit le fils d'un des généraux de la rébellion, une autre, qu'il soit le protégé d'un proche du roi et, on ne sait pourquoi, le surnom de *El Capitan* le suivait désormais comme son ombre.

L'homme s'approcha jusqu'à ce que la lumière de son engin éclaire la modeste fosse, balaye de son faisceau l'homme agenouillé au bord du trou. Il arrêta le moteur, positionna sa grosse cylindrée sur sa béquille et s'avança vers le chef.

— On m'a dit que vous aviez arrêté le poète pédéraste.

L'autre se figea dans un sommaire garde-à-vous.

— Mariano Ajonjo Moreno, chef de groupe, *señor Capitan*.

Il salua brièvement et se tourna vers ses hommes :

— Et voici le reste de mon unité. Lui, c'est Antonio Benavides, de l'Escadron noir, lui Juan Jimenez…

— Tu ne m'as pas répondu, interrompit l'homme. Vous l'avez, le pédé ?

Mariano désigna du doigt le prisonnier aux boucles brunes qui se tenait sur le côté.

— Ne vous inquiétez pas, señor Capitan, il va y passer, comme les autres.

L'homme s'approcha du trou.

— Mais qu'est-ce que c'est que ce bordel ? Qu'est-ce que vous fabriquez, avec vos hommes ? On ne vous a pas appris ce que c'est qu'un peloton d'exécution ?

— Si, *señor Capitan*, bredouilla Ajonjo Moreno.

— Alors qu'est-ce que c'est que ces exécutions d'une balle dans la nuque ? Nous ne sommes pas des bolcheviques ! Nous sommes des soldats du roi et nous devons nous comporter comme tels.

— Bien, *señor*…

— Alors, faites aligner vos hommes et fusillez-moi celui-là dans les règles.

— À vos ordres, *señor Capitan*.

Mariano Ajonjo Moreno se tourna vers ses hommes.

— Vous avez entendu, vous autres ?

Ils s'alignèrent face à la petite fosse et se mirent au garde-à-vous.

Ajonjo Moreno saisit le jeune anarchiste par le col de la chemise et le força à se tenir debout. Puis il se positionna à quelques mètres de ses hommes.

Les ordres résonnèrent, les canons des fusils se pointèrent sur la poitrine du jeune homme.

La salve résonna bien au-delà de la colline, faisant s'éparpiller, de-ci de-là, de petits groupes d'oiseaux.

Le chef de groupe fit quelques pas vers le poète.

— C'est à toi, maintenant.

El Capitan s'approcha à son tour.

— Attends. Celui-là, c'est un peu spécial.

Le motard gravit les quelques mètres qui le séparaient du jeune homme. Il l'empoigna par les cheveux et lui tourna la tête vers le ciel.

— Regarde la lune, mon mignon. Tu t'y connais en lune, non ?

Il éclata de rire avant de projeter le poète contre le sol.

— Tu sais que les pédés, on aime pas ça en haut lieu ? Eh oui, mon vieux. C'est pour toi que je suis monté jusqu'ici. J'ai des comptes à rendre, et figure-toi qu'au plus haut de la hiérarchie, on ne veut plus jamais entendre parler de toi. Plus de trace, rien. De la poussière dans un trou. Effacé de la surface de la terre.

Puis il se tourna vers le chef de peloton.

— Il y a d'autres trous, là-bas, plus haut. Des types qui ont creusé pour de l'eau. On monte tous et on va s'occuper de lui.

Sans attendre de réponse, *El Capitan* s'engagea dans la pente montante, à l'écart du chemin.

Étrange spectacle que ces huit hommes, en silencieuse file indienne, marchant au clair de lune en lisière d'un arpent de vigne desséchée. Le groupe parvint à la hauteur de trois immenses pins d'Alep au pied desquels de larges trous fraîchement creusés formaient un damier d'ombres rectangulaires. *El Capitan* s'approcha de la plus petite des fosses et se tourna vers le reste du groupe. Il regarda vers l'est, là où, derrière les collines lointaines, les lueurs du jour commençaient à pointer. Les hommes l'avaient désormais rejoint. L'homme au casque tira le poète par la manche de sa chemise, et l'amena au bord du trou.

— Déshabille-toi.

L'homme fixa de ses grands yeux noirs les lunettes du motard.

— Je veux mourir comme les autres. Fusillez-moi, puisque vous êtes monté jusqu'ici pour ça…

La gifle qui lui cingla le visage le mit à genoux. Puis le capitaine l'empoigna par les cheveux et le remit en position verticale.

— Déshabille-toi, j'ai dit. Et ne m'oblige pas à le faire moi-même, sinon c'est au couteau qu'on va te finir.

Sans dire un mot, l'homme ôta sa chemise, dénoua ses souliers et fit glisser son pantalon.

— J'ai dit : à poil !

Sans quitter l'officier du regard, il se débarrassa de son caleçon.

La lumière du jour chassait désormais les restes de la nuit.

— Maintenant, tu descends là-dedans et tu te mets à genoux, face contre terre et le cul bien en l'air.

Le poète enfonça ses genoux dans la terre sèche, posa une joue contre le sol.

— Le cul en l'air, j'ai dit !

Il redressa les reins, offrit ses fesses blanches aux ricanements des

hommes.

— Un volontaire pour lui foutre deux balles dans le cul ?

Un des hommes fit un pas en avant.

— Moi, *señor Capitan*. Cet enculé, j'ai deux ou trois vieux comptes à régler avec lui…

— Alors, vas-y. Tiens, prends mon pistolet.

Antonio Benavides s'approcha de la fosse, pointa l'arme vers l'homme recroquevillé.

Deux déflagrations, la chair tordue, le rire gras des miliciens.

Au loin, la cloche d'une église sonna les cinq heures du matin.

Dans son trou, le poète serra les dents. Il entendit les ordres fuser, devina les jambes des tireurs au bord de la fosse. Il entendit le cliquetis métallique des fusils que l'on rechargeait. Dans le silence de l'aube, il sentit les hommes au-dessus de lui, le souffle de leur respiration. Dans ces secondes suspendues à l'ordre de faire feu, le poète sentit les mots lui monter à la bouche, se poser sur ses lèvres. *« Il était juste cinq heures du soir. Un gamin apporta le blanc linceul… »* Ces mots qu'il avait écrits pour son ami Ignacio, tombé dans la lumière dorée des arènes…

— Ils prient maintenant, les républicains ? s'esclaffa le chef du peloton.

«*… À cinq heures du soir. Le vent chassa la charpie…* »

D'un geste de la main, *El Capitan* intima aux hommes de se taire.

« …quelles terribles cinq heures du soir … »

L'homme à la moto fit un signe de la tête au chef du peloton.

« …Il était cinq heures du soir à toutes les horloges. Il était cinq heures à l'ombre du soir ! »

— *Fuego !*

L'odeur de la poudre envahit la petite parcelle. Sans un regard vers le corps, comme un oiseau blanc abandonné, les hommes éjectèrent leurs douilles, réajustèrent la lanière de leur fusil.

Le jour s'était maintenant levé et le Capitaine pouvait désormais voir le visage des hommes.

— Vous me le recouvrez de terre. Attention, ni pierres, ni branchages. Rien qui puisse faire repérer cet endroit. J'insiste là-dessus, *señores*. Ce trou doit disparaître des mémoires. Vous n'êtes jamais venus ici, nous ne nous sommes jamais rencontrés, jamais. Le poète vous a échappé, vous ne savez pas ce qu'il est devenu. C'est tout.

L'homme au casque tira un étui à cigarettes métallique de sa vareuse et le tendit aux hommes du peloton. Puis, tandis qu'ils tiraient les premières bouffées, *El Capitan* descendit avec eux jusqu'à sa moto. Il enfourcha l'engin et jeta son mégot dans la caillasse.

— Si d'aventure l'un d'entre vous venait à raconter ce qui s'est passé ici cette nuit, c'est à moi qu'il aurait affaire. Et je vous jure que le bavard regretterait alors, d'avoir croisé ma route.

Il fit démarrer sa moto, esquissa un vague salut fasciste et disparut dans la poussière.

Sur la route qui menait à Grenade, *El Capitan* ralentit l'allure, se laissa envahir par les fragrances matinales. Il songea au corps blanc de ce pédé de poète, aux deux trous rouges qui lui avaient déchiré le cul. Il se dit que ces républicains de merde, pour s'en débarrasser une bonne fois pour toutes, il ne suffisait pas de fusiller les ouvriers et les paysans par centaines, mais qu'il fallait surtout décapiter les têtes pensantes, ces intellos qui pourrissent les esprits les plus faibles jusqu'au trognon.

Dès les premières avenues de la ville, il accéléra, fit claquer les pans de sa vareuse dans le vent déjà chaud du matin. Il se dit que ce García Lorca, dans son trou, on n'entendrait plus jamais parler de lui. Il se dit aussi que sa rencontre avec le poète, la vue de son corps tressautant sous la salve, que cette petite mort, à l'aube, anonyme et secrète, portait en elle le marqueur de son propre destin. Il n'aurait su dire pourquoi, mais il pressentait la nuit écoulée comme un véritable tournant dans sa jeune vie, une authentique croisée des chemins. Comme si la mort de ce pédéraste ouvrait dans son existence une voie nouvelle qui allait se dessiner.

Conforté par le croisement mystérieux des signes, il accéléra encore et disparut dans les ruelles qui grimpaient jusqu'aux murailles d'enceinte de l'Alhambra, sans savoir ce jour-là, que García Lorca sous la terre, lui donnerait un jour un bien vertigineux rendez-vous.

Continuez la lecture en téléchargeant la version ebook de "Beso de la muerte" de Gilles Vincent
sur le site de votre libraire

Chez le même éditeur en numérique

Trait bleu, Jacques Bablon
Hyenae, Gilles Vincent
Voici le temps des assassins, Gilles Verdet
Une terre pas si sainte, Pierre Pouchairet
L'hiver des enfants volés, Maurice Gouiran
Quand les anges tombent, Bosco Jacques Olivier
L'été tous les chats s'ennuient, Philippe Georget
Le cramé, Jacques-Olivier Bosco
African tabloid, Janis Otsiemi
Beso de la muerte, Gilles Vincent
J'ai fait comme elle a dit, Pascal Thiriet
Farel, André Blanc

Découvrez les autres publications de Jigal en ligne :

Le site : http://polar.jigal.com

Facebook : facebook.com/jigalpolar

Twitter : twitter.com/jigalpolar

© 2015 - Éditions Jigal
27 cours d'Estienne d'Orves 13001 Marseille
www.polar.jigal.com

Photo couverture : © 123rf
Directeur de collection : Jimmy Gallier

ISBN : 979-10-92016-56-7

© 2015, Version numérique Éditions Jigal

« Le code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou les reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L.335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle »

Ce livre a été réalisé par Primento, le partenaire numérique des éditeurs